

Chambre des Représentants de Belgique

SESSION ORDINAIRE 1993-1994 (*)

9 MARS 1994

PROJET DE LOI

créant un registre d'attente pour les étrangers qui se déclarent réfugiés ou qui demandent la reconnaissance de la qualité de réfugié

RAPPORT

FAIT AU NOM DE LA COMMISSION DE L'INTERIEUR, DES AFFAIRES GENERALES ET DE LA FONCTION PUBLIQUE (1)

PAR
M. VANLEENHOVE

MESDAMES, MESSIEURS,

Votre Commission a examiné le présent projet au cours de ses réunions du 2 février et du 2 mars 1994.

(1) Composition de la Commission :

Président : M. Vankeirsbilck.

A. — Titulaires :

C.V.P. MM. Breyne, Tant, Van Eetveldt, Vankeirsbilck, Vanleenhove.
P.S. MM. Dufour, Féaux, Harnegnies (M.), Namotte.
V.L.D. MM. Beysen, Cortois, Pierco, Van houtte.
S.P. MM. Dielens, Peeters (L.), Schellens.
P.R.L. MM. Bertouille, Pivin.
P.S.C. MM. Detremmerie, Séneca.
Ecolo/ MM. Cheron, Viseur.
Agalev VI. M. Dewinter.
Blok

Voir :

- 1281 - 93 / 94 :

- N° 1 : Projet de loi.
- N° 2 à 4 : Amendements.
- N° 5 : Avis du Conseil d'Etat.
- N° 6 : Errata.
- N° 7 : Amendements.

Voir également :

- N° 9 : Texte adopté par la Commission.

(*) Troisième session de la 48^e législature.

Belgische Kamer van Volksvertegenwoordigers

GEWONE ZITTING 1993-1994 (*)

9 MAART 1994

WETSONTWERP

tot oprichting van een wachtrecht voor vreemdelingen die zich vluchteling verklaren of die vragen om als vluchteling te worden erkend

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE VOOR DE BINNENLANDSE ZAKEN, DE ALGEMENE ZAKEN EN HET OPENBAAR AMBT (1)

UITGEBRACHT DOOR
DE HEER VANLEENHOVE

DAMES EN HEREN,

Uw Commissie heeft dit wetsontwerp besproken tijdens haar vergaderingen van 2 februari en 2 maart 1994.

(1) Samenstelling van de Commissie :

Voorzitter : de heer Vankeirsbilck.

A. — Vaste leden :

C.V.P. HH. Breyne, Tant, Van Eetveldt, Vankeirsbilck, Van Peel.
P.S. HH. Dufour, Féaux, Harnegnies (M.), Namotte.
V.L.D. HH. Beysen, Cortois, Pierco, Van houtte.
S.P. HH. Dielens, Peeters (L.), Schellens.
P.R.L. HH. Bertouille, Pivin.
P.S.C. HH. Detremmerie, Séneca.
Ecolo/ HH. Cheron, Viseur.
Agalev VI. H. Dewinter.
Blok

Zie :

- 1281 - 93 / 94 :

- N° 1 : Wetsontwerp.
- N° 2 tot 4 : Amendementen.
- N° 5 : Advies van de Raad van State.
- N° 6 : Errata.
- N° 7 : Amendementen.

Zie ook :

- N° 9 : Tekst aangenomen door de Commissie.

(*) Derde zitting van de 48^e zittingsperiode.

I. — EXPOSE INTRODUCTIF DU MINISTRE DE L'INTERIEUR ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

Le Ministre rappelle que notre pays est confronté, depuis quelques années, à un accroissement considérable du nombre de demandeurs d'asile. Les raisons en sont multiples : la conjoncture internationale générale, l'ouverture des frontières due à la chute du Mur de Berlin et les mesures limitatives prises par les pays voisins.

En 1988, 4 508 demandeurs d'asile ont introduit une demande. En 1992, ce chiffre est passé à 17 647, avant de passer en 1993 à 26 885.

Face à l'évolution de la situation, le Gouvernement a pris un certain nombre de mesures visant à maîtriser le flux des nouveaux demandeurs d'asile. Ces mesures sont de nature diverse :

1° modification de la loi organique des CPAS prévoyant la suppression de l'aide sociale aux demandeurs d'asile déboutés et aux illégaux;

2° modification de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, dans le but d'accélérer le traitement de la procédure d'asile;

3° possibilité reconnue au Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides de prendre des décisions non susceptibles d'être suspendues par le Conseil d'Etat;

4° recrutement d'agents supplémentaires pour assurer le traitement des dossiers, tant au niveau de l'Office des Etrangers qu'à celui du Commissariat général et de la Commission permanente d'appel pour les réfugiés;

5° mise en œuvre d'un système informatisé pour examiner les empreintes digitales, dans le but de découvrir les doubles demandes (Printrak).

Ce système a été mis en œuvre en septembre de l'année dernière et a permis de déceler, au départ, 13 % de doubles demandes. Dans les mois qui ont suivi, ces doubles demandes ont été réduites progressivement pour se stabiliser aujourd'hui autour de 3 %;

6° limitation des permis de travail aux demandeurs d'asile dont la demande a été déclarée recevable;

7° mise sur pied d'une politique effective en matière d'éloignement, avec ouverture des centres fermés de Walem, Malines, Bruges et Zaventem;

8° augmentation du budget pour le rapatriement forcé;

9° création d'un service d'information et de contrôle des CPAS pour détecter les doubles demandes

I. — INLEIDING DOOR DE MINISTER VAN BINNENLANDSE ZAKEN EN AMBTENARENZAKEN

De minister brengt in herinnering dat ons land sedert een aantal jaren wordt geconfronteerd met een aanzienlijke toename van het aantal asielzoekers. Aan die evolutie liggen verschillende oorzaken ten grondslag : de algemene internationale economische toestand, de opening van de grenzen ten gevolge van de val van de Berlijnse muur en de door onze buurlanden genomen beperkende maatregelen.

In 1988 werden 4 508 asielaanvragen ingediend. In 1992 is dit aantal opgelopen tot 17 647, in 1993 tot 26 885.

In het licht van deze ontwikkelingen heeft de regering een aantal maatregelen genomen om de toevloed van nieuwe asielzoekers onder controle te houden. Deze maatregelen zijn van uiteenlopende aard :

1° de wijziging van de organieke wet op de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, met het oog op de afschaffing van de maatschappelijke dienstverlening aan asielzoekers wier aanvraag is afgewezen, en aan illegalen;

2° de wijziging van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, met het oog op de bespoediging van de asielprocedure;

3° de aan het Commissariaat-generaal voor de vluchtelingen en de staatlozen verleende mogelijkheid om beslissingen te nemen waarvan bij de Raad van State niet meer de schorsing kan worden gevorderd;

4° de werving van extra ambtenaren voor de behandeling van dossiers zowel in de Dienst Vreemdelingenzaken als in het Commissariaat-generaal en de Vaste beroepscommissie voor vluchtelingen :

5° de ingebruikneming van een computersysteem voor digitaal onderzoek van vingerafdrukken met het oog op het opsporen van dubbele aanvragen (Printrak).

Dat systeem is in september vorig jaar in gebruik genomen. Het percentage dubbele aanvragen die met het systeem zijn ontdekt, lag in het begin rond de 13 %. In de daarop volgende maanden zijn de dubbele aanvragen geleidelijk teruggelopen en ze hebben zich nu gestabiliseerd rond de 3 %;

6° de beperking van de mogelijkheid om aan asielzoekers arbeidskaarten af te geven alvorens hun verzoek ontvankelijk is verklaard;

7° het totstandbrengen van een efficiënt beleid inzake verwijdering, met ingebruikneming van de gesloten centra in Walem, Mechelen, Brugge en Zaventem;

8° de verhoging van de begroting voor de gedwongen verwijdering;

9° de instelling van een informatie- en controledienst bij de OCMW's ten einde dubbele aanvragen

et les informer sur l'état d'avancement des demandes.

La mise en place d'un registre d'attente s'inscrit dans cette même problématique. Ce système d'information s'adresse à l'ensemble des acteurs publics, qui interviennent dans le cadre de la procédure d'octroi du statut ou dans celui de l'attribution de l'aide sociale ou encore dans celui des contrôles effectués par les services de police. Cet échange d'informations permet de connaître, à tout moment, la situation dans laquelle se trouvent les demandeurs d'asile. Les données reprises au registre concernent l'identification des personnes et sont complétées par des informations relatives à leur situation administrative par rapport à la procédure en cours.

Toutes les données relatives à l'identification sont introduites dans le registre, à l'initiative du Ministre, qui a l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers dans ses attributions, ou de son délégué. Cela se produit, dès le moment où le demandeur d'asile fait sa déclaration et introduit sa demande. Ces renseignements sont contrôlés, dans les 24 heures, par la commune qui est désignée par le demandeur comme étant sa commune de résidence.

Quant à ceux qui concernent l'aspect administratif, il appartiendra au Roi de désigner les autorités habilitées à les introduire. Il est probable qu'il s'agira des autorités qui prennent les décisions entrant dans le cadre de la procédure.

L'objectif est de pouvoir localiser, à tout moment, par le registre d'attente les demandeurs d'asile et de pouvoir régler définitivement le problème lié au refus de certaines communes d'inscrire des demandeurs d'asile dans le registre des étrangers. Cet outil servira également à la mise en œuvre de l'article 54 de la loi du 15 décembre 1980, qui permet au Ministre compétent de déterminer le lieu où sont inscrits certains étrangers et par là-même leur domicile « de secours ».

Enfin, le registre permet d'informer, de façon précise, toutes les autorités concernées sur l'état d'avancement de la procédure, y compris en cas de rejet de la demande. Dans cette dernière hypothèse, la décision est communiquée aux CPAS, pour ce qui concerne l'octroi de l'aide sociale, et aux différents services de police.

La création d'un registre d'attente implique l'adaptation de plusieurs lois, principalement, la loi du 19 juillet 1991 relative aux registres de la population et aux cartes d'identité, la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques et accessoirement, la loi du 2 avril 1965 relative à la prise en charge des secours accordés par les commissions d'assistance publique.

A propos de cette dernière loi, qui figurait dans le projet initial à titre purement technique, le Gouver-

op te sporen en informatie te verkrijgen over de stand van zaken met betrekking tot de aanvragen.

De instelling van een wachtregister moet in het licht van dezelfde problematiek worden gezien. Dit informatiesysteem geldt voor alle vertegenwoordigers van de overheid die in het kader van de asielverlening, de maatschappelijke dienstverlening of de door de politiediensten uitgeoefende controles optreden. Dank zij deze gegevensuitwisseling kan te allen tijde worden nagegaan in welke situatie asielzoekers zich bevinden. De in het register opgenomen gegevens hebben betrekking op de identificatie van de betrokkenen en worden aangevuld door inlichtingen inzake hun administratieve toestand in het kader van de lopende procedure.

Alle identificatiegegevens worden op initiatief van de minister bevoegd voor de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, of van zijn gemachtigde, in het register ingeschreven. Dat geschiedt zodra de asielzoeker aangifte doet en zijn aanvraag indient. Die inlichtingen worden binnen 24 uur gecontroleerd door de gemeente die de asielzoeker opgeeft als de gemeente waar hij verblijft.

De Koning bepaalt welke overheden bevoegd zijn om de administratieve gegevens in te voeren. Waarschijnlijk zullen dat de overheden zijn die de beslissingen in het raam van de procedure nemen.

Het wachtregister heeft tot doel de asielzoekers op elk ogenblik te kunnen lokaliseren, en definitief het probleem te regelen van bepaalde gemeenten die weigeren asielzoekers in te schrijven in de vreemdelingenregisters. Met dit instrument kan nu ook artikel 54 van de wet van 15 december 1980 worden uitgevoerd, waardoor de bevoegde minister kan vaststellen waar bepaalde vreemdelingen ingeschreven zijn en waar dus hun « bijstandswoonplaats » is.

Dank zij het register kunnen alle betrokken overheden juist worden ingelicht over de voortgang van de procedure, en eventueel over de verwerping van de aanvraag. In dat laatste geval wordt de beslissing meegedeeld aan de OCMW's (voor de verlening van sociale bijstand) en aan de verschillende politiediensten.

De oprichting van een wachtregister impliceert de aanpassing van verscheidene wetten, in het bijzonder van de wet van 19 juli 1991 betreffende de bevolkingsregisters en de identiteitskaarten, de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen en, in bijkomstige orde, de wet van 2 april 1965 betreffende het ten laste nemen van de steun verleend door de commissies van openbare onderstand.

Op die laatste wet, die om louter technische redenen in het oorspronkelijk ontwerp was opgenomen,

nement a introduit plusieurs amendements, qui visent en fait à mettre en œuvre l'article 54 de la loi du 15 décembre 1980. Il a invité le Président de la Chambre à demander l'avis du Conseil d'Etat sur le contenu de ceux-ci.

Il faut signaler que ces nouvelles dispositions sont assez indépendantes du contenu du projet déposé. Elles ne concernent, en effet, pas en tant que telles l'instauration du registre d'attente. Toutefois, elles relèvent des compétences du Ministre de la Santé publique et il serait peut-être également judicieux de solliciter l'avis de la Commission de la Santé publique et de l'Environnement.

II. — PROCEDURE

M. Beysen estime indiqué de consulter la Commission de la Santé publique et de l'Environnement sur l'article 11 et sur les amendements du Gouvernement (articles 11bis à 11quinquies (*nouveaux*)). Cet avis pourrait être obtenu utilement, pendant la consultation du Conseil d'Etat à propos de ces mêmes amendements. Cela permettrait, en outre, d'analyser et d'étudier davantage les amendements déposés par le Gouvernement.

L'intervenant suggère en attendant de se limiter au cours de cette réunion du 2 février 1994, à la discussion générale. L'article 11 est, en effet, difficilement dissociable des autres articles du projet à l'examen. *M. Vanleenhove* se rallie à cet avis.

Le Président fait observer que si la Commission estime qu'il y a lieu de demander un avis de la Commission de la Santé publique et de l'Environnement, elle doit en informer le Président de la Chambre, qui décidera (article 23.3 du Règlement de la Chambre).

Pour ce qui concerne la consultation du Conseil d'Etat, il indique également qu'en commission, la demande d'avis ne surprend pas l'examen des dispositions qui en font l'objet (article 56.7 du Règlement de la Chambre). Toutefois, il se propose de réserver, en tout état de cause, les votes jusqu'à la réception de l'avis du Conseil d'Etat.

A l'unanimité, la Commission décide de demander l'avis de la Commission de la Santé publique et de l'Environnement sur l'article 11 et sur les articles 11bis à 11quinquies (*nouveaux*), étant donné qu'ils concernent principalement la législation du base sur les CPAS. Au cours de cette première réunion, elle s'en tiendra donc à la seule discussion générale.

heeft de regering verscheidene amendementen ingediend, die er eigenlijk toe strekken artikel 54 van de wet van 15 december 1980 ten uitvoer te leggen. De regering heeft de voorzitter van de Kamer uitgenodigd over de inhoud van die amendementen het advies van de Raad van State in te winnen.

Die nieuwe bepalingen staan tamelijk los van de inhoud van het ingediende ontwerp. Ze hebben als dusdanig eigenlijk geen betrekking op de instelling van een wachtregister. Zij behoren evenwel tot de bevoegdheid van de minister van Volksgezondheid en wellicht ware het gepast ook het advies te vragen van de Commissie voor de Volksgezondheid en het Leefmilieu.

II. — PROCEDURE

De heer Beysen vindt het aangewezen de Commissie voor de Volksgezondheid en het Leefmilieu te raadplegen in verband met artikel 11 en met de amendementen van de regering (artikelen 11bis tot 11quinquies (*nieuw*)). Op dat advies kan worden gewacht tijdens de raadpleging van de Raad van State over diezelfde amendementen. Daardoor wordt het onder meer mogelijk de door de regering ingediende amendementen grondiger te onderzoeken.

Spreker stelt de Commissie voor zich tijdens deze vergadering van 2 februari 1994 voorlopig te beperken tot de algemene besprekking. Artikel 11 kan immers moeilijk worden gescheiden van de andere artikelen van het voorliggende ontwerp. *De heer Vanleenhove* sluit zich bij die mening aan.

De voorzitter merkt op dat wanneer de commissie oordeelt dat het advies moet worden ingewonnen van de Commissie voor de Volksgezondheid en het Leefmilieu, zij dat moet meedelen aan de voorzitter van de Kamer, die dan beslist (artikel 23.3 van het Reglement van de Kamer).

Met betrekking tot de raadpleging van de Raad van State wijst hij er tevens op dat het verzoek om advies in Commissie de besprekking niet opschort van de bepalingen waarover het advies wordt gevraagd. (artikel 56.7 van het Reglement van de Kamer). Hij stelt evenwel voor de stemmingen in ieder geval uit te stellen tot de Commissie het advies van de Raad van State heeft ontvangen.

De Commissie beslist eenparig het advies te vragen van de Commissie voor de Volksgezondheid en het Leefmilieu over artikel 11 en de artikelen 11bis tot 11quinquies (*nieuw*), aangezien die artikelen in hoofdzaak betrekking hebben op de basiswetgeving betreffende de OCMW's. Tijdens deze eerste vergadering zal de commissie zich derhalve beperken tot de algemene besprekking.

III. — DISCUSSION GENERALE

M. Viseur indique que le projet à l'examen comporte deux aspects : l'instauration d'un registre d'attente et son utilisation. Il rappelle également que des arrêtés d'exécution relatifs au plan de répartition devront être pris et qu'il seraient, dès à présent, judicieux d'en connaître le contenu, afin de faciliter une approche globale de la problématique.

Les objectifs tels qu'ils sont repris dans les développements du projet ne semblent également pas toujours correspondre aux déclarations faites à ce sujet par le Ministre. En effet, aux dires de ce dernier, le registre d'attente est l'outil de répartition des candidats réfugiés à travers le pays. Or, si l'on reprend la réponse aux observations formulées par la Commission de la protection de la vie privée (Doc. n° 1281/1, pp. 3 à 5), il n'est pas question de ce plan de répartition dans les objectifs repris pour le registre. Les arrêtés royaux précités devraient pouvoir éclairer la Commission à ce sujet.

L'orateur est d'avis que l'article 54 de la loi du 15 décembre 1980 permettait déjà au Ministre de répartir sur le territoire les candidats réfugiés politiques. En effet, il stipule que « le Ministre peut enjoindre à l'étranger, entrant dans le Royaume sans satisfaire aux conditions fixées à l'article 2 et qui a demandé la qualité de réfugié, de résider en un lieu déterminé pendant que sa demande est à l'examen ». Cet article n'a-t-il donc jamais été appliqué ? Attendait-on en fait la création du registre d'attente pour ce faire ?

*

* * *

M. Van Eetvelt demande également que la Commission puisse prendre connaissance des arrêtés royaux relatifs au plan de répartition, puisqu'il s'agit là d'un aspect indissociable de la présente discussion.

Le membre rappelle que des normes de répartition avaient été établies, voici quelques années, par le Ministre compétent pour ce qui concerne l'intégration sociale. Quel en a été le résultat ? Ne faut-il pas tenir compte de cette expérience pour l'application de ce plan de répartition ?

Enfin, l'intervenant est d'avis que le projet à l'examen n'offre aucune solution pour les illégaux et les étrangers non enregistrés. Ne faut-il pas également chercher une solution à cette situation dans le cadre de la discussion en cours ?

*

* * *

III. — ALGEMENE BESPREKING

De heer Viseur wijst erop dat het voorliggende ontwerp twee aspecten heeft : de invoering van een wachtregister en het gebruik ervan. Hij herinnert er ook aan dat met betrekking tot het spreidingsplan uitvoeringsbesluiten zullen moeten worden genomen; het ware nuttig daar nu reeds de inhoud van te kennen, zodat het makkelijker wordt het probleem in zijn geheel te benaderen.

De doelstellingen die in de toelichting bij het ontwerp worden vermeld, blijken ook niet altijd overeen te stemmen met de verklaringen van de minister daaromtrent. Volgens de minister is het wachtregister een instrument om de kandidaat-vluchtelingen over het hele land te spreiden. In het antwoord op de opmerkingen van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer (Stuk n° 1281/1, blz. 3 tot 5) maakt men bij de vermelding van de doelstellingen van het register evenwel geen gewag van dat spreidingsplan. De hierboven vermelde koninklijke besluiten zouden de Commissie hieromtrent duidelijkheid moeten kunnen verschaffen.

Spreker is van mening dat artikel 54 van de wet van 15 december 1980 de minister reeds de mogelijkheid gaf om de kandidaat-politieke vluchtelingen over het grondgebied te spreiden. Dat artikel bepaalt namelijk : « De minister kan de vreemdeling die het Rijk binnengekomen is zonder te voldoen aan de in artikel 2 gestelde voorwaarden en die de hoedanigheid van vluchteling heeft aangevraagd, verplichten in een bepaalde plaats te verblijven terwijl zijn aanvraag in onderzoek is ». Heeft men dat artikel dan nooit toegepast ? Heeft men misschien gewacht op de oprichting van een wachtregister ?

*

* * *

De heer Van Eetvelt vraagt dat de Commissie kennis zou kunnen nemen van de koninklijke besluiten met betrekking tot het spreidingsplan, aangezien dat een bijkomend aspect is in deze besprekking.

Het lid herinnert eraan dat de minister bevoegd voor de sociale integratie enkele jaren geleden spreidingsnormen heeft vastgelegd. Welk resultaat heeft dat opgeleverd ? Moet er bij de toepassing van dit spreidingsplan geen rekening worden gehouden met die ervaring ?

Spreker is van mening dat het voorliggende ontwerp geen oplossing biedt voor de illegalen en de niet ingeschreven vreemdelingen. Moet er tijdens deze besprekking niet ook voor dit probleem een oplossing worden gezocht ?

*

* * *

Le Président tient à rappeler que les arrêtés royaux relèvent du pouvoir exécutif et qu'il appartient à celui-ci d'apprécier s'il est opportun ou non d'en révéler la teneur avant leur publication.

*
* *

M. Grimberghs constate que le projet constitue un « plus » par rapport aux autres initiatives déjà prises en la matière. Il permettra, en effet, de déterminer où se trouvent réellement les candidats réfugiés politiques, ce qui est indispensable si l'on veut pouvoir mener à terme une procédure rapide et simplifiée. L'orateur est d'avis que s'il a fallu déposer les présentes dispositions, c'est avant tout parce que les autorités surtout locales ne respectent pas ce qui est déjà la loi. Les amendements déposés par le Gouvernement sont ainsi de nature à contraindre les CPAS à appliquer davantage la législation.

Le membre souhaite également être informé sur le contenu des arrêtés royaux précités, qui seraient d'ailleurs en voie de publication. Ces mesures sont, en effet, de toute évidence connexes aux dispositions du projet. Le Ministre a effectivement lui-même indiqué que le registre d'attente constituerait un instrument permettant de donner au plan de répartition une base légale renforcée. Quelles sont d'ailleurs les différentes interpénétrations entre les arrêtés d'exécution de la loi du 6 mai 1993 et les dispositions légales à l'examen ?

L'intervenant souhaite encore poser les trois questions suivantes :

- a) Comment le registre d'attente fonctionnera-t-il par rapport aux inscriptions existantes ?
- b) Le projet évoque également l'inscription sur plusieurs registres communaux. Comment cela peut-il se concevoir ?
- c) Selon l'article 4, le choix est fait de ne pas comptabiliser, dans les chiffres annuels de la population, les réfugiés politiques. On connaît pourtant les griefs de certaines communes quant aux charges que représentent, de façon permanente, les candidats réfugiés politiques. Le choix fait en la matière par le Gouvernement est-il de nature à encourager les communes à jouer leur rôle en matière d'accueil ? Le système n'est-il pas pénalisant pour les communes qui assument jusqu'à présent leurs responsabilités ?

*
* *

M. De Man s'étonne quelque peu des propos du Ministre quant au rapatriement effectif des candidats réfugiés déboutés. Il est d'avis qu'en ce domaine, on ne s'en prend qu'au sommet de l'iceberg.

De voorzitter herinnert eraan dat de uitvoerende macht bevoegd is voor de koninklijke besluiten en dat het haar bijgevolg toekomt te beslissen of het nuttig is de inhoud bekend te maken alvorens de besluiten worden gepubliceerd.

*
* *

De heer Grimberghs stelt vast dat het ontwerp een verbetering is in vergelijking met de andere initiatieven die op dat vlak reeds werden genomen. Dank zij het ontwerp wordt het mogelijk te bepalen waar de kandidaat-politieke vluchtelingen zich werkelijk bevinden, wat noodzakelijk is indien men op termijn een snelle en vereenvoudigde procedure wil toepassen. Spreker is van mening dat het vooral nodig was om deze bepalingen in te dienen omdat in de eerste plaats de lokale overheden verzuimen de bestaande wetten na te leven. De amendementen van de regering moeten de OCMW's ertoe verplichten de wetgeving beter in acht te nemen.

Voorts wil het lid toelichting bij de inhoud van de voormelde koninklijke besluiten, die overigens eerstdaags zouden worden bekendgemaakt. Die maatregelen sluiten immers aan bij de bepalingen uit het ontwerp. De minister heeft namelijk zelf verklaard dat het wachtrecht kan dienen om het spreidingsplan een meer solide wettelijke grondslag te geven. Hoe grijpen de uitvoeringsbesluiten van de wet van 6 mei 1993 en de voorliggende wettelijke bepalingen overigens op elkaar in ?

Spreker heeft nog drie vragen :

- a) Hoe werkt het wachtrecht ten opzichte van de bestaande inschrijvingen ?
- b) In het ontwerp wordt ook gewag gemaakt van een inschrijving in verschillende gemeentelijke registers. Hoe kan dat ?
- c) Krachtens het ontworpen artikel 4 wordt ervoor geopteerd de politieke vluchtelingen niet mee te tellen bij het bepalen van het jaarlijkse bevolkingscijfer. Anderzijds is het toch bekend dat sommige gemeenten bedenkingen hebben bij de lasten die kandidaat-politieke vluchtelingen blijvend meebrengen. Kan de keuze die de regering ter zake heeft gemaakt de gemeenten ertoe aanzetten hun opvangtaak te vervullen ? Is die regeling geen sanctie voor de gemeenten die tot op heden hun verantwoordelijkheid niet uit de weg zijn gegaan ?

*
* *

De heer De Man toont zich enigszins verbaasd over de uitletingen van de minister over de effectieve repatriëring van de afgewezen kandidaat-vluchtelingen. Volgens hem wordt in dat verband alleen het topje van de ijsberg aangepakt.

Pour ce qui est de la répartition des candidats, il rappelle que jusqu'à présent, le Gouvernement appliquait la règle du 1/1 000 (un candidat réfugié pour 1 000 habitants d'une même commune). Il va, à présent, beaucoup plus loin, puisque les dispositions à venir toucheront directement l'ensemble des communes.

Le membre relève que le candidat réfugié pourra désormais choisir la commune où il va séjourner. Que se passe-t-il lorsque nombre de candidats choisissent une même commune ? Les communes concernées se voient-elles dans l'obligation de fournir une habitation aux candidats, dans le cadre de la nouvelle législation relative aux CPAS ? Usera-t-on donc du droit de réquisition à l'égard d'habitations non occupées ?

*
* *

M. Dufour estime que l'objectif du projet est des plus louables. Il déclare comprendre parfaitement que le Ministre veuille conforter les dispositions légales existantes, en vue d'aboutir à une répartition équilibrée des réfugiés. Il faut rappeler que 28 000 candidats se présentent par année à nos frontières, en vue d'introduire une demande d'asile.

Le membre estime qu'il est logique que chaque commune participe à l'effort d'accueil à l'égard de ces candidats. Il faut donc que leur répartition se fasse de façon équitable. Quelle est la ventilation prévue entre le nord, le centre et le sud du pays ? Quels sont les critères retenus pour procéder à celle-ci ?

Il faut aussi souligner que certaines petites communes ne disposent pas de maisons d'accueil, voire de logements pour abriter les candidats réfugiés qu'on leur imposera d'inscrire.

Face aux frais qu'elles consentiront, il faudra s'assurer que les remboursements relatifs aux minimex, qui seront accordés aux réfugiés dès leurs inscription, se fassent dans les meilleurs délais, dans le chef du Ministre de l'Intégration sociale, de la Santé publique et de l'Environnement. En effet, si les communes acceptent légitimement cet effort complémentaire, il faut que l'Etat s'acquitte lui aussi de ses obligations en la matière.

*
* *

M. Beysen est d'avis que l'intitulé même du projet de loi illustre parfaitement l'échec de la politique menée en matière de demandes d'asile. En effet, si l'approche de la problématique avait été plus rapide et plus efficace, il n'aurait pas fallu recourir à une telle initiative.

L'intervenant rappelle que l'année dernière, plus de 25 000 candidats réfugiés politiques ont été recensés. 4 % d'entre eux seulement sont susceptibles d'entrer en ligne de compte pour une reconnaissance

Wat de spreiding van de kandidaat-vluchtelingen betreft, brengt hij in herinnering dat de regering tot op heden de regel van 1/1 000 huldigde, te weten 1 kandidaat-vluchteling per 1 000 inwoners van een zelfde gemeente. De regering gaat nu een hele stap verder omdat de in uitzicht gestelde bepalingen alle gemeenten direct aanbelangen.

Het lid stipt aan dat de kandidaat-vluchteling voortaan mag kiezen in welke gemeente hij wil verblijven. Wat in geval tal van vluchtelingen voor eenzelfde gemeente opteren ? Worden de betrokken gemeenten verplicht om in het raam van de nieuwe OCMW-wetgeving de kandidaat-vluchtelingen een woning ter beschikking te stellen ? Komt er een opheisingsrecht ten opzichte van de leegstaande woningen ?

*
* *

De heer Dufour vindt de doelstelling van het ontwerp heel loffelijk. Hij kan zich perfect terugvinden in het feit dat de minister de vigerende wettelijke bepalingen wil aanscherpen teneinde de vluchtelingen evenwichtig te kunnen spreiden. Jaarlijks melden zich aan de grens immers 28 000 kandidaat-vluchtelingen om een asielaanvraag in te dienen.

Volgens het lid is het logisch dat elke gemeente aan de opvang van die vluchtelingen meewerkt. Bijgevolg is een billijke spreiding nodig. Hoe worden de vluchtelingen over het noorden, het centrum en het zuiden van het land gespreid ? Aan de hand van welke criteria wordt de spreiding uitgevoerd ?

Het lid wijst er tevens op dat bepaalde kleine gemeenten niet over opvangwoningen beschikken of zelfs geen woningen hebben om de kandidaat-vluchtelingen die ze moeten inschrijven, te huisvesten.

Rekening houdend met de uitgaven die de gemeenten zich zullen moeten getroosten, moet ervoor worden gezorgd dat de minister van Volksgezondheid, Leefmilieu en Sociale Integratie het bedrag van de bestaansminima die vanaf het tijdstip van hun inschrijving aan de asielzoekers worden uitgekeerd, zo spoedig mogelijk terugbetaalt. Als de gemeenten die extra inspanning aanvaarden, moet ook de Staat aan zijn verplichtingen terzake voldoen.

*
* *

De heer Beysen is van oordeel dat alleen al het opschrift van het ontwerp perfect aantoont dat het asielbeleid heeft gefaald. Was deze problematiek immers vroeger en grondiger aangepakt, dan was een dergelijk initiatief overbodig geweest.

Spreker herinnert eraan dat het afgelopen jaar meer dan 25 000 asielzoekers het land zijn binnengekomen. Slechts 4 % van hen komt in aanmerking voor daadwerkelijke erkenning als politiek vluchte-

effective. Si l'on tient compte des rapatriements qui ont eu lieu, il reste donc 19 000 personnes en circulation, dont la situation demeure pour le moins indécise. Cela entraîne des difficultés évidentes au niveau de l'accueil et du financement de cette présence.

L'orateur émet donc la crainte que le présent projet ne changera rien à l'essence de ce problème. Toutefois, il sera *un des moyens* pour arriver à maîtriser la situation existante, même s'il y a un monde entre les bonnes intentions à la base de l'initiative et sa mise en œuvre sur le terrain. Le groupe auquel appartient l'intervenant adoptera, dès lors, une attitude prudente à l'égard de ces dispositions à l'examen.

M. Beysen émet le souhait que ce projet améliore effectivement la situation des grandes villes, en les déchargeant d'une partie de l'accueil obligé auquel ils doivent faire face. Il rappelle que les grandes villes ont souvent servi de « dépotoir » pour les autres.

C'est ainsi que des communes de la périphérie anversoise sont parfois allées jusqu'à louer elles-mêmes des habitations pour échapper au plan de répartition antérieur. Lorsque les candidats réfugiés politiques se présentaient chez elles, ces communes les renvoient vers Anvers, ce qui amenait même parfois certains de ces réfugiés à bénéficier d'un double minimex.

Le membre rappelle qu'il ne saurait être question d'obliger une commune à offrir un logement à un demandeur d'asile, dont elle a dû accepter l'inscription.

Il indique d'ailleurs qu'il n'est pas favorable à une telle mesure, qui aurait de multiples conséquences. De même, le candidat réfugié ne peut être obligé de résider dans la commune qui a procédé à son inscription. Ces deux constatations constituent le point négatif de toute la discussion quant à l'applicabilité des mesures envisagées.

M. Beysen relève encore qu'il faudra au moins un an pour mettre ce registre d'attente sur pied. Il est certes évident que le travail administratif à accomplir est énorme, mais ce délai paraît d'ores et déjà beaucoup trop long.

Tout dépendra également, en grande partie, de la souplesse et de la collaboration des communes. A une année des échéances électorales à ce niveau, les choses ne seront évidemment pas plus simples.

L'orateur évoque aussi l'imprécision qui entoure le sort des autres ressortissants étrangers qui se trouvent dans une situation administrative précaire. On sait déjà qu'il faut encore les répertorier.

Le ministre peut-il fournir davantage de précisions à ce sujet ?

Le membre déclare également se préoccuper du fait que l'on puisse délivrer des cartes d'identité aux étrangers admis ou autorisés à s'établir ou à séjourner dans le Royaume. Il lui semble qu'à terme, il y aura deux types de cartes d'identité, ce qui doit, à

ling. Rekening houdend met de terugwijzingen resterent er dus 19 000 asielzoekers wier situatie op zijn minst onzeker te noemen is. Een en ander brengt onmiskenbaar moeilijkheden mee inzake opvang en financiering.

Spreker vreest dan ook dat dit ontwerp in wezen niets zal veranderen aan het probleem. Het zal evenwel *een van de middelen* zijn om de huidige toestand onder controle te krijgen, ook al is er een wereld van verschil tussen de goede bedoelingen waarop dit initiatief is gestoeld en de praktische toepassing ervan. Spreker laat weten dat zijn fractie derhalve een omzichtige houding ten aanzien van dit ontwerp zal aannemen.

De heer Beysen hoopt dat dit ontwerp de situatie in de grote steden echt zal verbeteren doordat het hen gedeeltelijk ontlast van de opvang waartoe ze verplicht zijn. Hij herinnert eraan dat de grote steden vaak als « vergaarplaats » voor de overige steden hebben moeten fungeren.

Een en ander heeft tot gevolg gehad dat de randgemeenten van Antwerpen soms zelfs zo ver zijn gegaan dat ze zelf woningen hebben gehuurd om zich aan het vroegere spreidingsplan te kunnen onttrekken. Asielzoekers die zich dan in deze gemeenten aanmelden, werden naar Antwerpen doorgestuurd, wat ertoe leidde dat sommige asielzoekers soms tweemaal het bestaansminimum ontvingen.

Spreker herinnert eraan dat het uitgesloten is gemeenten ertoe te verplichten asielzoekers, die ze hebben moeten inschrijven, huisvesting te verlenen.

Hij is overigens geen voorstander van een dergelijke maatregel, aangezien die een aantal nadelige gevolgen zou hebben. Evenmin kunnen asielzoekers worden verplicht te verblijven in de gemeente waar zij zijn ingeschreven. Deze twee vaststellingen vormen de kern van de discussie over de uitvoerbaarheid van de voorgenomen maatregelen.

De heer Beysen wijst er nog op dat er een termijn van ten minste een jaar nodig is om het wachtrecht operationeel te maken. Het spreekt vanzelf dat een en ander een gigantisch ambtelijk werk vergt. De termijn lijkt evenwel nu al te lang te zijn.

Alles hangt bovendien af van de flexibiliteit en de bereidheid tot samenwerking van de gemeenten. Het feit dat dit jaar gemeenteraadsverkiezingen worden gehouden, zal de zaken er uiteraard niet gemakkelijker op maken.

Volgens spreker blijft men in het vage omtrent het lot van de overige vreemdelingen die zich in een hachelijke administratieve toestand bevinden. Nu al is duidelijk dat dezen zullen moeten worden geregistreerd.

Kan de minister ter zake nadere toelichtingen verstrekken ?

Het lid zegt tevens dat het hem zorgen baart dat identiteitskaarten kunnen worden afgegeven aan vreemdelingen die toestemming hebben gekregen om zich in het Koninkrijk te vestigen of een verblijfsvergunning hebben gekregen. Hij denkt dat op lange

tout prix, être évité. Il n'y a, en effet, qu'une sorte de citoyens en Belgique !

De même, il est question de considérer le registre des étrangers comme faisant partie intégrante des registres de la population. Qu'est-ce que cela signifie concrètement ? N'est-il pas opportun de préserver cette distinction entre les deux registres ?

En conclusion, l'intervenant évoque lui aussi les projets d'arrêtés royaux relatifs au plan de répartition. Il souhaite également que le Ministre évoque leur contenu dans le cadre de la Discussion générale.

*
* * *

M. Viseur tient à évoquer certains choix politiques opérés à travers les dispositions du projet. Ainsi, l'article 1^{er} prévoit que « le Roi peut, par arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres, prescrire l'inscription dans le registre d'attente d'autres ressortissants étrangers qui se trouvent dans une situation administrative précaire de résidence en Belgique. » Cette disposition lui semble particulièrement peu précise et de nature à engendrer des conséquences que l'on ne peut pas encore imaginer pour l'instant. De plus, comment est-elle à mettre en rapport avec l'application des Accords de Schengen ?

Le membre s'étonne aussi du refus de comptabiliser les étrangers inscrits au registre d'attente dans les chiffres annuels de la population de la commune. Cela semble contradictoire avec la volonté affichée par ailleurs d'encourager les communes à prendre leurs responsabilités en cette matière délicate. Il s'agit, en effet, d'une charge réelle pour ces communes au niveau travail et avance de fonds.

L'intervenant fait également observer que la répartition du Fonds des communes tient compte notamment de chiffres de la population.

Enfin, l'orateur relève encore qu'aux termes de l'article 11, plusieurs communes sont mentionnées dans l'inscription d'un candidat réfugié. N'y a-t-il pas là un risque de double inscription dans le registre d'attente et dans le registre des étrangers de deux communes différentes ? Quel est le mécanisme qui l'empêchera ?

*
* * *

M. Dewinter fait observer, au nom de son groupe, que le projet constituera une amélioration par rapport à la situation actuelle, puisqu'à ses yeux, on passe de rien à enfin quelque chose. Ce registre pourra d'ailleurs servir utilement aux services administratif et policiers concernés.

L'orateur ne juge pourtant pas qu'il s'agit là pour autant de bonnes dispositions. En effet, si l'on s'efforcera désormais d'éviter les doubles demandes de pou-

termijn twee types identiteitskaart zullen bestaan, wat te allen prijs moet worden voorkomen. Er is immers maar één soort burgers in België !

Voorts denkt men eraan het wachtregister te beschouwen als een integrerend deel van de bevolkingsregisters. Wat betekent dat concreet ? Is het niet aangewezen een onderscheid tussen beide registers te behouden ?

Tot slot heeft spreker het nog over de ontwerpen van koninklijk besluit betreffende het spreidingsplan. Hij wenst ook dat de minister tijdens de algemene besprekking de inhoud ervan toelicht.

*
* * *

De heer Viseur heeft het over bepaalde politieke keuzes die via de bepalingen van het ontwerp worden gemaakt. Zo bepaalt artikel 1 wat volgt : « De Koning kan, bij een in Ministerraad overlegd besluit, de inschrijving in het wachtregister voorschrijven van andere vreemde onderdanen die zich in een onzekere administratieve toestand van verblijf in België bevinden ». Die bepaling lijkt hem erg vaag en kan gevolgen hebben waar we ons thans nog geen reken-schap van kunnen geven. Is die bepaling trouwens verenigbaar met de toepassing van het Akkoord van Schengen ?

Het lid vindt het bovendien verwonderlijk dat de vreemdelingen die in het wachtregister zijn ingeschreven, niet worden meegeteld voor het bepalen van het jaarlijkse bevolkingscijfer van de gemeente. Anderzijds worden de gemeenten dan weer aangemoedigd ter zake hun verantwoordelijkheid te nemen. Is dat niet tegenstrijdig ? De gemeenten hebben extra werk met de vreemdelingen en schieten hen geld voor; de vreemdelingen vormen dus wel degelijk een last voor de gemeenten.

Spreker merkt ook op dat bij de verdeling van het Gemeentefonds rekening wordt gehouden met inzonderheid het bevolkingscijfer.

Tot slot wijst spreker erop dat volgens artikel 11 verscheidene gemeenten in aanmerking komen voor de inschrijving van de kandidaat-vluchteling. Bestaat er geen gevaar voor dubbele inschrijving in het wachtregister en in het vreemdelingenregister van twee verschillende gemeenten ? Welke regeling kan dat voorkomen ?

*
* * *

De heer Dewinter merkt namens zijn fractie op dat het ontwerp een verbetering is in vergelijking met de huidige situatie : volgens hem is iets beter dan niets, zoals nu het geval is. Het register zal trouwens zijn nut kunnen bewijzen voor de betrokken administratieve diensten en politiediensten.

Spreker is het daarom nog niet eens met de bepalingen van het ontwerp. Er wordt wel geprobeerd te voorkomen dat één persoon verscheidene aanvragen

voir bénéficier du minimex dans le chef d'une même personne, on ne renonce pas pour autant à l'idée de procéder à une répartition des candidats réfugiés toujours plus nombreux. Comment ce plan sera-t-il d'ailleurs exécuté concrètement ?

Le membre croit savoir que le présent projet devrait permettre au Ministre de soulager les grandes villes, où l'afflux de candidats réfugiés est encore considérable. Cependant, ne risque-t-on pas de confronter des dizaines de communes avec des situations « à la Lint » ? Quelle sera la réaction des populations concernées ?

L'orateur est cependant d'avis que si le registre permettra effectivement de situer et de répertorier les candidats réfugiés, il se révélera, par contre, inefficace à l'égard des illégaux.

En effet, une étude démontre qu'une fois leur demande refusée, huit candidats sur dix se réfugient dans la clandestinité, précisément dans les grandes villes que le projet entend soulager.

M. Dewinter déplore que la mise en place du registre d'attente n'aille pas de pair avec une politique d'expulsion effective des candidats déboutés. C'est, à son avis, la véritable clé du problème. Il ajoute qu'aucune commune ne pourra être obligée à accueillir des candidats réfugiés, ce qui incitera certaines d'entre elles à continuer à se décharger de leurs obligations en la matière sur d'autres villes ou communes.

Pour ce qui est de la délivrance de cartes d'identité, le membre rappelle qu'il plaide depuis longtemps en faveur de l'attribution d'un document d'identification au candidat réfugié. Faute d'être porteurs d'un tel titre, ces candidats seraient considérés comme étant illégaux.

En conclusion, l'orateur indique qu'il demeure opposé à la philosophie du projet, malgré les quelques aspects positifs que ce dernier comporte. A ses yeux, la répartition des candidats constitue, en effet, une politique erronée et néfaste. Le groupe auquel il appartient est depuis longtemps favorable à une limitation géographique en ce qui concerne l'accueil de réfugiés.

En effet, la Convention de Genève date de l'époque de la Guerre froide, moment où il n'était guère question de réfugiés en provenance d'Afrique ou d'Asie. Celle-ci doit dès lors, être adaptée, afin que chaque réfugié ne puisse être accueilli que dans un pays du continent dont il est issu.

Enfin, le membre se dit également convaincu qu'au lieu de procéder à leur répartition, il faut regrouper les candidats réfugiés dans des centres d'accueil fermés, en attendant le déroulement d'une procédure d'examen de la demande, limitée de trois à six mois. Ces centres auront de plus, un effet dissuasif à l'égard des réfugiés « économiques », qui constituent plus de 90 % des demandeurs. Ceux-ci seront, à l'évidence, effrayés par le fait qu'au lieu de pouvoir dispa-

tot het verkrijgen van een bestaansminimum zou indienen, maar voorts blijft het de bedoeling de steeds talrijker kandidaat-vluchtelingen te verdelen. Hoe zal het plan trouwens concreet worden uitgevoerd ?

Het lid meent te weten dat de minister met dit ontwerp de kans krijgt de grote steden, waar de toevloed van kandidaat-vluchtelingen nog aanzienlijk is, enigszins te ontlasten; maar dreigt men in tientallen dorpen aldus geen « Lintse » toestanden te creëren ? Hoe zal de plaatselijke bevolking daarop reageren ?

Spreker vindt dat ofschoon men met het register de kandidaat-vluchtelingen daadwerkelijk kan lokaliseren en inventariseren, het daarentegen ondoeltreffend zal zijn ten opzichte van de illegalen.

Uit een studie blijkt immers dat acht kandidaat-vluchtelingen op tien onderduiken als hun aanvraag eenmaal is afgewezen. Ze doen dat in de grote steden, die precies met het ontwerp zouden moeten worden geholpen.

De heer Dewinter betreurt dat de instelling van het wachtrechtregister niet gepaard gaat met een effectief uitwijzingsbeleid voor de afgewezen kandidaat-vluchtelingen. Volgens hem is dat de echte kern van het probleem. Hij voegt eraan toe dat geen enkele gemeente verplicht kan worden kandidaat-vluchtelingen op te vangen, wat sommige gemeenten ertoe kan aanzetten hun plichten ter zake op andere steden of gemeenten te blijven afwachten.

Wat de afgifte van identiteitsbewijzen betreft, brengt het lid in herinnering dat hij al lang pleit om de kandidaat-vluchteling een identificatiebewijs te bezorgen. Vluchtelingen zouden als illegalen worden beschouwd in geval ze niet in het bezit zijn van een dergelijk document.

Spreker verklaart ter afronding dat hij zich tegen de geest van het ontwerp blijft verzetten, ofschoon het een aantal positieve aspecten bevat. Volgens hem is de spreiding van de kandidaat-vluchtelingen een verkeerd en kwalijk beleid. Zijn fractie is al lang gewonnen voor een geografische inperking bij de oppvang van vluchtelingen.

Het Verdrag van Genève dateert immers uit de Koude Oorlog, toen nog lang geen sprake was van vluchtelingen uit Afrika of Azië. Dat Verdrag behoort bijgevolg te worden aangepast in die zin dat elke vluchteling alleen kan worden opgevangen in een land van zijn eigen continent.

Tot slot is het lid er ook van overtuigd dat in plaats van de kandidaat-vluchtelingen te spreiden, men ze daarentegen in gesloten opvangcentra behoort samen te brengen tot nadat hun aanvraagprocedure is afgerond, wat maar 3 à 6 maanden mag duren. Dergelijke centra zullen bovendien ontradend werken op de « economische » vluchtelingen, die meer dan 90 % van het aantal aanvragers uitmaken. Die zullen worden afgeschrikt doordat ze na de afwijzing van hun

raître dans la clandestinité après le rejet de leur demande, ils seront effectivement expulsés vers leur pays d'origine.

*
* * *

M. Grimberghs relève que c'est le Ministre ou son délégué qui procède à l'inscription au registre d'attente des étrangers concernés. Or, une série de principes du plan de répartition sont nécessairement « aveugles » par rapport à la situation individuelle du réfugié. Le Ministre avait antérieurement déjà marqué son accord par rapport au fait que le plan ne pourrait s'opposer à des mécanismes de prise en charge de proximité (familiaux ou d'un autre type) des candidats réfugiés. En effet, lorsqu'un membre de la famille ou une association à but humanitaire désire prendre en charge un réfugié politique, il ne faut pas rendre une telle démarche impossible par l'établissement de règles, qui imposeraient l'inscription du candidat dans une autre commune. Ces mécanismes de prise en charge de proximité sont certes peu nombreux mais il serait préjudiciable de s'opposer à un tel accueil de qualité, qui, en outre, se révèle beaucoup moins onéreux. Comment le projet va-t-il rencontrer cette préoccupation ?

Il est pour autant acquis qu'il faut s'opposer à la création de filières ou aux regroupements de clans nationaux dans des communes spécifiques.

*
* * *

M. Dufour souhaiterait savoir quel est le délai nécessaire aujourd'hui pour traiter le dossier de reconnaissance d'un réfugié. Quelle est la situation dans les autres pays de la CE ? L'orateur est d'avis que c'est précisément au niveau du délai de traitement des demandes que l'essentiel de l'effort doit être consenti.

En conclusion, l'intervenant fait valoir que tant qu'il y aura des différences de richesse économique aussi grandes entre les pays occidentaux et les autres parties du monde, le problème des demandeurs d'asile continuera à être posé. C'est la coopération internationale qui doit s'efforcer d'y mettre fin.

*
* * *

M. Pivin observe, à l'instar de plusieurs intervenants précédents, qu'examiner les présentes dispositions sans tenir compte du projet de réforme global, que le Ministre entend mettre en place en ce qui concerne les demandeurs d'asile, n'aurait aucun sens.

aanvraag niet langer kunnen onderduiken, maar effectief naar hun eigen land zullen worden uitgezet.

*
* * *

De heer Grimberghs stipt aan dat het de minister (of zijn afgevaardigde) is die de betrokken vreemdelingen in het wachtrechtregister inschrijft. Een aantal principes uit het spreidingsplan kunnen evenwel niet anders dan « blind » zijn voor de toestand van de individuele vluchteling. De minister had er in het verleden al mee ingestemd dat het plan niet kan beletten dat de kandidaat-vluchtelingen elkaar via gezinshereniging of anderszins zouden bijstaan. Wanneer een familielid of een humanitaire organisatie een politiek vluchteling wil opvangen, mag een dergelijk initiatief niet worden gehinderd door het opleggen van regels, die de vluchteling zouden verplichten zich in een andere gemeente in te schrijven. Het klopt dat er maar weinig mogelijkheden zijn om op die manier iemand op te vangen, maar het ware onjuist geweest zich te verzetten tegen zo'n goede opvang, die overigens een heel stuk goedkoper is. Hoe komt het ontwerp aan die bezorgdheid tegemoet ?

Algemeen wordt aangenomen dat het ontstaan van netwerken en van clans van bepaalde nationaliteiten in welbepaalde gemeenten moet worden bestreden.

*
* * *

De heer Dufour vraagt hoeveel tijd de behandeling van een dossier voor de erkenning van een vluchteling tegenwoordig in beslag neemt. Hoe is de toestand in de andere EU-Lid-Staten ? Spreker meent dat er vooral inspanningen moeten worden geleverd op het vlak van de duur van de behandeling van de aanvragen.

Tot slot merkt spreker op dat zolang de economische rijkdom van de westerse landen zo sterk blijft verschillen van die van de rest van de wereld, het probleem van de asielzoekers zal blijven bestaan. De internationale samenwerking moet proberen die toestand te veranderen.

*
* * *

Net als verscheidene voorgaande sprekers merkt *de heer Pivin* op dat het geen zin heeft de voorliggende bepalingen te bespreken wanneer geen rekening kan worden gehouden met het ontwerp van algemene hervorming van het asielbeleid die de minister van plan is door te voeren.

C'est pourquoi, il préférerait également connaître plus en détail le contenu des arrêtés royaux que le Ministre a l'intention de prendre et plus précisément être mieux informé au sujet du plan de répartition des candidats réfugiés.

M. Pivin précise que ce projet semble positif à plus d'un égard.

D'après les informations déjà connues, ce plan de répartition comprend, en effet, des mesures plus énergiques que celles de 1987, qui prévoyaient que chaque commune accueille, sur base volontaire, au moins un candidat réfugié politique par mille habitants. Ce que beaucoup d'entre elles n'ont même pas fait, alors que d'autres ont dû subir une proportion de réfugiés insupportable tout sur le plan financier que social.

L'intervenant se réjouit que, pour la première fois, on devrait enfin tenir compte de la situation de chacune des communes et de sa richesse relative avant d'inscrire de nouveaux candidats.

En tant que bourgmestre concerné, le membre émet le souhait que les communes, qui abritent déjà un grand nombre de demandeurs d'asile, ne soient plus contraintes d'en inscrire de nouveaux. Le registre d'attente constitue, à cet égard, également une mesure positive.

En effet jusqu'à présent, il était difficile, voire impossible, de localiser les candidats réfugiés politiques, avec toutes les conséquences qui découlaient de cette difficulté.

Il n'était pas rare qu'un réfugié introduise sa candidature sous deux noms différents ou qu'une même personne dépende de deux ou trois CPAS distincts.

Le projet constitue, dès lors, un progrès évident !

Toutefois, il n'est pas exclu qu'un candidat, pour qui le statut de réfugié a été refusé, introduise une nouvelle demande sous un autre nom en Belgique ou dans un autre pays membre de la CE.

Dans ce cas, le registre d'attente ne constitue toujours pas un moyen de contrôle suffisant et à ce propos, M. Pivin se rejouit que le système d'enregistrement informatisé des empreintes digitales soit maintenant devenu opérationnel.

Il estime peut-être utile que la Commission soit invitée à voir ce matériel et rende même une visite aux services concernés par la problématique des candidats réfugiés politiques.

Pour en revenir plus spécifiquement au projet, l'orateur fait valoir qu'il ne résulte pas clairement du texte à l'examen que la première mention officielle d'un candidat réfugié au registre d'attente se fera par la première autorité rencontrée.

Il est cependant, à ses yeux, indispensable qu'il y ait un enregistrement, dès le premier contact sur le territoire belge et ce, afin de ne pas perdre la trace du réfugié.

Daarom vraagt hij ook meer details over de inhoud van de koninklijke besluiten die de minister wenst te nemen. Hij wenst meer bepaald meer informatie over het spreidingsplan voor de kandidaat-vluchtelingen.

De heer Pivin acht dit een in verschillende opzichten gunstig ontwerp.

Afgaande op de reeds bekende gegevens omvat dit spreidingsplan immers krachtdadiger maatregelen dan die van 1987 waarbij elke gemeente vrijwillig ten minste één asielzoeker per duizend inwoners zou opnemen. Vele gemeenten hebben zelfs dat niet gedaan, terwijl andere gemeenten zowel uit een financieel als uit een sociaal oogpunt ondraaglijk veel asielzoekers opvang hebben geboden.

Spreker verheugt zich erover dat bij de inschrijving van nieuwe asielzoekers voor het eerst eindelijk rekening kan worden gehouden met de individuele situatie en de relatieve welstand van iedere gemeente.

Hij, die als burgemeester betrokken partij is, spreekt de wens uit dat de gemeenten die al een groot aantal asielzoekers opvangen, niet langer worden verplicht nieuwe asielzoekers in te schrijven. Het wachtregister is in dit verband eveneens een gunstige maatregel.

Tot nog toe was het immers moeilijk of zelfs onmogelijk om de kandidaat-politieke vluchtelingen te lokaliseren, met alle gevolgen vandien.

Niet zelden gebeurde het dat een asielzoeker een aanvraag onder twee verschillende namen indiende, of dat eenzelfde persoon van twee of drie verschillende OCMW's afhing.

Het wetsontwerp is dan ook een merkelijke verbetering !

Het is evenwel niet uitgesloten dat een asielzoeker wiens aanvraag om de status van politiek vluchteling te verkrijgen, is afgewezen, in België of in een andere Lid-Staat van de Europese Unie onder een andere naam een nieuw verzoek indient.

In een dergelijk geval is het wachtregister nog geen toereikend controlesmiddel. De heer Pivin verheugt er zich dan ook over dat het geautomatiseerde digitale registratiesysteem voor vingerafdrukken middels in gebruik is genomen.

Misschien kan de Commissie dat materiaal bekijken of zelfs een bezoek brengen aan de diensten die met de problemen van de asielzoekers te maken krijgen.

Uit de voorliggende ontwerptekst blijkt volgens spreker niet duidelijk dat de eerste overheidsinstantie waarmee de asielzoeker in contact komt, ook voor de eerste vermelding van de betrokkenen in het wachtregister instaat.

In zijn ogen is het nochtans onontbeerlijk dat op het eerste contact met de vluchteling op Belgisch grondgebied onmiddellijk een registratie volgt, wil men het spoor van de asielzoeker niet bijster raken.

De plus, qu'entend-on par le fait que c'est le Ministre ou son délégué qui est autorisé à procéder à l'inscription au registre d'attente ?

L'article 2 du projet prévoit, en effet, que l'inscription au registre d'attente, ainsi que la désignation de la commune d'accueil, se feront à l'initiative du Ministre.

Cette disposition n'inquiéterait pas trop si l'intervenant s'il avait la certitude que c'est le présent Ministre de l'Intérieur qui aura effectivement la responsabilité de ces décisions. Il craint, en effet, qu'à l'avenir un Ministre de l'Intérieur suivant n'applique le système de répartition des candidats réfugiés, d'une manière moins précise et moins objective.

Le membre demande, dès lors, si une série de mesures, qui sont prises par arrêté royal aujourd'hui, n'auraient pas mieux trouvé leur place dans la loi. Ou, à tout le moins aurait-il été souhaitable que la loi prévoie certains critères objectifs, permettant ou non l'inscription de nouveaux réfugiés dans les communes.

Une autre disposition du projet inquiète également l'intervenant. Il est prévu notamment que les personnes inscrites au registre d'attente n'influencent pas les statistiques relatives aux chiffres de la population dans la commune. Cela lui semble anormal à double titre.

D'une part, ces inscriptions, quoique provisoires, peuvent toutefois couvrir des périodes prolongées, malgré les raccourcissements des délais de traitement des demandes.

M. Pivin estime donc que la suggestion du Conseil d'Etat d'introduire une limite dans le temps méritera d'être retenue.

D'autre part, il est certain que la présence de ces personnes dans la commune demande des prestations supplémentaires en termes de services communaux. Il songe ici tout particulièrement aux tâches administratives, sociales ou de police. Il serait donc logique que les communes, qui accueillent ces catégories d'étrangers, ne soient pas privées, sans justification pertinente, de la prise en considération de la présence de ces personnes sur leur territoire, pour l'octroi d'avantages liés à l'importance de leur population.

L'expérience du membre ne le laisse pas croire, comme semblent le craindre les auteurs du projet, qu'une commune tarde une expulsion dans le simple but d'ajouter une unité aux chiffres de sa population.

En conclusion, M. Pivin indique qu'il est regrettable que les demandeurs d'asile ne disposent pas d'un document d'identité infalsifiable ou à tout le moins différent d'une simple feuille de papier souvent photocopiée.

En son article 5, le projet prévoit la délivrance de la carte d'identité de type « belge » aux étrangers

De bevoegdheid om de betrokkenen in het wachtrechtregister in te schrijven wordt aan de minister of zijn gemachtigde toegekend. Hoe moet die bepaling worden uitgelegd ?

Artikel 2 van het ontwerp bepaalt dat de minister zorgt voor de inschrijving in het wachtrechtregister en de aanwijzing van de opvanggemeente.

Als hij wist dat de huidige minister van Binnenlandse Zaken ook in de toekomst inderdaad de verantwoordelijkheid voor dergelijke beslissingen zou dragen, zou hij zich hierover niet ongerust maken. Hij vreest echter dat een andere minister van Binnenlandse Zaken het spreidingsplan voor asielzoekers wel eens minder zorgvuldig of minder objectief zou kunnen toepassen.

Het lid vraagt zich dan ook af of een aantal maatregelen die nu bij een koninklijk besluit worden uitgevaardigd, eigenlijk niet in de wet thuishoren. De wet had toch ten minste in bepaalde objectieve criteria moeten voorzien om te bepalen of al dan niet nieuwe vluchtelingen in de gemeente kunnen worden ingeschreven.

Hij maakt zich ook zorgen over een andere bepaling van het ontwerp, krachtens welke asielzoekers die in het wachtrechtregister worden ingeschreven, niet worden opgenomen in de statistieken over het inwonersaantal van de gemeenten. Dat verbaast hem, en wel om twee redenen.

Hoewel de inschrijving inderdaad tijdelijk is, kan het toch om een vrij lange periode gaan, ook al worden dossiers nu sneller behandeld.

De heer Pivin is dan ook van mening dat het voorstel van de Raad van State om een beperking in de tijd op te leggen, niet zomaar ter zijde mag worden geschoven.

Anderzijds staat het vast dat de aanwezigheid van die personen in de gemeente extra prestaties van de gemeentediensten vergt. Hij denkt hier meer bepaald aan administratieve, sociale of politietaken. Logischerwijze zou men aan de gemeenten welke die categorieën vreemdelingen opvangen, zonder enige pertinente verantwoording, niet de mogelijkheid mogen ontzeggen zich op de aanwezigheid van die personen te beroepen voor de toekenning van voordelen die aan de omvang van hun inwonersaantal gekoppeld zijn.

De ervaring van het lid kan hem in tegenstelling met wat de indieners van het ontwerp schijnen te vrezen, niet doen geloven dat de gemeente de uitzetting van een vreemdeling alleen vertraagt om een cijfereenheid aan haar inwonersaantal toe te voegen.

Ter afronding vindt de heer Pivin het jammer dat de asielzoekers niet in het bezit zijn van een identiteitsbewijs dat onvervalsbaar is of althans verschilt van een gewoon blad papier dat vaak een fotokopie is.

In artikel 5 bepaalt het ontwerp dat een identiteitskaart van het « Belgische » type uitgereikt wordt

admis ou autorisés à s'établir en Belgique. Toutefois, rien ne semble prévu pour les candidats réfugiés. Ne faudrait-il pas là prévoir également un document infalsifiable, permettant un contrôle d'identité plus efficace et la consultation du registre d'attente sans risque d'erreur ?

L'intervenant rappelle que dans l'ensemble ses remarques se sont voulues constructives et se situent dans une même logique : à savoir qu'il considère ces dispositions comme un grand pas en avant vers un contrôle sérieux et efficace du phénomène de l'immigration sauvage dans notre pays.

*
* * *

M. Féaux indique qu'il se rallie aux grands principes énoncés dans le projet de loi. Comme l'orateur précédent, il est d'avis qu'il serait indiqué que parallèlement à l'instauration de ce registre d'attente, les candidats soient en possession d'un document d'identité infalsifiable.

Le membre se demande également comment les dispositions à l'examen rencontrent la problématique du domicile de résidence et d'inscription. Il rappelle que nombre de personnes sont parfois à charge d'un CPAS, tout en ne résidant pas effectivement dans la commune concernée. Il souhaite qu'il y ait un maximum de concordance entre la commune d'inscription et celle de résidence.

L'orateur s'interroge également sur le fait de savoir s'il existe finalement un seul registre d'attente, centralisé au niveau du Ministère de l'Intérieur, ou s'il y a, au contraire, un registre dans chaque commune. Comment ces inscriptions vont-elles être enregistrées concrètement ? Les communes pourront-elles inscrire d'initiative un candidat réfugié ou recevront-elles une copie en provenance d'un registre d'attente national ?

Enfin, l'intervenant voudrait relever la décision de ne pas reprendre les candidats réfugiés dans les chiffres de la population d'une commune. Il rappelle que la présence de ces candidats entraîne de nombreux frais et pose parfois même des problèmes de sécurité. Pourquoi, dès lors, ne pas les prendre en compte pour ce qui concerne, par exemple, la dotation du Fonds des communes ? Dans le cas présent, les communes, qui assument leurs responsabilités, risquent d'être pénalisées ?

*
* * *

M. De Man souhaiterait savoir si le système « PRINTRAK » (relevé des empreintes digitales) est coordonné à un niveau européen. Faute d'une telle coordination, notre pays risque, en effet, de repérer

aan de vreemdelingen die toegelaten of gemachtigd zijn om zich in België te vestigen of er te verblijven. Voor de kandidaat-vluchtelingen schijnt op dat vlak echter niets te zijn gepland. Zou ook hier niet moeten worden gedacht aan een niet te vervalsen document dat het mogelijk maakt de identiteit efficiënter te controleren en het wachtregister zonder kans op vergissing te raadplegen ?

Spreker herinnert eraan dat zijn opmerkingen over het algemeen constructief wilden zijn en alleszins een zelfde logica hanteren : hij acht die bepalingen immers een grote stap in de richting van een serieuze en efficiënte controle op de clandestiene immigratie.

*
* * *

De heer Féaux verklaart de in het wetsontwerp gehuldigde hoofdbeginsele te onderschrijven. Evenals de vorige spreker acht hij het wenselijk dat, naast de invoering van een wachtregister voor kandidaat-vluchtelingen, ook aan het verplichte bezit van een onvervalsbaar identiteitsbewijs zou worden gedacht.

Voorts vraagt het lid zich af hoe de aan de orde zijnde bepalingen een oplossing aanreiken voor het vraagstuk van de woonplaats van verblijf en van die van inschrijving. Hij herinnert er in dat verband aan dat talrijke personen soms steun trekken van een OCMW hoewel zij niet in de betrokken gemeente verblijven. Hij wenst dat de gemeente waar de kandidaat is ingeschreven zoveel mogelijk zou samenvallen met die waar hij verblijft.

Bovendien wenst spreker te vernemen of er uiteindelijk één bij het ministerie van Binnenlandse Zaken gecentraliseerd wachtregister bestaat dan wel of integendeel in elke gemeente een register wordt bijgehouden. Hoe worden die inschrijvingen concreet geregistreerd ? Zullen de gemeenten op eigen initiatief een kandidaat-vluchteling mogen inschrijven of zal hun een uit het federale wachtregister afkomstig afschrift worden bezorgd ?

Ten slotte wijst het lid op de beslissing om de kandidaat-vluchtelingen niet te laten meetellen voor de vaststelling van het inwoneraantal van een gemeente. Hij herinnert eraan dat de aanwezigheid van die kandidaten veel kosten meebrengt en soms veiligheidsproblemen doet rijzen. Waarom zou met de betrokkenen dan ook geen rekening worden gehouden voor de vaststelling van de dotation van het Gemeentefond ? Is in dit geval de vrees gegronde dat de gemeenten die hun verantwoordelijkheid opnemen gestraft zouden worden ?

*
* * *

De heer De Man vraagt of het « PRINTRAK »-systeem (het nemen van vingerafdrukken) op Europees vlak gecoördineerd is. Bij ontstentenis van een dergelijke coördinatie is het best mogelijk dat ons

des doubles demandes mais le problème risque de se représenter dans les pays voisins.

*
* *

M. Pivin se demande quelles sont les répercussions du présent projet sur la législation organique des CPAS, en vertu de laquelle les Centres publics d'aide sociale ont pour obligation d'aider tous ceux qui se trouvent sur le territoire de leur commune. Songe-t-on à abroger cette disposition ?

REPONSES DU MINISTRE DE L'INTERIEUR ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

1. Observations générales : Portée du projet de loi

Le présent projet de loi a pour objet la création du registre d'attente : dès son arrivée en Belgique ou dès que sa présence sur le territoire belge aura été constatée, tout demandeur d'asile qui n'est pas inscrit à un autre titre dans les registres de la population sera inscrit, à l'initiative du ministre qui a l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers dans ses compétences, dans ce registre.

Le demandeur d'asile y restera inscrit soit jusqu'à ce qu'il obtienne le statut de réfugié, auquel cas il fera l'objet d'une inscription au registre des étrangers, soit jusqu'à ce qu'il ait quitté volontairement ou non le territoire (parce que n'ayant pas obtenu le statut en question).

Dans cette deuxième hypothèse, le demandeur d'asile apparaîtra pour mémoire dans ce registre comme étant un étranger en séjour illégal.

Le demandeur d'asile ne peut donc pas être inscrit simultanément dans les différents registres précités.

Le fichier d'attente reprendra les personnes séjournant en Belgique dans une situation particulièrement précaire, se conciliant difficilement avec le caractère de stabilité plus grande que caractérise l'inscription aux registres de population ou des étrangers.

Ces deux derniers registres ont priorité par rapport au registre d'attente.

Ainsi, si un étranger (un étudiant zaïrois par exemple) a été inscrit au registre des étrangers par l'administration communale du lieu de sa résidence (parce qu'admis ou autorisé à séjourner plus de trois mois dans le Royaume) à un titre autre que celui de demandeur d'asile et que, par la suite, il se déclare réfugié ou demande à être reconnu à ce titre, il demeurera inscrit au registre des étrangers.

Toutefois, s'il est rayé de ce dernier registre parce qu'il n'est plus admis ou autorisé à séjourner plus de

land wel de « dubbele » aanvragen kan opsporen, maar dat de buurlanden dat niet doen.

*
* *

De heer Pivin vraagt zich af welke gevolgen dit wetsontwerp zal hebben op de organieke wet betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, op grond waarvan de OCMW's verplicht zijn een ieder bijstand te verlenen die op het grondgebied van hun gemeente verblijft. Wordt overwogen deze bepaling op te heffen ?

ANTWOORDEN VAN DE MINISTER VAN BINNENLANDSE ZAKEN EN AMBTENARENZAKEN

1. Algemene opmerkingen : draagwijdte van het wetsontwerp

Dit ontwerp beoogt de oprichting van een wachtrechtregister : zodra een asielzoeker in België is aangekomen of zodra zijn aanwezigheid op het Belgisch grondgebied is vastgesteld, zal hij, als hij niet in een andere hoedanigheid in de bevolkingsregisters is ingeschreven, op initiatief van de minister die de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen onder zijn bevoegdheid heeft, in dit wachtrechtregister worden ingeschreven.

De asielzoeker blijft in het register ingeschreven totdat hij het statuut van politiek vluchteling verkrijgt en bijgevolg in het vreemdelingenregister wordt ingeschreven, dan wel tot hij al dan niet vrijwillig het grondgebied heeft verlaten (omdat hij voornoem statuut niet heeft gekregen).

In dat laatste geval blijft de vreemdeling pro memoria in het register vermeld als een illegaal in het land verblijvende vreemdeling.

De asielzoeker kan dus niet tegelijkertijd in de verschillende registers zijn ingeschreven.

Het wachtrechtregister neemt bijgevolg de vreemdelingen op wier verblijf in België bijzonder preair is, wat moeilijk te rijmen valt met een inschrijving in het bevolkings- of vreemdelingenregister die tenslotte toch meer vastheid biedt.

Beide registers hebben voorrang op het wachtrechtregister.

Als een vreemdeling, een Zaïrese student bijvoorbeeld, door het gemeentebestuur van zijn woonplaats in het vreemdelingenregister werd ingeschreven (omdat hij tot een verblijf van meer dan drie maanden toegelaten of gemachtigd is) in een andere hoedanigheid dan die van asielzoeker en hij later verklaart politiek vluchteling te zijn of als dusdanig om erkenning verzoekt, blijft hij dus hoe dan ook ingeschreven in het vreemdelingenregister.

Wordt hij echter uit dat register geschrapt omdat hij niet langer tot een verblijf van meer dan

trois mois dans le Royaume mais qu'il continue néanmoins à y séjourner, il sera l'objet d'une inscription au registre d'attente.

Le présent projet vise à tenter de maîtriser la problématique de l'afflux des demandeurs d'asile et à l'administrer de manière adéquate. L'instauration de ce registre d'attente permettra de distinguer plus aisément les réfugiés « réels » des réfugiés « apparents » et de réduire le plus possible la fraude et l'illégalité et ce, tant dans l'intérêt du véritable réfugié que du modèle belge de société.

Certes, ce projet ne résoudra pas à lui seul le problème des réfugiés en séjour illégal : aussi longtemps que des personnes continueront à fuir certains Etats (comme l'ex-Yugoslavie par exemple), ce problème subsistera.

Il s'inscrit néanmoins dans le cadre de mesures plus vastes, procédant de la même philosophie, telles qu'indiquées dans l'exposé introductif.

Ces mesures, ayant pour objectif de réduire fortement le nombre de demandes d'asile manifestement non fondées, semblent efficaces au vu de l'évolution récente du nombre des demandes :

août 1993 :	2 959
septembre 1993 :	2 608
octobre 1993 :	2 035
novembre 1993 :	1 411
décembre 1993 :	1 414

Par ailleurs, le texte proposé a un objectif plus vaste que la simple exécution de l'article 54 de la loi du 15 décembre 1980 (sur l'accès au territoire, le séjour et l'établissement et l'éloignement des étrangers) tel que remplacé par l'article 15 de la loi du 6 mai 1993 modifiant cette loi; le plan de répartition harmonieuse des demandeurs d'asile entre les communes, prévu par cette disposition (cf. point 4), n'est en effet qu'une des nombreuses possibilités d'application du registre d'attente.

A l'instar des registres de la population et des étrangers, le registre d'attente permettra de dresser une liste informatisée des personnes qui y sont inscrites. Il sera dès lors également possible de convoquer en tout temps le candidat réfugié dans la commune retenue en tant que lieu d'inscription.

Le ministre fait ensuite observer qu'il n'est pas possible d'obliger une commune à loger effectivement sur son territoire les demandeurs d'asile qui y sont inscrits, pas plus que d'assigner à résidence des demandeurs d'asile dans une commune (eu égard à l'avis du Conseil d'Etat à ce propos).

drie maanden toegelaten of gemachtigd is en blijft hij desondanks in het land, dan wordt hij in het wachtrecht ingeschreven.

Het ontwerp hoopt op die manier de problemen die de stroom van asielzoekers meebrengt, binnen de perken te houden en doeltreffend te organiseren. Een wachtrecht maakt het immers mogelijk « echte » en « schijnbare » vluchtelingen makkelijker van elkaar te onderscheiden en de fraude en de illegaliteit zoveel mogelijk te beperken, wat zowel de echte vluchteling als het Belgische maatschappijmodel ten goede komt.

Het spreekt vanzelf dat dit ontwerp op zich niet volstaat om het probleem van de illegaal in het land verblijvende vreemdelingen uit de wereld te helpen. Zolang mensen hun land ontvluchten (zoals de inwoners van ex-Joegoslavië bijvoorbeeld), zal het probleem blijven bestaan.

Zoals in de memorie van toelichting wordt aange-
stipt, maakt het ontwerp deel uit van een aantal meer structurele maatregelen die op hetzelfde uitgangspunt steunen.

Die maatregelen, die tot doel hebben het aantal duidelijk ongegronde asielaanvragen drastisch terug te dringen, lijken effect te sorteren als men de recente gegevens over het aantal verzoeken bekijkt :

augustus 1993 :	2 959
september 1993 :	2 608
oktober 1993 :	2 035
november 1993 :	1 411
december 1993 :	1 414

Voorts heeft de tekst in ontwerp een ruimere bedoeling dan alleen maar uitvoering te geven aan artikel 54 van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, zoals het door artikel 15 van de wet van 6 mei 1993 tot wijziging van voornoemde wet werd vervangen. Het door die bepaling in uitzicht gestelde plan om de asielzoekers evenwichtig over de gemeenten te spreiden (cf. punt 4), is immers maar één van de talrijke mogelijkheden waarop dat wachtrecht kan worden toegepast.

Aan de hand van het wachtrecht kan een geautomatiseerd bestand worden aangelegd van de personen die in dat register zijn ingeschreven, net als dat het geval is voor bevolkings- of vreemdelingenregisters. Zo wordt het ook mogelijk te allen tijde de kandidaat-vluchteling op te roepen in de gemeente die als inschrijvingsplaats fungert.

Vervolgens stipt de minister aan dat een gemeente onmogelijk kan worden gedwongen op haar grondgebied daadwerkelijk onderdak te bieden aan de in het register ingeschreven asielzoekers; men kan ze evenmin verplichten in een bepaalde gemeente te verblijven (gelet op wat de Raad van State in zijn advies daarover opmerkt).

Par contre, il est possible d'inviter le demandeur d'asile et la commune à respecter la correspondance entre le lieu d'inscription et le lieu de résidence effective, en liant à cette concordance l'octroi au demandeur d'avantages déterminés, comme l'aide sociale (cfr point 4).

2. Définition et portée des concepts suivants : lieu d'inscription, lieu de résidence effective

Aux termes de l'article 1^{er} du texte proposé, un registre d'attente est tenu dans chaque commune, dans lequel sont inscrits, en lieu où ils ont établi leur résidence principale (lorsque ce lieu est connu), les demandeurs d'asile.

Il ressort de l'exposé des motifs que la notion de résidence principale relative aux candidats réfugiés est identique à celle que la loi du 19 juillet 1991 relative aux registres de la population et aux cartes d'identité définit pour ce qui concerne les personnes inscrites dans les registres de la population et des étrangers, c'est-à-dire le lieu où ils résident effectivement.

Or, l'article 54 de la loi du 15 décembre 1980 précité offre au Ministre la possibilité de fixer la résidence administrative du demandeur d'asile, à savoir notamment la commune où il pourra bénéficier d'une aide sociale. Il est donc possible que cette résidence diffère de la résidence principale, le but poursuivi par l'article 54 précité étant d'assurer une répartition équilibrée des charges des communes en ce qui concerne les réfugiés.

Dans ce cas, cette résidence administrative sera également mentionnée dans le registre d'attente. De plus, ce même registre peut également mentionner le domicile élu par le demandeur d'asile (par exemple le domicile de son avocat).

Par ailleurs, aux termes de l'article 11 proposé, tel qu'amendé par l'amendement n° 1 du Gouvernement (Doc. n° 1281/2), lorsque plusieurs communes sont mentionnées dans l'inscription d'un candidat réfugié, le CPAS de la commune désignée en application de l'article 54 de la loi du 15 décembre 1980 est compétent pour lui accorder l'aide sociale.

Cela étant, il est absolument indispensable de connaître la résidence principale du demandeur d'asile, même s'il est fait application de l'article 54 de la loi du 15 décembre 1980. Il faut éviter en effet qu'un demandeur d'asile qui ne résiderait plus effectivement dans une commune belge puisse continuer à bénéficier de l'aide sociale, en application dudit article.

Le cas échéant, et le plus souvent à titre temporaire, la résidence principale pourra être soit une adresse de référence au sens de la loi du 19 juillet 1991 et de ses arrêtés d'exécution, soit l'adresse d'un centre d'accueil.

De asielzoeker en de gemeente kunnen daarentegen wel worden aangezet erop toe te zien dat inschrijvingsplaats en effectieve verblijfsplaats met elkaar overeenstemmen; dat kan door daaraan sommige voordelen ten gunste van de asielzoeker te verbinden, zoals sociale bijstand (zie punt 4).

2. Definitie en reikwijdte van de begrippen inschrijvingsplaats en effectieve verblijfsplaats

Krachtens artikel 1 van de voorgestelde tekst wordt in elke gemeente een wachtrechtregister gehouden waarin de asielzoekers worden ingeschreven op de plaats waar zij hun hoofdverblijfsplaats gevestigd hebben (wanneer die verblijfsplaats bekend is).

Uit de memorie van toelichting blijkt duidelijk dat het begrip hoofdverblijfsplaats voor de kandidaat-vluchtelingen dezelfde inhoud moet worden gegeven als die welke de wet van 19 juli 1991 betreffende de bevolkingsregisters en de identiteitskaarten bepaalt voor de personen die ingeschreven zijn in de bevolkings- en vreemdelingenregisters, dat wil zeggen de plaats waar zij werkelijk verblijven.

Artikel 54 van de wet van 15 december 1980 biedt de minister de mogelijkheid om de administratieve verblijfsplaats van de asielzoeker vast te stellen, dat wil zeggen inzonderheid de gemeente waar hij sociale hulp zal kunnen genieten. Het is dus mogelijk dat deze verblijfsplaats van de hoofdverblijfsplaats verschilt, aangezien het voormelde artikel 54 tot doel heeft de lasten van de gemeenten in verband met vreemdelingen zo evenwichtig mogelijk te verdelen.

In dat geval zal ook die administratieve verblijfsplaats in het wachtrechtregister worden vermeld. Dat register kan ook de woonplaats vermelden die de asielzoeker heeft gekozen (bijvoorbeeld de woonplaats van zijn advocaat).

Bovendien bepaalt het voorgestelde artikel 11, zoals geamendeerd door amendement n° 1 van de regering (Stuk n° 1281/2), dat wanneer verschillende gemeenten vermeld zijn in de inschrijving van een kandidaat-vluchteling, het OCMW van de gemeente die met toepassing van artikel 54 van de wet van 15 december 1980 werd aangewezen, bevoegd is om hem sociale bijstand te verlenen.

Bijgevolg is het absoluut noodzakelijk de hoofdverblijfsplaats van de asielzoeker te kennen, zelfs als toepassing wordt gemaakt van artikel 54 van de wet van 15 december 1980. Voorkomen moet immers worden dat een asielzoeker die niet meer werkelijk in een Belgische gemeente zou verblijven, met toepassing van dat artikel sociale bijstand zou kunnen blijven genieten.

In voorkomend geval en meestal tijdelijk kan de hoofdverblijfsplaats hetzij een referentieadres zijn in de zin van de wet van 19 juli 1991 en de uitvoeringsbesluiten daarvan, hetzij het adres van een opvangcentrum.

3. Procédure pour la détermination du lieu d'inscription

Lors de l'introduction d'une demande, chaque demandeur d'asile est inscrit au registre d'attente par l'Office des Etrangers, qui est également compétent en ce qui concerne l'examen de la recevabilité de la demande.

En ce qui concerne le lieu d'inscription, trois situations sont possibles :

1. Le demandeur d'asile a un lieu de résidence qui est situé dans une commune dont le nombre de demandeurs d'asile n'a pas dépassé un certain quota fixé selon les critères mentionnés au point 4. Le lieu de résidence réel est donc inscrit en tant que tel dans le registre d'attente. L'Office des Etrangers désigne également ce lieu comme lieu d'inscription obligatoire.

2. Le demandeur d'asile a un lieu de résidence qui est situé dans une commune dont le nombre de demandeurs a dépassé le quota fixé selon les critères mentionnés ci-après. L'Office des Etrangers désigne une commune dont le nombre de demandeurs ne dépasse pas le quota fixé selon ces mêmes critères.

3. Le demandeur d'asile n'a pas encore de lieu de résidence. Dans ce cas, l'article 54 de la loi du 15 décembre 1980 est également appliqué. L'Office des Etrangers désigne une commune dont le nombre de demandeurs ne dépasse pas le quota fixé.

Dans l'attente de son établissement dans cette commune, le demandeur peut séjourner pour une période courte dans un centre d'accueil, pour autant que des places soient disponibles, pendant le temps nécessaire pour prendre contact avec la commune d'inscription et y chercher un logement. Cela suppose une réorientation du fonctionnement des centres d'accueil, qui doivent devenir en premier lieu des centres de transit. Ceci implique également que les demandes d'asile de personnes hébergées dans ces centres soient traitées en toute priorité.

Dans cette hypothèse, les obligations du CPAS compétent sont suspendues : l'aide sociale est perçue en nature dans le centre d'accueil.

4. Critères relatifs à la désignation d'un lieu d'inscription obligatoire du demandeur d'asile

L'article 54, § 1^{er}, alinéa 3 précité de la loi du 15 décembre 1980 prévoit que, lors de l'inscription dans un lieu déterminé, il est tenu compte :

1° du degré d'occupation des centres d'accueil;

3. Procedure voor de bepaling van de plaats van inschrijving

Wanneer een asielzoeker om asiel verzoekt, wordt hij ingeschreven in het wachtregister. Dat geschiedt door de Dienst Vreemdelingenzaken, die tevens bevoegd is om de ontvankelijkheid van de aanvraag te onderzoeken.

Wat de plaats van inschrijving betreft, zijn drie situaties mogelijk :

1. De asielzoeker heeft een verblijfsplaats die gelegen is in een gemeente waarvan het aantal asielzoekers de quota bepaald volgens de hieronder vermelde criteria niet overschreden heeft. De feitelijke verblijfsplaats wordt als dusdanig in het wachtregister ingeschreven. De Dienst Vreemdelingenzaken wijst die plaats tevens aan als verplichte plaats van inschrijving.

2. De asielzoeker heeft een verblijfsplaats die gelegen is in een gemeente waarvan het aantal asielzoekers de quota bepaald volgens de hieronder vermelde criteria heeft overschreden. De Dienst Vreemdelingenzaken wijst dan als plaats van inschrijving een gemeente aan waarvan het aantal asielzoekers de volgens diezelfde criteria bepaalde quota niet overschreden heeft.

3. De asielzoeker heeft nog geen verblijfsplaats. Ook in dit geval wordt artikel 54 van de wet van 15 december 1980 toegepast. De Dienst Vreemdelingenzaken wijst als plaats van inschrijving een gemeente aan waarvan het aantal asielzoekers het bepaalde quota niet overschreden heeft.

In afwachting van zijn vestiging in die gemeente, zal de asielzoeker voor korte tijd in een opvangcentrum kunnen verblijven, uiteraard voor zover er in dat centrum plaatsen beschikbaar zijn en dan nog beperkt tot de tijd die nodig is om contact op te nemen met de gemeente van inschrijving en er een woonst te zoeken. Dit veronderstelt een heroriëntering van de werking van de opvangcentra, die opnieuw in de eerste plaats transitcentra moeten worden. Ook houdt dat in dat de dossiers van asielzoekers die in een centrum verblijven, bij voorrang worden behandeld.

In dat geval worden de verplichtingen van het bevoegde OCMW opgeschorst : de sociale bijstand wordt aangeboden in natura via de opvang in het centrum.

4. De criteria voor de aanwijzing van een verplichte inschrijvingsplaats voor de asielzoeker

Het hierboven vermelde artikel 54, § 1, derde lid, van de wet van 15 december 1980 bepaalt dat er bij de inschrijving in een verplichte plaats rekening wordt gehouden met :

1° de bezettingsgraad van de opvangcentra voor asielzoekers;

2° d'une répartition harmonieuse entre les communes en vertu des critères déterminés par un arrêté royal délibéré en Conseil des ministres.

En exécution de cet article, un projet d'arrêté royal a été approuvé par le Conseil des ministres du 21 janvier 1994 et est actuellement soumis pour avis au Conseil d'Etat.

Cet arrêté royal n'est donc pas pris en exécution du présent projet de loi, même s'il ne pourra pas, dans la pratique, être appliqué tant que le présent projet n'aura pas été adopté. En effet, il n'est technique-
ment pas possible de désigner un lieu d'inscription obligatoire tant que le registre d'attente n'est pas instauré.

Le calcul du quota et de la répartition des demandeurs d'asile se fera, aux termes de cet arrêté royal, de la manière suivante :

— le critère de base est le pourcentage du nombre d'habitants de la commune considérée par rapport au total de la population belge.

Ce rapport est corrigé en tenant compte de deux paramètres qui constituent les indicateurs de « bien-être » de la commune :

a) le revenu moyen imposable des habitants de la commune tel qu'il apparaît des statistiques de l'INS;

b) le nombre existant de personnes (belges et étrangères, y compris les demandeurs d'asile) à charge du CPAS;

— chaque année, un quota sera établi pour chaque commune, sur la base du nombre total de demandeurs d'asile. Lorsque celui-ci est sujet à d'importantes fluctuations, le quota pourra être fixé plusieurs fois par an. La première fois, le ministre de l'Intérieur fixera, par arrêté, le nombre total de demandeurs d'asile car, à ce moment, on ne pourra pas se fier à 100 % au registre d'attente. Ultérieurement, le nombre de demandeurs d'asile sera calculé par le biais du registre d'attente;

— il sera ensuite vérifié dans quelle commune le nombre de demandeurs d'asile inscrits (dans le registre d'attente) est supérieur au quota. Ces communes, seront (provisoirement) supprimées de la liste des communes. Concrètement, cela signifie que, provisoirement, plusieurs villes et communes ne seront pas retenues en tant que lieu d'inscription;

— pour toutes les communes restantes, le nombre de demandeurs d'asile à désigner est fixé par tranche de 3 000 demandeurs d'asile. Cette tranche a été retenue dans le but d'éviter qu'à très court terme, trop de demandeurs d'asile soient envoyés dans la même commune.

Le ministre précise que, compte tenu de la prise en considération de ces critères correctifs dans le calcul des quotas, les communes qui possèdent une large assiette fiscale et un nombre peu élevé de bénéficiaires du minimex, devront recueillir plus de demandeurs d'asile que leur part relative dans la population totale le laisse supposer.

2° een evenwichtige spreiding over de gemeenten volgens de criteria bepaald bij een in Ministerraad overlegd koninklijk besluit.

In uitvoering van dat artikel heeft de Minister-
raad op 21 januari 1994 een ontwerp van koninklijk
besluit goedgekeurd, dat momenteel voor advies bij
de Raad van State voorligt.

Dat koninklijk besluit wordt dus niet genomen ter uitvoering van het voorliggende wetsontwerp, ook al zal het in de praktijk niet kunnen worden toegepast zolang dit ontwerp niet is goedgekeurd. Het is technisch immers niet mogelijk een plaats van verplichte inschrijving aan te wijzen zolang het wachtrecht niet operationeel is.

De berekening van de quota en de verdeling van de asielzoekers zal krachtens dat koninklijk besluit als volgt geschieden :

— het basiscriterium is de verhouding van het aantal inwoners van de betrokken gemeente tot de hele Belgische bevolking.

Die verhouding wordt gecorrigeerd doordat reke-
ning wordt gehouden met twee parameters die het « welzijn » van de gemeente moeten aangeven :

a) het gemiddeld belastbaar inkomen van de in-
woners van de gemeente zoals dat blijkt uit de NIS-
statistieken;

b) het huidige aantal personen (Belgen en vreem-
delingen, asielzoekers inbegrepen) dat ten laste is
van het OCMW;

— jaarlijks zal voor alle gemeenten een quota worden vastgelegd, rekening houdend met het totale aantal asielzoekers. Bij een grote wijziging van dat aantal kan de quota verscheidene keren per jaar worden vastgelegd. De eerste keer zal de minister van Binnenlandse Zaken bij besluit het totale aantal asielzoekers vastleggen, omdat het wachtrecht op dat ogenblik nog niet volledig betrouwbaar zal zijn. Later wordt het aantal asielzoekers aan de hand van het wachtrecht geteld;

— dan wordt nagegaan in welke gemeenten het aantal (in het wachtrecht) ingeschreven kandida-
ten boven de quota ligt. Die gemeenten worden (voor-
lopig) uit de lijst van de gemeenten geschrapt. *In concreto* betekent zulks dat een aantal steden en gemeenten voorlopig niet in aanmerking komen bij de aanwijzing van een plaats van inschrijving;

— per schijf van 3 000 asielzoekers wordt voor alle overgebleven gemeenten het aantal toe te wijzen asielzoekers bepaald. Die werkwijze wordt gevuld om te voorkomen dat op zeer korte tijd te veel asiel-
zoekers naar dezelfde gemeente worden doorverwe-
zen.

De minister licht toe dat door het gebruik van corrigerende criteria bij de berekening van de quota de gemeenten met een ruime belastinggrondslag en een klein aantal rechthebbenden op een bestaansmin-
imum meer asielzoekers zullen moeten opnemen dan hun relatief aandeel in de totale bevolking doet veronderstellen.

Le ministre s'attache ensuite au cas particulier de la ville d'Anvers : celle-ci, qui représente 4 % de la population totale, devrait, sur la base des critères énumérés ci-dessus, s'occuper de 2 %, c'est-à-dire 600 personnes, du nombre total des demandeurs d'asile (actuellement 30 000). Or, la ville en inscrit beaucoup plus actuellement.

Le ministre précise par ailleurs qu'on tiendra compte de la composition familiale pour la détermination de la commune d'inscription au registre d'attente. Les familles ou les groupes déterminés seront, dans la mesure du possible, envoyés dans une même commune. De toute manière, si l'on applique correctement le plan de répartition, on dispose d'une marge d'appréciation en la matière.

5. Mesures en vue de faire coïncider la commune d'inscription et la commune de résidence effective

Conformément à l'article 11 du texte proposé, l'inscription, volontaire ou obligatoire, du demandeur d'asile dans une commune fait que le CPAS de cette commune est compétent pour l'aide sociale à fournir à ce demandeur, quel que soit le lieu de sa résidence effective.

Il convient toutefois de faire en sorte que, dans un maximum de cas, la commune d'inscription du demandeur d'asile soit également sa commune de résidence. A cet effet, diverses mesures sont proposées :

a) obligation pour le demandeur d'asile de se présenter régulièrement dans la commune du lieu d'inscription au registre d'attente. En cas de non-respect de cette obligation, la demande d'asile pourra être déclarée irrecevable, conformément à l'article 52, § 2, 5° (*nouveau*) de la loi du 15 décembre 1980.

Cette solution présente un avantage certain, dans la mesure où cette commune sera ainsi comme des différentes instances amenées à traiter le dossier du candidat réfugié (Office des Etrangers, Commissariat général aux réfugiés et apatrides, etc.).

b) Autorisation pour les communes d'utiliser le mécanisme de la prime d'installation (égale à un mois d'aide sociale pour un isolé), lors de l'installation dans un logement de demandeurs d'asile, afin d'aménager le logement pour l'accueil de ceux-ci.

c) Limitation à 50 % (au lieu de 100 %) du remboursement par l'Etat des frais d'aide sociale au CPAS de la commune d'inscription du demandeur d'asile qui n'y réside pas, sauf s'il est démontré que le demandeur d'asile a reçu et refusé une offre de logement (cf. point d).

Les 50 % d'aide qui ne sont pas remboursés au CPAS par l'Etat, sont répartis par lui entre les CPAS

De minister heeft het vervolgens over het bijzondere geval van de stad Antwerpen : die stad, die 4 % van de totale bevolking vertegenwoordigt, moet op grond van voornoemde criteria ongeveer 2 % van het totale aantal asielzoekers (momenteel 30 000), ofwel 600 personen opvangen. De stad schrijft er thans evenwel veel meer in.

De minister verklaart voorts dat bij de bepaling van de gemeente van inschrijving in het wachtrecht rekening zal worden gehouden met de samenstelling van het gezin. Gezinnen en welbepaalde groepen zullen in de mate van het mogelijke naar eenzelfde gemeente worden gestuurd. Wanneer het spreidingsplan correct wordt toegepast, zal men ter zake in ieder geval over een beoordelingsmarge beschikken.

5. Maatregelen om de gemeente van inschrijving en de gemeente van werkelijk verblijf te doen samenvallen

Overeenkomstig artikel 11 van de tekst in ontwerp maakt de vrijwillige of verplichte inschrijving van een asielzoeker in een gemeente dat het OCMW van die gemeente bevoegd is om sociale bijstand te verlenen aan die asielzoeker, wat zijn werkelijke verblijfplaats ook zij.

Er moet echter op worden toegezien dat de gemeente van inschrijving van een asielzoeker in zo veel mogelijk gevallen ook de gemeente is waar hij verblijf houdt. Daartoe worden verschillende maatregelen voorgesteld :

a) verplichting voor de asielzoeker om zich gereeld te melden in de gemeente waar hij in het wachtrechtregister is ingeschreven. Wanneer die verplichting niet wordt nageleefd, kan de asielaanvraag onontvankelijk worden verklaard overeenkomstig artikel 52, § 2, 5°(*nieuw*) van de wet van 15 december 1980.

Die oplossing biedt een onttegensprekelijk voordeel voor zover die gemeente aldus bekend zal zijn bij de diverse instanties die het dossier van de kandidaat-vluchteling dienen te behandelen (Dienst Vreemdelingenzaken, Commissariaat-generaal voor de vluchtelingen en staatlozen enz.).

b) De gemeenten krijgen toestemming om gebruik te maken van de vestigingspremie (die gelijk is aan de sociale uitkering voor een alleenstaande voor één maand) bij de vestiging in een woning voor asielzoekers ten einde die woning voor hun opvang in te richten.

c) Beperking tot 50 % (in plaats van 100 %) van de terugbetaling door de Staat van sociale steun verleend aan een asielzoeker door het OCMW van de gemeente van inschrijving, indien de asielzoeker niet in die gemeente verblijft. Die beperking geldt niet indien wordt aangetoond dat de asielzoeker een aanbod voor huisvesting in de gemeente heeft gekregen en geweigerd (zie punt d).

De 50 % die de federale overheid in dat geval niet betaalt, zal worden verdeeld onder de OCMW's van

des communes qui accueillent un nombre de demandeurs d'asile supérieur au quota.

La loi du 12 janvier 1993 contenant un programme d'urgence pour une société plus solidaire avait, en son article 15 (remplaçant l'article 18 de la loi du 7 août 1974 instituant le droit à un minimum de moyens d'existence), déjà prévu le remboursement à 100 % par l'Etat des frais d'aide sociale accordés par le CPAS aux bénéficiaires inscrits dans le registre des étrangers et ce, jusqu'au jour de leur inscription dans les registres de la population.

d) Possibilité pour la commune du lieu d'inscription, ou son CPAS, d'offrir au demandeur d'asile un logement (public ou privé) décent et adapté à ses revenus et de déduire du montant de l'aide sociale la valeur de cette prestation en nature, si le demandeur d'asile refuse de résider dans ce logement.

e) Possibilité offerte aux CPAS de fournir tout ou partie de l'aide sociale en nature, afin de leur permettre de réduire fortement pour les demandeurs d'asile l'intérêt de résider en dehors et en tout cas loin de leur commune d'inscription.

f) Suppression de l'obligation pour l'Etat de rembourser à un CPAS les frais d'arriérés d'aide sociale que ce dernier serait condamné à payer à un demandeur d'asile en vertu d'une décision de justice.

g) Le conseil des Ministres a marqué son accord de principe sur la modification du système de calcul des avances sur remboursement octroyées aux CPAS sur la base des frais d'aide sociale que ces derniers allouent aux demandeurs d'asile. Il s'agit par là de mieux s'approcher du nombre réel de demandeurs d'asile qui se seront adressés aux communes dans le cadre des mesures de répartition harmonieuse et d'éviter de graves problèmes de trésorerie à certains CPAS.

6. Extension du champ d'application du texte proposé

Selon le Ministre, on pourrait concevoir une extension ultérieure du champ d'application du texte proposé aux étrangers qui séjournent en Belgique de manière précaire et sans être inscrits au registre de la population ou à celui des étrangers parce qu'ils attendent le prononcé d'une décision en appel contre un refus d'autorisation de séjour.

On citera, à titre exemplatif :

— les personnes venues en Belgique dans le cadre du regroupement familial et qui ont été refusées en raison du non-respect de la condition de cohabitation;

— les expatriés, tels ceux qui ont fui la guerre en ex-Yougoslavie.

gemeenten waar meer asielzoekers verblijven dan het aantal waarin de quota voorziet.

De wet van 12 januari 1993 houdende een urgenteprogramma voor een meer solidaire samenleving had in een artikel 15 (ter vervanging van artikel 18 van de wet van 7 augustus 1974 tot instelling van het recht op een bestaansminimum) reeds bepaald dat de Staat 100 % zou terugbetalen van de kosten van de sociale bijstand die door het OCMW wordt verleend aan de in het vreemdelingenregister ingeschreven rechthebbenden en zulks tot op de dag waarop de betrokkenen in het bevolkingsregister worden ingeschreven.

d) Aan de gemeente van inschrijving of het OCMW van die gemeente wordt de mogelijkheid geboden de asielzoeker een goede, aan zijn inkomen aangepaste woning (publiek of privé) in de gemeente te bezorgen en de waarde van die prestatie in natura af te trekken van het bedrag van de sociale bijstand, indien de asielzoeker weigert in die woning te verblijven.

e) Aan de OCMW's wordt de mogelijkheid geboden om de sociale bijstand geheel of gedeeltelijk in natura te verlenen zodat het voor de asielzoekers een stuk minder aantrekkelijk wordt om buiten of ver van hun gemeente van inschrijving te verblijven.

f) De verplichting voor de Staat om aan een OCMW de kosten terug te betalen, verschuldigd voor de laattijdige uitkering van de sociale bijstand aan een asielzoeker waartoe een OCMW bij gerechtelijke beslissing werd veroordeeld, wordt opgeheven.

g) De Ministerraad heeft zich principieel akkoord verklaard met de wijziging van de berekeningsmethode van de voorschotten op de bedragen die de gemeenten betalen als sociale bijstand aan asielzoekers. Conform de nieuwe regeling zullen de voorschotten beter overeenstemmen met de sociale bijstand die op dat ogenblik door de gemeente aan asielzoekers wordt verleend, wat de kasproblemen van sommige OCMW's kan voorkomen.

6. Verruiming van het toepassingsgebied van de ontworpen tekst

Volgens de minister zou kunnen worden gedacht aan een latere verruiming van het toepassingsgebied van de ontworpen tekst tot de vreemdelingen die op precaire wijze in België verblijven zonder in het bevolkings- of in het vreemdelingenregister te zijn ingeschreven omdat zij wachten op de uitspraak van een beslissing in hoger beroep tegen het feit dat hun een verblijfsvergunning werd geweigerd.

Het gaat hier bij voorbeeld om :

— de personen die in het raam van een gezinshereniging naar België zijn gekomen en wier verblijf geweigerd werd omdat zij zich niet aan de voorwaarde inzake samenwonen hebben gehouden;

— degenen die uit hun vaderland verdreven zijn, onder meer zij die gevlocht zijn voor de oorlog in ex-Joegoslavië.

Le Ministre souligne que les étrangers en séjour illégal en Belgique ne peuvent en aucun cas être inclus parmi les étrangers en séjour précaire : en effet, n'étant pas « en règle », ils doivent quitter notre pays.

Il signale au demeurant que, l'on a procédé à plus de renvois d'étrangers en séjour illégal au cours de la première quinzaine de janvier 1994 que durant tout le mois de janvier 1993.

7. Examen de dispositions particulières du texte proposé

7.1. L'article 4 du présent projet prévoit que les étrangers inscrits au registre d'attente ne sont pas pris en compte, notamment pour la détermination du chiffre annuel de la population de la commune.

Il convient de noter que certaines communes, comptant de nombreux demandeurs d'asile, souhaitent les comptabiliser dans le chiffre annuel de leur population, principalement pour obtenir des moyens financiers supplémentaires provenant (notamment) du Fonds des communes. Elles invoquent, dans cette perspective, les nombreux problèmes administratifs que ces demandeurs d'asile entraînent.

Le Ministre estime toutefois qu'un tel souhait n'est pas justifié au regard de la philosophie inhérente au plan de répartition des demandeurs d'asile proposé par le gouvernement : en effet, dès lors qu'une commune comprend un nombre élevé de bénéficiaires du CPAS et que le revenu moyen imposable y est faible, le pourcentage du nombre total des demandeurs d'asile qu'elle doit recueillir est revu à la baisse.

Il convient par ailleurs de tenir compte de la régionalisation du Fonds des communes : la discussion reste ouverte avec les autorités régionales.

7.2. L'article 5 du texte proposé doit, en premier lieu, permettre la délivrance aux étrangers admis ou autorisés à s'établir en Belgique d'une carte d'identité selon la même procédure que celle en vigueur actuellement pour les Belges.

Ainsi, les mêmes mesures de sécurité seront applicables, à savoir :

- prévenir, dans la mesure du possible, tout risque de falsification;
- permettre un contrôle d'identité plus efficace, par la possibilité de consulter le registre central informatisé des cartes d'identité tenu au Ministère de l'Intérieur.

En second lieu, cet article autorise le Roi, dans le respect des dispositions de la loi précitée du 15 décembre 1980 et, moyennant l'accord du Gouvernement, à étendre cette possibilité aux étrangers admis ou autorisé à séjourner en Belgique. Comme l'autori-

De minister beklemtoont dat de vreemdelingen die illegaal in België verblijven in geen geval kunnen gerekend worden bij de vreemdelingen die op precaire wijze in België verblijven: aangezien zij immers niet « in orde » zijn, moeten zij het land verlaten.

Overigens merkt hij op dat, tijdens de eerste twee weken van januari 1994 meer illegalen werden teruggestuurd dan tijdens de hele maand januari 1993.

7. Analyse van bijzondere bepalingen van de ontworpen tekst

7.1. Artikel 4 van het ontwerp bepaalt dat de vreemdelingen die in het wachtregister zijn ingeschreven met name voor de vaststelling van het jaarlijks bevolkingscijfer van de gemeente niet meegeteld worden.

Hierbij zij opgemerkt dat bepaalde gemeenten die veel asielzoekers tellen wensen dat die personen toch zouden meetellen om meer bepaald van het Gemeentefonds extra financiële middelen te kunnen krijgen. In dat verband wijzen ze op de talrijke administratieve problemen waartoe die asielzoekers aanleiding geven.

De minister acht die wens echter ongegrond gelet op de strekking van het door de regering voorgestelde plan om de asielzoekers geografisch te spreiden : zodra een gemeente immers een groot aantal OCMW-uitkerkingstrekkers telt en het gemiddelde belastbaar inkomen van die gemeente aan de lage kant is, wordt het percentage van het aantal asielzoekers dat ze moet oppangen neerwaarts herzien.

Overigens dient men rekening te houden met de regionalisering van het Gemeentefonds : er worden met de gewestelijke overheden nog altijd besprekingen gevoerd.

7.2. Artikel 5 van de voorgestelde tekst moet in de eerste plaats de afgifte mogelijk maken van een identiteitskaart aan de vreemdelingen die toegelaten of gemachtigd zijn om zich in België te vestigen volgens dezelfde procedure als die welke thans op de Belgen van toepassing is.

Aldus zullen dezelfde veiligheidsmaatregelen van toepassing zijn, meer bepaald :

- in de mate van het mogelijke elk risico op vervalsing voorkomen;
- een efficiëntere identiteitscontrole mogelijk maken door het centraal geautomatiseerd identiteitskaartenbestand van het ministerie van Binnenlandse Zaken te raadplegen.

Vervolgens geeft het aan de Koning de bevoegdheid, met inachtneming van de bepalingen van de voormelde wet van 15 december 1980 en met de instemming van de regering, deze mogelijkheid uit te breiden tot de vreemdelingen die toegelaten of ge-

sation ou l'admission au séjour n'est en général qu'un préalable à l'autorisation ou à l'admission à l'établissement, une telle extension ne sera décidée qu'après examen approfondi quant à son opportunité.

REPLIQUES DES MEMBRES

M. Dewinter estime que le Ministre en proposant le présent projet, demande en fait de signer un chèque en blanc. En effet, on ne connaît pas les critères précis qui régiront l'exécution du plan de répartition; l'exposé du Ministre n'a pas corrigé cette imprécision.

D'autre part, le calcul de la répartition des candidats réfugiés tiendra-t-il uniquement compte des nouveaux demandeurs d'asile ou également du groupe existant ? Les réfugiés existants resteront-ils par exemple dans la ville d'Anvers (qui en comprend plus de 5 000 si l'on comptabilise les ex-yougoslaves) ou seront-ils déplacés vers d'autres communes pour y être inscrits dans le registre d'attente ?

L'orateur fait ensuite observer que, si un bourgmestre d'une commune rurale refuse de recueillir des candidats-réfugiés, il recevra le soutien d'une grande partie de la population. En effet, les mesures proposées ne tiennent aucun compte de la situation sur le terrain et notamment du fait de savoir si la commune considérée dispose de l'infrastructure nécessaire pour recueillir ces demandeurs d'asile. Une telle attitude entraînera des situations que certains ne manqueront pas d'exploiter à des fins électorales.

M. Pivin se demande si l'objectif du projet est de rendre même les demandeurs d'asile inscrits dans le registre d'attente porteurs de documents d'identité infalsifiables.

Par ailleurs, il doute de l'objectivité des futurs Ministres de l'Intérieur en ce qui concerne l'application du plan de répartition des demandeurs d'asile. Le pouvoir d'appréciation dont ils disposeront apparaît trop large : quels seront en fait les critères d'appréciation du Ministre ou de son délégué ? Il serait souhaitable que la loi fixe ces critères.

L'intervenant se demande en outre si le ministre compte abandonner, dans le cadre du plan de répartition des demandeurs d'asile, le critère de population jusqu'à présent utilisé d'« 1 (demandeur d'asile) pour 1 000 » (habitants).

Ce critère, dont de nombreuses communes ont tiré argument, (à l'instar de celle de Mol qui avait refusé le 33^e réfugié parce qu'elle comptait 32 000 habitants), avait toutefois un aspect positif, car il sensibilisait l'Etat et pas seulement une région déterminée.

machtigd zijn in België te verblijven. Aangezien de toelating of de machtiging tot verblijf in het algemeen voorafgaat aan de toelating of machtiging tot vestiging, zal eerst tot dergelijke uitbreiding worden besloten na grondig onderzoek van de raadzaamheid ervan.

REPLIEKEN VAN DE LEDEN

De heer Dewinter is van oordeel dat de minister met dit ontwerp eigenlijk vraagt een blanco cheque te ondertekenen. De precieze criteria voor de uitvoering van het spreidingsplan zijn immers niet bekend; de toelichting van de minister heeft die onnauwkeurigheid niet verholpen.

Zal voorts bij de berekening van de spreiding van de kandidaat-vluchtelingen uitsluitend rekening worden gehouden met de nieuwe asielzoekers of ook met de bestaande groep ? Zullen in Antwerpen bijvoorbeeld de reeds aanwezige vluchtelingen in de stad blijven (het gaat om ongeveer 5 000 personen wanneer de ex-Joegoslaven worden meegerekend) of zullen ze naar andere gemeenten worden overgebracht om daar in het wachtrechtregister te worden ingeschreven ?

Spreker merkt vervolgens op dat de burgemeester van een landelijke gemeente die weigert kandidaat-vluchtelingen op te nemen daarin gesteund wordt door een groot deel van de inwoners. De voorgestelde maatregelen houden immers geen rekening met de toestand ter plaatse, vooral niet met de vraag of de betrokken gemeente wel over de nodige infrastructuur beschikt om de asielzoekers op te vangen. Een dergelijke houding zal leiden tot situaties waar sommigen met electorale doeleinden zullen op inspelen.

De heer Pivin vraagt zich af of de doelstelling van het ontwerp erin bestaat ook de asielzoekers ingeschreven in het wachtrechtregister onvervalsbare identiteitsdocumenten te bezorgen.

Voorts betwijfelt hij of de toekomstige ministers van Binnenlandse Zaken de nodige objectiviteit aan de dag zullen leggen bij de toepassing van het spreidingsplan voor de asielzoekers. Die ministers lijken over een te ruime beoordelingsbevoegdheid te zullen gaan beschikken : aan welke beoordelingscriteria moet de minister of zijn gevormachte zich houden ? De wet moet die criteria vaststellen.

Spreker vraagt zich bovendien af of de minister van plan is in het kader van het spreidingsplan voor de asielzoekers het tot hiertoe gebruikte criterium « 1 (asielzoeker) per 1 000 (inwoners) » te laten varen.

Talrijke gemeenten hebben dat criterium als argument gebruikt — net als de gemeente Mol trouwens die de 33^e vluchteling had geweigerd omdat ze slechts 32 000 inwoners telt —, hoewel het criterium op zich het voordeel biedt dat het niet enkel een welbepaalde regio maar de hele Staat sensibiliseert.

Enfin, ne conviendrait-il pas, dans le calcul des quotas de réfugiés par commune, d'ajouter un critère correctif supplémentaire, à savoir celui de la présence de populations étrangères non CE, lesquelles posent également des problèmes ?

M. Viseur souhaiterait obtenir le texte du projet d'arrêté royal définissant, en exécution de l'article 54 de la loi du 15 décembre 1980, les critères de répartition des demandeurs d'asile.

Il se demande également si l'on ne pourrait pas, dans le cadre de cette discussion générale, examiner la portée de cet arrêté royal et les problèmes éventuels qu'il peut susciter.

M. De Man se demande dans quelle mesure le présent projet est contraignant pour les autorités locales qui refuseraient d'inscrire les demandeurs d'asile selon le plan de répartition susvisé.

M. Grimberghs souhaite disposer de la note de presse du Ministre détaillant la portée du plan de répartition des réfugiés politiques ainsi que de précisions relatives au mécanisme de ce plan.

Après avoir relevé que les amendements au présent projet déposés par le Gouvernement visent à assortir le plan de répartition de diverses sanctions, il constate que le Gouvernement s'est rendu compte de la nécessité de contraindre les communes à observer le plan de répartition.

M. Beysen juge peu clair le système proposé. De plus, le calendrier retenu pour l'arrêté royal à prendre en exécution de l'article 54 de la loi du 15 décembre 1980 apparaît peu judicieux : il aurait été préférable qu'il soit adopté simultanément à la loi du 6 mai 1993 modifiant la loi du 15 décembre 1980.

Il est en outre regrettable que cet arrêté royal en projet fasse déjà l'objet d'un commentaire dans une publication d'*INBEL*, alors qu'il n'a pas encore été signé par le Roi.

L'orateur signale par ailleurs que l'Union des villes et des communes belges souhaite « que l'exécution du projet de loi soit accompagnée de l'octroi, dans le chef de l'autorité fédérale, de garanties fermes sur le plan de ses propres possibilités et de sa propre volonté pour maîtriser l'ensemble de la procédure d'accueil des réfugiés ».

Faut-il en conclure que le texte proposé est susceptible d'entrainer des charges supplémentaires pour les communes ?

M. Van houtte se demande si la catégorie d'immigrés prise en considération en Communauté flamande dans le cadre de projets de lutte contre l'exclusion sociale, ne devrait servir de critère correctif sur le plan du calcul des quotas de demandeurs d'asile par commune.

M. Vanleenhove est d'avis que, pour écarter toute démagogie et toutes réactions insensées, il serait

Zou er bij de berekening van de quota's voor vluchtelingen per gemeente niet beter rekening worden gehouden met een bijkomend corrigerend criterium, met name de aanwezigheid van vreemdelingen van buiten de EU, aangezien die ook een probleem vormen ?

De heer Viseur zou graag kunnen beschikken over de tekst van het ontwerp van koninklijk besluit ter uitvoering van artikel 54 van de wet van 15 december 1980 dat de criteria bepaalt voor de spreiding van de asielzoekers.

Hij vraagt zich ook af of in het raam van deze algemene besprekking niet kan worden onderzocht wat de draagwijdte van dat koninklijk besluit is en tot welke problemen het kan leiden.

De heer De Man vraagt in welke mate het onderhavige ontwerp bindend is voor de plaatselijke overheden die zouden weigeren om asielzoekers in te schrijven op de wijze die het hierboven bedoelde spreidingsplan bepaalt.

De heer Grimberghs wenst te beschikken over het persbericht waarin de minister de draagwijdte van het spreidingsplan voor politieke vluchtelingen in detail uiteenzet, en wil ook graag verduidelijkingen omtrent de regeling die dat plan voorstelt.

Hij merkt op dat de amendementen van de regering op het onderhavige ontwerp ertoe strekken het spreidingsplan te koppelen aan verschillende sancties en constateert dat de regering blijkbaar beseft dat de gemeenten ertoe zullen moeten worden verplicht het spreidingsplan in acht te nemen.

Vergels de heer Beysen is de regeling nogal ondoorzichtig. Overigens lijkt het tijdpad dat is uitgezet voor het koninklijk besluit dat ter uitvoering van artikel 54 van de wet van 15 december 1980 moet worden genomen, weinig oordeelkundig. Beter ware geweest dat koninklijk besluit gelijktijdig met de wet van 6 mei 1993 tot wijziging van de wet van 15 december 1980 aan te nemen.

Voorts is het jammer dat in een *INBEL*-publikatie al commentaar wordt gegeven op dit ontwerp van koninklijk besluit, ofschoon de Koning het nog niet heeft ondertekend.

Vervolgens stipt spreker aan dat de uitvoering van het wetsontwerp volgens de Vereniging van Belgische Steden en Gemeenten gepaard moet gaan met het verstrekken door de federale overheid van solide garanties in verband met haar eigen vermogen en vaste wil om de gehele procedure voor de opvang van vluchtelingen in de hand te houden.

Mag daaruit worden afgeleid dat de tekst in ontwerp bijkomende lasten voor de gemeenten kan meebringen ?

De heer Van houtte vraagt zich af of de categorie van migranten die de Vlaamse Gemeenschap in het raam van haar kansarmoedeprojecten heeft bepaald niet als corrigerend criterium moet worden gehanteerd voor de berekening van de quota asielzoekers die elke gemeente moet opvangen.

Vergels de heer Vanleenhove ware het verstandig mocht worden bepaald wat er in verband met de

utile d'établir ce à quoi les communes peuvent s'attendre en matière d'accueil de candidats-réfugiés, surtout pour ce qui concerne le nombre de ces derniers.

REPONSES DU MINISTRE AUX REPLIQUES DES MEMBRES

En réponse à M. Pivin, *le ministre de l'Intérieur* indique que le projet vise à rendre même les personnes inscrites dans le registre d'attente porteurs de documents aussi infalsifiables que possible. La question est en tout cas étudiée en ce sens.

Par ailleurs, il convient de rappeler que la répartition des demandeurs d'asile se fonde sur un critère de base (pourcentage du nombre d'habitants de la commune par rapport ou au total de la population), corrigé par les deux facteurs suivants :

- le revenu moyen imposable des habitants de la commune;
- le nombre existant de personnes à charge du CPAS.

Il n'est nullement question d'ajouter un troisième facteur de correction, qui serait celui de la présence d'étrangers dans la commune considérée, si ces étrangers sont en séjour régulier en Belgique.

Si, sur la base des critères énoncés ci-dessus, une commune doit accueillir 300 demandeurs d'asile et une autre commune 600, il ne sera pas attribué 300 demandeurs d'asile à chacune d'elles de sorte que l'une atteindrait son quota alors que l'autre en serait très éloignée. La répartition entre l'ensemble des communes s'opérera de manière progressive et harmonieuse nonobstant le fait que le ministre ou son délégué jouissent d'un pouvoir discrétionnaire pour l'attribution d'un lieu d'inscription.

Toutefois, le Parlement (notamment) peut aisément contrôler, par le biais du registre d'attente, le nombre effectif de demandeurs d'asile envoyés dans chaque commune.

Par ailleurs, le plan actuel de répartition des candidats-réfugiés, fondé sur le critère d' « un (demandeur d'asile) pour 1 000 (habitants) », présentait deux grands inconvénients :

a. Compte tenu du fait qu'il n'y a que 10 millions de Belges, si 20 000 réfugiés se présentaient en un an en Belgique, cela signifiait qu'il y avait 10 000 réfugiés qui ne pouvaient, en principe, être accueillis par les communes.

b. Ce plan n'était pas contraignant pour les communes. Certaines d'entre elles hésitaient à inscrire certains candidats-réfugiés. Elles acceptaient les seuls étrangers relativement fortunés, à même de payer les services offerts par elles.

Le présent projet ainsi que l'arrêté royal d'exécution de l'article 54 de la loi du 15 décembre 1980

opvang van kandidaat-vluchtelingen, vooral dan inzake het te verwachten aantal, voor de gemeenten op til staat. Zo voorkomt men wat voor demagogie en onzinnige reacties ook.

ANTWOORDEN VAN DE MINISTER OP DE REPLIEKEN VAN DE LEDEN

In antwoord op de heer Pivin wijst *de minister van Binnenlandse Zaken* erop dat het ontwerp ernaar streeft ook aan de in het wachtregister ingeschreven personen documenten af te geven die vrijwel niet te vervalsen zijn. Een en ander wordt in ieder geval vanuit dit oogpunt bestudeerd.

Voorts moet er worden aan herinnerd dat de spreiding van asielzoekers geschiedt op grond van een basiscriterium (percentage van het aantal inwoners per gemeente in verhouding tot de totale bevolking), dat wordt gecorrigeerd door de volgende twee parameters :

- het gemiddeld belastbaar inkomen van de inwoners van de gemeente;
- het aantal personen ten laste van het OCMW.

Het ligt geenszins in de bedoeling daaraan een derde parameter toe te voegen, te weten het aantal vreemdelingen per gemeente, wanneer het gaat om vreemdelingen die regelmatig in België verblijven.

Wanneer op grond van de bovengenoemde criteria de ene gemeente 300 en de andere 600 asielzoekers moet opnemen, zullen aan beide gemeenten niet 300 asielzoekers worden toegewezen, wat voor de ene gemeente zou betekenen dat de quota wordt bereikt, terwijl voor de andere gemeente hiermee de quota van verre niet wordt benaderd. Het is de bedoeling om de spreiding over alle gemeenten te laten gebeuren op een geleidelijke en harmonieuze manier, ook al beschikt de minister of zijn gemachtigde bij de toewijzing van een plaats van inschrijving over een discrétaire bevoegdheid.

Het zal (inzonderheid) voor het Parlement eenvoudig zijn om aan de hand van het wachtregister te controleren hoeveel asielzoekers daadwerkelijk naar iedere gemeente worden verwezen.

Het huidige spreidingsplan op grond van het beginsel « 1 (asielzoeker) per 1 000 (inwoners) » heeft overigens twee nadelen :

a. In aanmerking nemend dat er 10 miljoen Belgen zijn, en dat in een bepaald jaar 20 000 personen een asielaanvraag indienen, impliceert zulks dat 10 000 vluchtelingen in principe niet in de gemeenten zouden kunnen worden opgevangen.

b. Dat plan was voor de gemeenten niet bindend. Sommige gemeenten aarzelden dan ook om bepaalde kandidaat-vluchtelingen in te schrijven en accepteerden alleen eerder gegoede vluchtelingen, die de geboden diensten konden betalen.

Samen met het besluit tot uitvoering van artikel 54 van de wet van 15 december 1980 legt dit

rendront au contraire le (nouveau) plan de répartition des demandeurs d'asile contraignant à l'égard des communes. Le Ministre concerné (ou son délégué) pourra inscrire d'office les candidats-réfugiés dans une commune déterminée. Si celle-ci refuse de le faire, le Ministre pourra envoyer un commissaire spécial pour les y inscrire de force.

En réponse à M. Van houtte, le ministre indique que, dans la mesure où les immigrés pris en considération en Communauté flamande dans le cadre de projets de lutte contre l'exclusion sociale sont des bénéficiaires du minimex, ils entreront en ligne de compte en tant que correctif dans le calcul des quotas de répartition; par contre, ils ne compteront pas comme demandeurs d'asile, étant donné qu'ils n'ont généralement pas cette qualité : il s'agit en effet d'étrangers qui séjournent légalement en Belgique.

En réponse à M. Dewinter, le ministre renvoie à son exposé, lequel ne laisse aucun doute : le plan de répartition obéit aux règles arithmétiques qui ont été décrites ci-dessus (cf. point 4).

En ce qui concerne les demandeurs d'asile déjà présents en Belgique, ceux-ci ne seront pas répartis dans le Royaume en exécution du plan de répartition : seuls les nouveaux demandeurs le seront.

Toutefois, l'on tiendra compte, dans le calcul des quotas par commune, du nombre de demandeurs déjà répartis en fait; ce qui signifie qu'on n'inscrira plus aucun candidat-réfugié dans des communes qui possèdent déjà plus que leur quote-part (comme Anvers par exemple).

Par ailleurs, en raison du rattrapage dans le traitement des dossiers en attente, les CPAS ne devront plus allouer le minimex aux demandeurs d'asile qui, non reconnus, auront dû quitter le territoire.

Enfin, il serait étonnant que le système proposé entraîne une charge accrue d'inscriptions de demandeurs d'asile — résultant du nombre de candidats réfugiés reconnus — puisqu'en règle générale, 5 % au maximum des demandeurs d'asile sont reconnus.

En réponse à MM. Viseur et Grimberghs, le ministre communique à la Commission la note de presse demandée. Il précise toutefois qu'il ne peut à ce stade ni fournir de projections chiffrées ni le projet d'arrêté royal d'exécution de l'article 54 (*nouveau*) de la loi du 15 décembre 1980, et ce, pour les motifs suivants :

1. toutes les données n'ont pas encore été systématiquement demandées à l'INS;
2. le Conseil d'Etat n'a pas encore rendu son avis sur le projet d'arrêté royal.

Toutefois, dès que le Roi aura signé cet arrêté, son texte sera communiqué aux membres de la Commission.

ontwerp het (nieuwe) spreidingsplan voor asielzoekers evenwel op aan de gemeenten. De bevoegde minister (of zijn gemachtigde) kunnen ambtshalve kandidaat-vluchtelingen in een bepaalde gemeente inschrijven. Als die dat weigert, kan de minister een bijzonder commissaris sturen om ze ertoe te dwingen die mensen in te schrijven.

In antwoord op de opmerkingen van de heer Van houtte, wijst de minister erop dat de migranten die in de Vlaamse Gemeenschap in aanmerking komen voor de kansarmoedeprojecten worden meegerekend voor de bijsturingen in de spreidingsquota's, althans voor zover hen een bestaansminimum wordt uitgekeerd. Zij worden daarentegen niet als asielzoekers beschouwd, aangezien zij over het algemeen niet in die hoedanigheid naar België zijn gekomen. Meestal gaat het immers om legaal in het land verblijvende vreemdelingen.

Voor zijn antwoord op de opmerkingen van de heer Dewinter, verwijst de minister naar zijn uiteenzetting, waarin hij er geen twijfel over liet bestaan dat het spreidingsplan wel degelijk aan bovengenoemde rekenkundige regels beantwoordt (cf. punt 4).

Het spreidingsplan zal niet worden toegepast voor de asielzoekers die nu al in België verblijven : alleen nieuwe asielzoekers zullen volgens het plan over het grondgebied van het land worden gespreid.

Bij de berekening van de quota's die aan de gemeenten worden opgelegd, zal men wel rekening houden met het aantal asielzoekers dat feitelijk al over de verschillende gemeenten is verspreid. Dat houdt in dat gemeenten die de hen toegezwezen quota al hebben overschreden (zoals Antwerpen bijvoorbeeld) geen nieuwe kandidaat-vluchtelingen meer zullen moeten opnemen.

In de hangende dossiers moet een achterstand worden weggewerkt. Daarom zullen de OCMW's niet langer het bestaansminimum moeten uitkeren aan asielzoekers die niet als dusdanig werden erkend en dus het grondgebied hadden moeten verlaten.

Tot slot zou het hem verbazen als de voorgestelde regeling als gevolg van het aantal vluchtelingen dat als dusdanig wordt erkend, een toevloed van inschrijvingen van asielzoekers zou meebringen. Over het algemeen wordt immers hooguit 5 % van de asielzoekers erkend.

De minister gaat vervolgens in op de vraag van de heren Viseur en Grimberghs en overhandigt de Commissie het gevraagde perscommuniqué. Hij voegt er evenwel aan toe dat hij noch de prognoses, noch het ontwerp van koninklijk besluit tot uitvoering van artikel 54 (*nieuw*) van de wet van 15 december 1980 kan voorleggen, en wel om volgende redenen :

1. bij het NIS werden nog niet stelselmatig alle gegevens opgevraagd;
2. de Raad van State heeft over het ontwerp van koninklijk besluit nog geen advies uitgebracht.

Niettemin zal de tekst van dat besluit aan de commissieleden worden bezorgd zodra de Koning het ondertekend heeft.

En réponse à M. Beysen, le Ministre fait valoir que le système proposé est clair et transparent. Tous les éléments nécessaires à son fonctionnement sont présents. Certes, en raison de la méthode de travail requise sur le plan légitique, on ne peut procéder que par étapes (loi, arrêté royal, loi, arrêté royal).

Il en résulte que l'ensemble du système — certes cohérent — ne sera opérationnel qu'au 1^{er} juillet 1994. Par ailleurs, un programme informatique, apte à traiter le texte proposé, est élaboré depuis novembre 1993 au Registre national des personnes physiques. De plus, une cellule est mise sur pied chez le ministre de l'Intégration sociale, de la Santé publique et de l'Environnement en vue de la transmission des données respectives du Commissariat général aux réfugiés et apatrides et de la Commission permanente de recours vers les CPAS.

Le Ministre est par ailleurs conscient du fait que le présent projet ne sera pas aisément à faire appliquer, en particulier par certaines communes auprès desquelles les réfugiés sont envoyés.

Il rappelle que des réactions ont en fait surgi lorsque certaines communes ont été confrontées à des réfugiés (par exemple, des Ghanéens) dont personne ne connaissait ni l'origine, ni la raison de la venue et qui ne parvenaient pas eux-mêmes à fournir la justification de leur venue ni à préciser le temps qu'ils comptaient rester en Belgique.

Le Ministre souhaite instaurer un système qui puisse maîtriser ces problèmes. Si cette entreprise réussit, les réactions de la population seront majoritairement positives.

L'instauration du registre d'attente s'inscrit dans le souci de maîtriser l'afflux des candidats-réfugiés. Jusqu'à présent en effet, ces derniers étaient, après leur passage à l'Office des Etrangers, abandonnés à leur sort; cette attitude ne pouvait qu'apparaître scandaleuse à l'égard des véritables réfugiés politiques et susciter les suppositions et suspicions les plus diverses.

D'autre part, il s'agit de combattre le phénomène — réel — des filières.

Enfin, en réponse à M. Vanleenhove, le Ministre précise que, pour une commune de l'importance de Bredene, le plan de répartition se traduira par l'inscription de trois candidats réfugiés pour 1 000 habitants.

In antwoord op een vraag van de heer Beysen verklaart de minister dat de voorgestelde regeling duidelijk en doorzichtig is en dat aan alle vereisten voor een goede werking ervan voldaan is. Ter wille van de werkmethode die op wetgevingstechnisch vlak moet worden gevolgd, kan men weliswaar slechts stapsgewijs tewerk gaan (wet, koninklijk besluit, wet, koninklijk besluit).

Daaruit volgt dat het gehele — weliswaar coherente — systeem pas op 1 juli 1994 operationeel zal zijn. Overigens houdt het rijksregister van de natuurlijke personen zich sinds november 1993 bezig met de voorbereiding van een informaticaprogramma dat geschikt is om de voorgestelde tekst te verwerken. Bovendien wordt bij de minister van Maatschappelijke Integratie, Volksgezondheid en Leefmilieu een cel opgericht om de respectieve gegevens van het Commissariaat-generaal voor de vluchtelingen en staatlozen en van de Vaste Beroepscommissie aan de OCMW's te bezorgen.

De minister is er zich ten andere van bewust dat het in de praktijk niet zal meevallen om het ontwerp te doen toepassen, vooral door bepaalde gemeenten die zich over de vluchtelingen moeten ontfermen.

Hij herinnert aan de reacties die in sommige gemeenten werden uitgelokt door de komst van vluchtelingen (bij voorbeeld Ghanezen) van wie niemand wist vanwaar zij afkomstig waren en evenmin waarom zij hierheen waren gekomen, terwijl zij daar zelf geen uitsluitsel over konden geven en evenmin juist konden zeggen hoelang zij in België dachten te blijven.

De minister is voorstander van de invoering van een systeem waarmee men aan al die problemen het hoofd zou kunnen bieden. Als dat opzet slaagt zullen de reacties van het gros van de bevolking zijns inziens gunstig zijn.

De invoering van het wachtrechtregister beantwoordt aan de bezorgdheid om de toevloed van kandidaat-vluchtelingen niet uit de hand te laten lopen. Tot nog toe werden die personen na hun bezoek aan de Dienst Vreemdelingenzaken aan hun lot overgelaten, een houding die voor de echte politieke vluchtelingen alleen maar aanstootgevend kon zijn, de geruchtenmolen in gang kon zetten en aanleiding kon geven tot alle soorten argwaan.

Daarenboven dient de strijd te worden aangebonden tegen het reële verschijnsel van de illegale circuits.

In antwoord op de heer Vanleenhove verklaart de minister ten slotte dat voor een gemeente met de omvang van Bredene, het plan inzake geografische spreiding zal neerkomen op de inschrijving van drie kandidaat-vluchtelingen op duizend inwoners.

**IV. — AVIS DE LA COMMISSION
DE LA SANTE PUBLIQUE ET
DE L'ENVIRONNEMENT**

Le rapporteur, *M. Hancké*, précise que la Commission de la Santé publique et de l'Environnement a émis un avis globalement favorable sur le projet de loi à l'examen au cours de sa réunion du 1^{er} mars 1994.

Elle se réjouit tout d'abord que l'on confère à présent un caractère contraignant au plan de répartition (la répartition équilibrée des demandeurs d'asile entre toutes les communes du Royaume) et que l'on prévoie par conséquent de sanctionner les communes qui ne respectent pas ce plan.

Elle demande par ailleurs que le texte de l'amendement n° 2 du gouvernement (Doc. n° 1281/2, p. 2) soit adopté de manière à ce qu'outre les communes, les CPAS puissent proposer un logement et soient par conséquent autorisés à apporter la preuve qu'ils ont fait cette proposition.

La Commission insiste en outre pour que l'on applique de manière cohérente la loi du 2 avril 1965 relative à la prise en charge des secours accordés par les commissions d'assistance publique.

Il est demandé au ministre de la Santé publique d'élaborer, après l'adoption du projet de loi à l'examen, une circulaire (à l'usage des communes et des CPAS) expliquant la procédure et fixant le montant de l'aide sociale à accorder aux demandeurs d'asile en vertu de la loi (voir annexe).

Le ministre de l'Intérieur annonce qu'il préparera cette circulaire en collaboration avec le ministre de la Santé publique.

Il renvoie également à l'amendement n° 9 du gouvernement (Doc. n° 1281/7, p. 1), qui donne au Roi la possibilité de fixer l'entrée en vigueur de la loi au moment où toutes les mesures pourront être appliquées effectivement.

Il sera en outre organisé une concertation par province avec les bourgmestres à propos de l'application concrète de la loi en projet.

*
* * *

Afin de répondre aux souhaits de la Commission de la Santé publique et de l'Environnement, *MM. Grimberghs, Bertouille, Hancké et Van Eetvelt* présentent à l'amendement n° 2 du gouvernement un sous-amendement (n° 12, Doc. n° 1281/7, p. 4) qui tend à remplacer le deuxième alinéa par la disposition suivante :

« Le précédent alinéa n'est pas applicable si le centre public d'aide sociale ou la commune fait la preuve qu'il ou elle a proposé sur son territoire, un logement public ou privé décent et adapté aux moyens du candidat réfugié politique. »

**IV. — ADVIES VAN DE COMMISSIE
VOOR DE VOLKSGEZONDHEID
EN HET LEEFMILIEU**

De heer Hancké, rapporteur, deelt mede dat de Commissie voor de Volksgezondheid en het Leefmilieu tijdens haar vergadering van 1 maart 1994 een, *in globo* gunstig advies heeft uitgebracht over dit wetsontwerp.

Zij verheugt er zich eerst en vooral over dat aan het spreidingsplan (de evenwichtige spreiding van de asielvragers over alle gemeenten van het Rijk) thans een bindend karakter wordt gegeven en dat bijgevolg voorzien wordt in een sanctie voor die gemeenten die dit plan niet zouden respecteren.

Zij vraagt verder dat de tekst van amendement n° 2 van de regering (Stuk n° 1281/2, blz. 2) derwijze zou worden aangepast dat niet enkel de Gemeenten maar ook de OCMW's zouden worden betrokken bij het verschaffen van huisvesting en bijgevolg de toestemming zouden krijgen dit aanbod te bewijzen.

De Commissie dringt verder aan op een coherente toepassing van de wet van 2 april 1965 betreffende het ten laste nemen van de steun verleend door de openbare centra voor maatschappelijk welzijn.

Aan de minister van Volksgezondheid wordt gevraagd na de aanneming van het wetsontwerp een circulaire uit te werken waarin (ten behoeve van de gemeenten en OCMW's) de procedure wordt toegelicht en waarin ook het bedrag van de krachtens de wet aan de asielzoekers te verlenen maatschappelijke bijstand wordt vastgesteld (zie bijlage).

De minister van Binnenlandse Zaken kondigt aan dat hij samen met de minister van Volksgezondheid deze circulaire zal opstellen.

Hij verwijst ook naar amendement n° 9 (Stuk n° 1281/7, blz. 1) van de regering dat aan de Koning de mogelijkheid biedt om de inwerkingtreding van de wet te bepalen op het ogenblik dat alle maatregelen effectief kunnen worden toegepast.

Per provincie zal daarenboven met de betrokken burgemeesters overleg worden gepleegd over de concrete toepassing van deze wet.

*
* * *

Teneinde tegemoet te komen aan de wensen van de Commissie voor de Volksgezondheid en het Leefmilieu dienen *de heren Grimberghs, Bertouille, Hancké en Van Eetvelt* een subamendement (n° 12 — Stuk n° 1281/7, blz. 4) in op amendement n° 2 van de regering, waarbij het tweede lid wordt vervangen door wat volgt :

« Vorig lid is niet van toepassing indien het openbaar centrum van maatschappelijk welzijn of de gemeente kan bewijzen dat het of dat zij op het eigen grondgebied een behoorlijk en aan het inkomen van de kandidaat-politieke vluchteling aangepast openbaar of privé logies heeft aangeboden. »

Le ministre de la Santé publique marque son accord sur cet amendement.

Il estime d'ailleurs qu'il pourrait être envisagé de présenter un amendement visant à insérer dans l'article 1^{er} de la loi du 19 juillet 1991, tel qu'il est modifié par l'article 1^{er} du présent projet, un nouvel alinéa prévoyant que les registres de la population comprennent le registre où sont inscrits les Belges et les étrangers admis ou autorisés à s'établir et le registre des étrangers où sont inscrits les étrangers, admis ou autorisés à séjourner, à l'exception des étrangers inscrits au registre d'attente visé au 2^e.

Le ministre estime qu'il serait ainsi tenu compte des observations du Conseil d'Etat.

V. — DISCUSSION DES ARTICLES

Article 1^{er}

En guise d'introduction, *le ministre de l'Intérieur* explique qu'il faut en tout état de cause réglementer la présence des demandeurs d'asile sur le territoire du Royaume.

Il entre en outre dans les intentions du gouvernement de répartir équitablement ces demandeurs d'asile entre les différentes communes, en fonction de la capacité financière de celles-ci, ce qui n'est possible qu'en attribuant une résidence fixe à chaque candidat réfugié.

Le ministre ne croit pas qu'un tel système puisse être contraire à la Convention européenne des droits de l'homme.

Une fois que l'intéressé aura obtenu le statut de réfugié, il pourra évidemment s'établir ailleurs (par exemple, en vue de retrouver sa famille).

Le ministre renvoie également à l'amendement n° 10 du gouvernement (Doc. n° 1281/7, p. 2) tendant à insérer un article 6bis (*nouveau*), qui vise à inciter les candidats réfugiés à respecter le plan de répartition grâce à l'indication du CPAS qui est compétent pour leur accorder éventuellement l'aide sociale. Il se pourra toutefois toujours qu'un candidat réfugié soit inscrit à la fois au registre d'attente de la commune où il réside effectivement, cependant que le lieu d'inscription désigné soit une autre commune où il peut obtenir l'aide du CPAS.

M. Grimberghs renvoie à l'exposé qu'il a fait au cours de la discussion générale.

L'article 1^{er}, 2^e, deuxième alinéa, prévoit que lorsqu'un étranger qui s'est déclaré réfugié ou qui a demandé la reconnaissance de la qualité de réfugié est rayé des registres de la population mais continue

De minister van Volksgezondheid stemt in met dit amendement.

Hij vraagt zich trouwens af of geen amendement zou kunnen worden ingediend waarbij in artikel 1 van de wet van 19 juli 1991, zoals gewijzigd bij artikel 1 van onderhavig ontwerp, zou bepaald worden dat de bevolkingsregisters het register omvatten waarin de Belgen en de vreemdelingen worden ingeschreven die toegelaten of gemachtigd zijn om zich in het Rijk te vestigen alsmede het vreemdelingenregister, waarin de vreemdelingen worden ingeschreven die toegelaten of gemachtigd zijn om in het Rijk te verblijven, met uitzondering van de vreemdelingen die ingeschreven zijn in het in 2^e bedoelde wachtrechtregister.

De minister meent dat aldus zou worden tegemoetgekomen aan de opmerkingen van de Raad van State.

V. — ARTIKELSGEWIJZE BESPREKING

Artikel 1

Bij wijze van inleiding legt *de minister van Binnenlandse Zaken* uit dat het hoe dan ook nodig is de aanwezigheid van asielzoekers op het grondgebied van het Rijk te regelen.

Daarenboven wil de regering deze asielzoekers op een billijke manier over de gemeenten verspreiden in functie van de financiële draagkracht van deze laatsten. Dit is enkel mogelijk door het toewijzen aan iedere kandidaat-vluchteling van een vaste verblijfplaats.

De minister gelooft niet dat zulks strijdig kan zijn met het Europees Verdrag voor de rechten van de mens.

Wanneer de betrokken echter het statuut van vluchteling heeft bekomen is hij uiteraard vrij zich (bijvoorbeeld in het kader van de hereniging met zijn familie) elders te vestigen.

De minister verwijst ook naar amendement n° 10 van de regering (Stuk n° 1281/7, blz. 2) tot invoeging van een nieuw artikel 6bis, dat bedoeld is om de kandidaat-vluchtelingen ertoe aan te zetten het spreidingsplan na te leven via de aanduiding van het OCMW, dat bevoegd is om hen eventueel sociale steun te verlenen. Het blijft echter mogelijk dat een kandidaat-vluchteling terzelfderaad ingeschreven is in het wachtrechtregister van de gemeente waar hij feitelijk verblijft en dat daarnaast als plaats van inschrijving is aangeduid een andere gemeente waar hij steun kan krijgen van het OCMW.

De heer Grimberghs verwijst naar zijn interventie tijdens de algemene besprekking.

Luidens artikel 1, 2^e, tweede lid, wordt een vreemdeling die zich vluchteling heeft verklaard of die vraagt om als vluchteling te worden erkend, wanneer hij uit de bevolkingsregisters wordt geschrapt doch

à sejourner dans la commune, il est inscrit au registre d'attente. Quel est l'objet de cette disposition ?

L'intéressé sera-t-il rayé d'office des registres de la population. Quel est la relation entre l'article 1^{er} et la disposition transitoire figurant à l'article 12 ?

Le ministre de l'Intérieur précise qu'il s'agit d'un étranger qui est (déjà) inscrit aux registres de la population et qui demande ensuite le statut de réfugié.

Tant qu'il est inscrit dans les registres de la population, il ne sera pas inscrit dans le registre d'attente après avoir introduit sa demande.

Toutefois, si par la suite, il est rayé des registres de la population pour l'une ou l'autre raison, il sera alors inscrit dans le registre d'attente.

L'article 12 concerne par contre une disposition transitoire applicable à ceux qui, en leur qualité de demandeurs du statut de réfugié, sont inscrits dans le registre des étrangers, indépendamment du fait que leur demande ait été déclarée recevable ou non.

Seuls les étrangers qui, à titre vraiment exceptionnel, avaient déjà une autorisation de séjour ordinaire avant de demander le statut de réfugié, resteront donc inscrits au registre des étrangers.

*
* * *

Mme Vogels peut souscrire à la *ratio legis* du texte proposé qui vise à l'enregistrement des réfugiés qui entrent sur le territoire belge; et ce, dans la perspective de l'attribution d'une résidence déterminée. Elle ne comprend toutefois pas la teneur de l'avis du Conseil Etat quant au fond : la situation actuelle — dans laquelle les réfugiés sont logés par dizaines dans des conditions inhumaines dans de véritables réduits — est plus contraire aux droits de l'homme que le texte proposé.

Par ailleurs, l'intervenante conteste la bonne volonté de certaines communes, qui en période prélectorale, préfèrent que l'Etat limite le remboursement des frais d'aide sociale alloués par leur CPAS à 50 % (dans l'hypothèse où le demandeur d'asile bénéficiaire de l'aide sociale ne réside pas dans la commune concernée) pour ne pas devoir montrer des réfugiés dans leurs rues.

En outre, ces communes préfèrent, dans cette même hypothèse, se décharger des bénéficiaires supplémentaires potentiels de l'aide sociale plutôt que d'accomplir de réels efforts pour accueillir ces réfugiés.

De plus, l'avis du Conseil d'Etat afférent aux amendements gouvernementaux (Doc. n° 1281/5) ne simplifie pas les choses et permet en outre de telles (nombreuses) échappatoires que l'on peut craindre des réactions électoralistes.

in de gemeente verblijf blijft houden, in het wachtrechtregister ingeschreven. Wat is de bedoeling van deze bepaling ?

Wordt de betrokkenen van ambtswege uit de bevolkingsregisters geschrapt ? Welk is het verband tussen artikel 1 en de in artikel 12 vervatte overgangsbepaling ?

De minister van Binnenlandse Zaken legt uit dat het gaat om een vreemdeling die (reeds) ingeschreven is in de bevolkingsregisters en vervolgens het statuut van vluchteling aanvraagt.

Zolang hij ingeschreven blijft in de bevolkingsregisters wordt hij na zijn aanvraag niet in het wachtrechtregister opgenomen.

Wanneer hij later evenwel na zijn aanvraag om één of andere reden uit de bevolkingsregisters wordt geschrapt wordt hij wel in het wachtrechtregister opgenomen.

Artikel 12 daarentegen betreft een overgangsbepaling voor diegenen die momenteel reeds wegens hun hoedanigheid van aanvragers van het statuut van vluchteling in het vreemdelingenregister zijn ingeschreven, ongeacht of hun aanvraag al dan niet reeds ontvankelijk is verklaard.

Alleen die vreemdelingen die bij hoge uitzondering reeds een gewone verblijfsvergunning hadden vooraleer ze het statuut van vluchteling aanvroegen blijven dus ingeschreven in het vreemdelingenregister.

*
* * *

Mevrouw Vogels kan zich terugvinden in de *ratio legis* van de tekst in ontwerp die ertoe strekt de vreemdelingen die het Belgische grondgebied betreden, te registreren teneinde hen een bepaalde verblijfplaats toe te wijzen. Ze heeft het evenwel moeilijk met de inhoud van het advies van de Raad van State over de grond van de zaak. De huidige toestand, waarbij de vluchtelingen in onmenselijke omstandigheden met tientallen in echte hokken worden ondergebracht, druist sterker in tegen de mensenrechten dan de ontworpen tekst.

Voorts betwijfelt spreekster de goede wil van sommige gemeenten. Nu de verkiezingen eraan komen, geven ze er namelijk de voorkeur aan dat de Staat de kosten voor sociale bijstand die door hun OCMW zijn gedaan slechts voor 50 % terugbetaalt (in geval de bijstandsgerechtigde asielzoeker niet in de betrokken gemeente verblijft), teneinde de vreemdelingen zoveel mogelijk uit het straatbeeld te weren.

Overigens verkiezen de gemeenten om zich in een dergelijk geval te ontdoen van mogelijke bijkomende bijstandsgerechtigden, in plaats van zich echt in te zetten voor de opvang van die vluchtelingen.

Bovendien maakt het advies van de Raad van State over de amendementen van de regering (Stuk n° 1281/5) de zaken er niet eenvoudiger op en opent het zoveel dergelijke achterpoortjes dat electoraal geïnspireerde reacties niet uitgesloten zijn.

Mme Vogels n'est par ailleurs pas favorable au plan de répartition des candidats réfugiés politiques dans les différentes communes du Royaume. La plupart de ces communes ne souhaitent pas les accueillir et il faut également tenir compte du fait que 95 % des demandes d'asile sont, en définitive, rejetées.

L'intervenante préconise plutôt, certainement si l'on s'oriente vers un délai de procédure de 8 mois, un accueil collectif des candidats réfugiés dans des centres à échelle réduite qui collaborent avec des organisations non gouvernementales. Dans ce cadre, l'on devrait également pouvoir désigner un lieu de résidence obligatoire pour les candidats réfugiés.

*
* * *

M. Beysen souscrit à la première partie de l'exposé de Mme Vogels. L'avis du Conseil d'Etat afférent aux amendements du gouvernement permet en effet de nombreuses échappatoires.

L'orateur déclare ensuite qu'il peut se rallier à la *ratio legis* du projet mais il réitère ses craintes en ce qui concerne les possibilités d'application de celui-ci : le texte proposé devient tellement complexe que de nombreuses arguties seront invoquées pour ne pas devoir l'appliquer.

En ce qui concerne le plan de répartition des demandeurs d'asile en tant que tel, l'orateur fait observer que la visite faite avec la Commission aux centres de transit de Melsbroek et de Steenokkerzeel lui a fait comprendre que de nombreux centres d'accueil, même s'ils sont trop onéreux, sont nécessaires tant que la procédure de reconnaissance de la qualité de réfugié nécessite un trop long délai.

Il conviendrait en tout cas de raccourcir cette procédure et, singulièrement, celle de recours.

Apparemment, le gouvernement ne souhaite pas s'engager dans cette voie et il ne dispose pas non plus d'une majorité pour ce faire.

*
* * *

Le ministre indique que tous peuvent souscrire au principe du maintien de l'Etat de droit et à l'acceptation des procédures qui lui sont inhérentes et des garanties que celles-ci comportent. Par ailleurs, quelle que soit la longueur de la procédure de reconnaissance de la qualité de réfugié, le registre d'attente sera toujours nécessaire étant donné la situation dramatique qui persiste depuis des années.

Le ministre souligne que ce ne sont pas des motifs personnels qui l'ont amené à transférer la politique des étrangers du Département de la Justice au Mi-

Mevrouw Vogels kant zich overigens tegen het plan om de kandidaat-politieke vluchtelingen over de verschillende gemeenten van het Koninkrijk te spreiden. De meeste gemeenten verzetten zich tegen de opvang van vluchtelingen. Daarenboven moet er mee rekening worden gehouden dat 95 % van de asielaanvragen uiteindelijk wordt verworpen.

Sprekster is veeleer gewonnen voor een collectieve opvang van de kandidaat-vluchtelingen in kleinschalige centra die met NGO's samenwerken, zeker als het bedoeling is tot een proceduretermijn van 8 maanden te komen. In dat verband zou het ook mogelijk moeten zijn om de kandidaat-vluchtelingen een verplichte verblijfsplaats op te leggen.

*
* * *

De heer Beysen sluit zich aan bij het eerste gedeelte van de uiteenzetting van mevrouw Vogels. Het advies van de Raad van State over de amendementen van de regering openet inderdaad tal van achterpoortjes.

Spreker zegt voorts dat hij met de *ratio legis* van het ontwerp kan instemmen, maar herhaalt zijn vrees inzake de uitvoeringsmogelijkheden van het ontwerp : de tekst in ontwerp wordt zo complex dat tal van spitsvondigheden zullen worden ingeroepen om hem niet te moeten toepassen.

Wat het spreidingsplan van de asielzoekers op zich betreft, merkt spreker op dat het bezoek van de Commissie aan de transitcentra van Melsbroek en Steenokkerzeel hem heeft geleerd dat er behoeft is aan veel meer opvangcentra (ook al zijn ze te duur), zolang de procedure om een vluchteling te erkennen zo lang aansleept.

Die procedure, en in het bijzonder de beroepsprocedure, behoort in elk geval te worden ingekort.

De regering wil daar blijkbaar niet op ingaan en kan evenmin op een meerderheid rekenen om dat te doen.

*
* * *

De minister wijst erop dat iedereen het eens is met het principe dat de rechtsstaat moet worden gehandhaafd en dat vrede moet worden genomen met de procedures die er inherent aan zijn en met de garanties die ze inhouden. Gelet op de dramatische toestand die reeds jarenlang aansleept, zal een wachtrechter hoe dan ook steeds noodzakelijk zijn, ongeacht de tijd die de procedure voor de erkenning als politieke vluchteling in beslag neemt.

De minister onderstreept dat hij het vreemdelingenbeleid van het departement van Justitie niet om persoonlijke redenen naar het ministerie van Bin-

mistère de l'Intérieur, mais bien les raisons suivantes :

1. D'une part, l'état d'esprit au Ministère de la Justice qui est tout à fait différent. Jusqu'à présent, les demandeurs d'asile se présentaient au « Petit Château », recevaient un document administratif (conforme au modèle figurant à l'annexe 26) certifiant qu'ils s'étaient déclarés réfugiés et puis disparaissaient on ne sait où.

Une telle situation était intolérable et non administrable car l'on permettait aux demandeurs d'asile, ce qu'on n'autorise à aucun belge, à savoir ne pas avoir d'adresse déterminée. L'instauration du registre d'attente tend précisément à y remédier.

2. D'autre part, il convient de créer une administration de la population, informatisée, auprès du Service du Registre national des personnes physiques; dont dépendrait n'importe quel ressortissant : belge, non belge, ressortissant ou non ressortissant de l'Union européenne.

Le ministre fait ensuite observer que le législateur peut sans doute décider d'outrepasser l'avis du Conseil d'Etat mais qu'en ce qui concerne le texte proposé, il est déconseillé de le faire sous peine de voir les particuliers s'adresser au même Conseil d'Etat (et obtenir gain de cause) : la procédure de reconnaissance de la qualité de réfugié s'allongera d'autant.

Le ministre relève par ailleurs les divergences d'appréciation entre les différentes chambres du Conseil d'Etat quant à leur compétence en matière de suspension de décisions prises à l'égard des réfugiés et ce, malgré la clarté du texte légal applicable en l'occurrence. Il se concertera dès lors avec le Premier Président du Conseil d'Etat dans le but d'assurer une unité d'interprétation tout au moins au sein des chambres réunies du Conseil d'Etat.

Répondant à Mme Vogels, le ministre indique qu'il n'est pas cohérent de vouloir créer des centres d'accueil de réfugiés à échelle réduite, sachant qu'il y a eu 26 000 demandes d'asile en 1993. Le nombre de ces demandes est certes en diminution grâce aux mesures adoptées par le gouvernement (moins de 1 200 pour le mois de février 1994) mais il s'élève encore à 15 000 par an.

On peut également se demander combien de demandeurs d'asile ces centres d'accueil en question pourraient accueillir.

Toujours est-il qu'en toute hypothèse, 15 000 demandeurs d'asile doivent pouvoir être répartis dans les différentes communes, voire plus si les conflits s'étendent dans certains Etats comme l'ex-Yougoslavie ou l'Ukraine par exemple.

Répondant à M. Beysen, le ministre signale qu'il n'est pas possible de raccourcir davantage la procédure de reconnaissance de la qualité de réfugié, sans courir le risque qu'elle ne dure plus longtemps qu'actuellement.

nenlandse Zaken heeft overgeheveld, maar wel om de volgende redenen :

1. Enerzijds is de ingesteldheid bij het ministerie van Justitie volkomen anders. Tot nu toe ontvingen de asielzoekers die zich op het « Klein Kasteeltje » meldden een bestuursdocument (conform het model in bijlage 26) waarin werd verklaard dat ze zich als vluchteling hadden gemeld. Nadien waren ze spoellos.

Een dergelijke toestand was onaanvaardbaar en administratief niet bij te houden. Op die manier waren asielzoekers niet verplicht een vast adres te hebben, terwijl dat aan Belgen niet wordt toegestaan. De instelling van een wachtrecht moet hierin juist verandering brengen.

2. Anderzijds moet bij het Rijksregister van natuurlijke personen een bestuur « Bevolking » worden opgericht en geïnformatiseerd. Alle ingezetenen zouden daar moeten worden geregistreerd : zowel Belgen als niet-Belgen en zowel EU-ingezetenen als niet-EU-ingezetenen.

De minister merkt op dat de wetgever ongetwijfeld kan beslissen om het advies van de Raad van State naast zich neer te leggen, maar het is niet geraden om dat voor de voorgestelde tekst te doen, aangezien particulieren zich evengoed tot de Raad van State kunnen wenden (en gelijk kunnen krijgen), en dan zou de procedure voor de erkenning als vluchteling nog veel langer duren.

De minister onderstreept dat de diverse kamers van de Raad van State hun bevoegdheid inzake de opschatting van beslissingen met betrekking tot vluchtelingen verschillend inschatten, hoewel de wettekst die op die situatie van toepassing is, volstrekt duidelijk is. Daarom pleegt hij momenteel overleg met de eerste voorzitter van de Raad van State met de bedoeling ten minste binnen de verenigde kamers van de Raad van State een zelfde interpretatie te garanderen.

Op de vraag van mevrouw Vogels antwoordt de minister dat het niet logisch is om kleinschalige opvangcentra voor vluchtelingen op te richten, als men weet dat in 1993 26 000 asielaanvragen werden ingediend. Dank zij de maatregelen van de Regering daalt het aantal aanvragen (minder dan 1 200 voor de maand februari 1994), maar het zijn er dan nog steeds 15 000 per jaar.

Men kan zich ook afvragen hoeveel asielzoekers die opvangcentra zouden kunnen opvangen.

In elk geval moeten er 15 000 asielzoekers over de verschillende gemeenten kunnen worden gespreid. Het moeten er zelfs meer kunnen zijn, mochten de conflicten in bepaalde landen, zoals ex-Joegoslavië of de Oekraïne, uitbreiding nemen.

De minister antwoordt op de opmerking van de heer Beysen en wijst erop dat de erkenningsprocedure voor politieke vluchtelingen onmogelijk nog kan worden ingekort zonder het risico te lopen dat ze uiteindelijk nog langer zal duren dan nu al het geval is.

Ainsi, à supposer que la Commission permanente de recours des réfugiés soit supprimée, il ne subsistera plus que le Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides (CGRA). On risque alors d'être confronté à un genre de tribunal des étrangers qui ressortirait au Département de la Justice, avec toutes les conséquences que cela suppose en termes de durée de la procédure.

De plus, les décisions du CGRA seront qualifiées de décisions administratives, susceptibles dès lors de recours devant le Conseil d'Etat.

Or, l'article 32 de la loi du 6 mai 1993 (modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers) prévoit actuellement que le Conseil d'Etat ne peut pas suspendre la décision du CGRA.

Le ministre relève ensuite le problème que représente le fait pour certains avocats de réclamer des honoraires exorbitants aux candidats réfugiés (Un journaliste de l'émission « Panorama » à la BRTN a ainsi fait état d'un avocat ayant réclamé entre 60 000 et 70 000 francs d'honoraires). D'autres avocats introduisent des recours devant le Conseil d'Etat et n'assistent pas aux audiences.

Le Conseil de l'Ordre des avocats et les tribunaux saisis devraient interdire de telles pratiques; ce qu'ils ne font pas actuellement.

Enfin, le ministre réitère les observations suivantes :

Le délai de traitement des dossiers des demandeurs d'asile tend à se réduire à 6 mois. On assiste en outre à un rattrapage dans le traitement des dossiers grâce à la réorganisation des services, l'informatisation en cours et l'abrévement des procédures.

Le ministre a pris la résolution de rendre le registre d'attente opérationnel en juillet 1994. Les tables rondes se tiendront avant les élections communales d'octobre 1994.

Afin de tenir compte de l'avis du Conseil d'Etat au sujet des amendements du gouvernement (n°s 1 à 5, Doc. n° 1281/5) et de lever toute ambiguïté concernant la portée de l'inscription au registre d'attente et de la désignation d'un lieu (administratif) obligatoire d'inscription, le gouvernement présentera un nouvel amendement (n° 10, Doc. n° 1281/7).

*
* *

M. Pierco demande quels sont les ressortissants étrangers visés par l'avant-dernier alinéa de l'article premier.

Le ministre répond que cet alinéa vise les personnes qui n'ont pas demandé le statut de réfugié mais qui se trouvent dans une situation particulière, telles que les catégories auxquelles il a fait allusion

Mocht de Vaste Beroepscommissie voor vluchtelingen worden afgeschaft, dan blijft alleen het Commissariaat-generaal voor de vluchtelingen en de staatlozen over. Op die manier dreigt een soort rechtbank voor vreemdelingen onder de bevoegdheid van het ministerie van Justitie te ontstaan, met alle gevolgen van dien voor de duur van de procedure.

De uitspraken van het Commissariaat-generaal worden bovendien als administratieve beslissingen beschouwd, waartegen in principe dus beroep bij de Raad van State mogelijk is.

Artikel 32 van de wet van 6 mei 1993 (tot wijziging van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen) bepaalt evenwel dat de Raad van State de uitspraak van het Commissariaat-generaal niet mag opschorten.

De minister wijst voorts op het probleem dat bepaalde advocaten buitensporige honoraria vragen aan kandidaat-vluchtelingen. (Een journalist van het BRTN-programma « Panorama » maakte gewag van een advocaat die een honorarium van 60 000 tot 70 000 frank wenste op te strijken). Andere advocaten gaan bij de Raad van State in beroep, maar zijn niet op de hoorzittingen aanwezig.

De Raad van de Orde van Advocaten en de betrokken rechtbanken zouden dergelijke praktijken moeten verbieden, wat tot nu toe niet gebeurt.

Tot slot maakt de minister nog een aantal opmerkingen.

Stilaan raken de dossiers van asielzoekers binnen een termijn van zes maanden afgehandeld. Ook zal de achterstand gaandeweg worden weggewerkt, dank zij de reorganisatie van de diensten, de automatisering en de kortere procedure.

De minister is vastbesloten het wachtregister in juli 1994 in werking te laten treden. Nog voor de gemeenteraadsverkiezingen van oktober 1994 zullen ronde-tafelconferenties worden gehouden.

Als antwoord op het advies van de Raad van State over de regeringsamendementen (n° 1 tot 5, Stuk n° 1281/5) en om elke twijfel over de draagwijdte van de inschrijving in het wachtregister en de aanduiding van een verplichte (administratieve) plaats van inschrijving weg te nemen, zal de regering een bijkomend amendement indienen (amendement n° 10, Stuk n° 1281/7).

*
* *

De heer Pierco vraagt zich af welke vreemdelingen in het voorlaatste lid van artikel 1 worden bedoeld.

De minister antwoordt dat voormeld lid vluchtelingen beoogt die niet als asielzoeker erkend willen worden, maar zich in een bijzondere situatie bevinden. Hij denkt daarbij aan de categorieën waarvan

dans sa réponse au cours de la discussion générale (point 6, pp. 21-22).

La loi proposée ne prévoit pas que ces personnes sont inscrites au registre d'attente mais elle permet au Roi de décider par arrêté délibéré en Conseil des Ministres qu'elles le soient.

*
* *

M. Féaux se demande pourquoi l'article 1^{er} évoque les registres de la population (au pluriel) mais un registre d'attente et ne dit mot sur le registre des étrangers.

Ces trois types de registre ne figureront-ils pas au niveau de la commune ? Au demeurant l'avis de la Commission de la Santé afférent à ce projet (Doc. n° 1281/8) relève que les registres de la population comprennent d'une part le registre où sont inscrits les Belges et les étrangers admis ou autorisés à s'établir en Belgique et d'autre part le registre des étrangers où sont inscrits les étrangers admis ou autorisés à séjourner, à l'exception des étrangers inscrits au registre d'attente.

Le ministre répond que trois registres existeront au sens juridique du terme : le registre de la population, celui des étrangers et le registre d'attente. Ce ne sont toutefois pas des registres au sens physique du terme : dans la pratique administrative et notamment en raison de l'informatisation du Registre national des personnes physiques, les habitants d'une commune sont repris dans un même fichier, qu'il s'agisse des personnes inscrites au registre de la population ou au registre des étrangers. La tenue des informations est identique et les litiges concernant la résidence sont traités selon les mêmes procédures. La seule différence qui figure sur la fiche des habitants est la mention qu'ils sont admis ou autorisés soit à s'établir, soit à séjourner en Belgique.

La loi du 19 juillet 1991 utilisait déjà l'expression « registres de la population » au pluriel.

Cette expression inclut :

1° les Belges et les étrangers admis ou autorisés à s'établir en Belgique (c'est-à-dire les personnes figurant précédemment dans le registre de la population à proprement parler);

2° les personnes figurant au registre des étrangers (c'est-à-dire les étrangers qui ont l'autorisation de séjourner en Belgique);

3° les fonctionnaires européens (mention aux registres).

Le problème qui se posait précédemment était que la loi de 1991, établissant des procédures spécifiques notamment en matière de litiges concernant la rési-

sprake is in zijn antwoord dat hij heeft verstrekt tijdens de algemene besprekking (punt 6 — blz. 21 en 22).

Het voorgestelde ontwerp schrijft niet voor dat dergelijke vreemdelingen in het wachtregister moeten worden opgenomen, maar biedt de Koning wel de mogelijkheid om dat alsnog bij een in Ministerraad overlegd besluit te doen.

*
* *

De heer Féaux wenst te vernemen waarom in artikel 1 het woord « bevolkingsregisters » in het meervoud staat en het woord « wachtregister » in het enkelvoud, terwijl het vreemdelingenregister al helemaal niet ter sprake komt.

Behoren die drie registers niet allemaal tot de bevoegdheden van de gemeente ? Uit het advies van de Commissie voor de Volksgezondheid over dit ontwerp (Stuk n° 1281/8) blijkt trouwens dat de bevolkingsregisters enerzijds het register omvatten waarin naast de Belgen ook de vreemdelingen zijn ingeschreven die tot vestiging in het Rijk toegelaten of gemachtigd zijn en anderzijds het register waarin de vreemdelingen zijn ingeschreven die tot een verblijf in het Rijk toegelaten of gemachtigd zijn, met uitzondering van de in het wachtregister vermelde vreemdelingen.

De minister antwoordt dat er juridisch gesproken drie registers zullen bestaan : het bevolkingsregister, het vreemdelingenregister en het wachtregister. Dat zijn echter geen fysiek gescheiden registers : inzonderheid wegens de informativering van het Rijksregister van de natuurlijke personen worden de inwoners van een gemeente in de administratieve praktijk in eenzelfde bestand opgenomen, of ze nu in het bevolkingsregister of in het vreemdelingenregister zijn ingeschreven. Het bijhouden van de informatiegegevens geschiedt op dezelfde wijze en de betwistingen inzake de hoofdverblijfplaats worden volgens dezelfde procedure behandeld. Het enige verschil bestaat in de vermelding op de bevolkingsfiche van het feit dat zij toegelaten of gemachtigd zijn hetzij zich in België te vestigen, hetzij er te verblijven.

De wet van 19 juli 1991 gebruikte reeds de term « bevolkingsregisters » in het meervoud.

Daarin zijn opgenomen :

1° de Belgen en de vreemdelingen die toegelaten of gemachtigd zijn om zich in het Rijk te vestigen (dat wil zeggen de personen die vroeger in het eigenlijke bevolkingsregister waren opgenomen);

2° de personen die in het vreemdelingenregister zijn opgenomen (dat wil zeggen de vreemdelingen die toestemming hebben gekregen om in België te verblijven);

3° de Europese ambtenaren (vermelding in de registers).

Het probleem dat vroeger rees, was dat bij de wet van 1991 specifieke procedures werden ingesteld, met name op het stuk van geschillen betreffende de

dence, ne visait que le registre de population proprement dit.

C'est pourquoi il a été décidé d'appliquer les mêmes procédures pour les personnes inscrites dans le registre de la population que pour celles figurant au registre des étrangers.

Dès lors, un seul terme, à savoir « registres de la population » regroupe les notions anciennes « registre de la population » et « registre des étrangers ».

Comme l'a relevé M. Féaux, la Commission de la Santé publique a insisté sur la précision juridique de la terminologie.

*
* * *

Cet article est adopté par 8 voix et 7 abstentions.

Art. 2

L'amendement (n° 6, Doc. n° 1281/3) de M. Pivin vise, à l'article proposé, à insérer un deuxième alinéa rédigé comme suit :

« Une inscription provisoire, sur base des premiers renseignements recueillis, est faite par la première autorité rencontrée sur le territoire belge. ».

Cet amendement vise également à remplacer, au deuxième alinéa, les mots « Ils en sont rayés » par les mots « Ces étrangers en sont rayés ».

L'auteur indique que certains candidats réfugiés politiques peuvent se présenter en premier lieu, soit à un poste de gendarmerie ou à une maison communale. Il est dès lors important de conserver une trace de ceux-ci dès leur premier contact avec une autorité belge. Il peut en effet s'écouler un délai assez long entre le moment d'arrivée en Belgique et celui de l'inscription au registre d'attente.

*
* * *

Le ministre ne voit pas l'utilité de cet amendement. Il est en effet contradictoire de reconnaître une existence légale aux étrangers séjournant illégalement sur le territoire, par le biais de l'établissement d'une liste provisoire.

Le ressortissant étranger est demandeur d'asile dès lors qu'il a introduit sa demande et on ne peut l'inscrire au registre d'attente qu'à partir du moment où il a introduit sa demande et que celle-ci a été enregistrée. Le registre d'attente n'est pas conçu pour l'inscription d'illégaux. Par ailleurs, il peut arriver qu'un ressortissant étranger, n'ayant pas obtenu

verblijfsplaats, die uitsluitend betrekking had op het eigenlijke bevolkingsregister.

Daarom is beslist om voor de personen die in het bevolkingsregister zijn ingeschreven dezelfde procedures toe te passen als voor degene die in het vreemdelingenregister zijn opgenomen.

Daarom groepeert één term « bevolkingsregisters » de vroegere begrippen « bevolkingsregister » en « vreemdelingenregister ».

Zoals de heer Féaux heeft opgemerkt, heeft de Commissie voor de Volksgezondheid met aandrang gevraagd de juiste juridische terminologie te hanteren.

*
* * *

Het artikel wordt aangenomen met 8 stemmen en 7 onthoudingen.

Art. 2

Het amendement (n° 6, Stuk nr 1281/3) van de heer Pivin strekt ertoe in het voorgestelde artikel een tweede lid in te voegen, luidend als volgt :

« Een voorlopige inschrijving op basis van de eerste ingewonnen inlichtingen geschiedt door de eerste overheid waarmee hij op het Belgische grondgebied in aanraking komt. ».

Het amendement strekt er eveneens toe 'n het tweede lid de woorden « Ze worden er uit geschrapt » te vervangen door de woorden « Die vreemdelingen worden er uit geschrapt ».

De indiener merkt op dat sommige kandidaat-politieke vluchtelingen zich eerst melden bij een rijkswachtpost of een gemeentehuis. Het is bijgevolg van belang dat er van die kandidaat-politieke vluchtelingen een spoor terug te vinden is vanaf hun eerste contact met een Belgische overheid. Er kan immers veel tijd verlopen tussen de aankomst in België en de inschrijving in het wachtrecht.

*
* * *

De minister ziet het nut van dit amendement niet in. Het is immers een contradictie door de opstelling van een voorlopige lijst wettelijk het bestaan te erkennen van vreemdelingen die illegaal op het grondgebied verblijven.

De vreemdeling is asielzoeker zodra hij zijn aanvraag heeft ingediend en kan pas na de indiening en de registratie van de aanvraag in het wachtrecht worden ingeschreven. Het wachtrecht is niet bedoeld voor de inschrijving van illegale vreemdelingen. Het is trouwens mogelijk dat een vreemdeling die geen verlenging van zijn verblijfsvergunning

le prolongement de son permis de séjour, introduise une demande d'asile : dans ce cas, il figure au registre des étrangers.

*
* *

M. Féaux se demande quels ressortissants étrangers figurent au registre d'attente. La personne qui se présente aux frontières, se déclare réfugiée et à qui l'on notifie une attestation dite annexe 25 ou encore une attestation dite annexe 26 ? La personne à qui a été notifiée une décision de refus d'entrée avec refoulement (dite annexe 25bis) ou une décision de refus de séjour avec ordre de quitter le territoire (dite annexe 26bis) ?

Si le candidat réfugié introduit un recours contre l'ordre de quitter le territoire auprès du CGRA est-il toujours maintenu au registre d'attente ?

Si le CGRA accueille favorablement ce recours, le demandeur d'asile est inscrit au registre des étrangers. Dans la négative, le demandeur reçoit un ordre confirmatif de quitter le territoire (dit annexe 26ter). Figure-t-il dans ce cas encore au registre d'attente ?

Le ministre répond que les personnes titulaires des attestations dites annexes 25, 25bis, 26, 26bis figurent au registre d'attente. Tant que la personne considérée fait l'objet d'une procédure, même en recours ultime contre un document 26bis, elle reste inscrite dans ce registre.

Le registre d'attente est en effet un système d'information qui reprend toute la procédure relative à un ressortissant étranger et toutes les décisions administratives qui le concernent.

Le demandeur d'asile reste inscrit dans ce registre soit jusqu'à ce qu'il ait obtenu le statut de réfugié, auquel cas, il fera l'objet d'une inscription dans le registre des étrangers, soit jusqu'à ce qu'il ait quitté volontairement ou non le territoire (parce que n'ayant pas obtenu le statut de réfugié, le cas échéant après avoir épousé toutes les voies de recours).

Le ressortissant étranger à qui l'on a notifié un document dit annexe 26ter n'est, juridiquement parlant, plus en attente de statut : il ne figure dès lors plus à ce titre au registre d'attente. Toutefois, l'Office des Etrangers, où l'informatisation est également en cours, gardera sa trace sur le plan administratif dans ce registre à titre d'étranger en séjour illégal.

heeft gekregen een asielaanvraag indien : in dat geval is hij in het vreemdelingenregister opgenomen.

*
* *

De heer Féaux wenst te vernemen welke burgers van vreemde landen in het wachtregister voorkomen. Gaat het om de personen die zich aan de grens melden, zich vreemdeling verklaren en aan wie een zogenaamd « bijlage 25 »-attest of een « bijlage 26 »-attest betekend wordt, dan wel om de personen aan wie een beslissing tot weigering van binnengang in het Rijk met uitdrijving (« bijlage 25bis ») of een beslissing tot weigering van machting tot verblijf met een bevel om het Rijk te verlaten (« bijlage 26bis ») betekend wordt ?

Wordt de kandidaat-vluchteling die bij het Commissariaat-generaal voor de vluchtelingen en de staatlozen beroep heeft ingesteld tegen het bevel om het Rijk te verlaten in het wachtregister behouden ?

Indien het CGVV dat beroep ontvankelijk verklaart, wordt de asielzoeker in het vreemdelingenregister ingeschreven. Is dat niet het geval dan krijgt de aanvrager een bevestiging van het bevel om het Rijk te verlaten (« bijlage 26ter »). Komt hij in dat geval nog in het wachtregister voor ?

De minister antwoordt dat de personen die houder zijn van de attesten, de zogenaamde bijlagen 25, 25bis, 26 en 26bis in het wachtregister zijn opgenomen. Zolang inzake de betrokkenen een procedure loopt, blijft hij, zelfs indien een allerlaatste beroep tegen een document 26bis ingesteld wordt, in het register ingeschreven.

Het wachtregister is immers een informatiesysteem dat de gehele procedure in verband met de vreemdeling en alle op hem betrekking hebbende administratieve beslissingen bevat.

De asielzoeker blijft in dat register ingeschreven, hetzij totdat hij de status van vluchteling gekregen heeft, in welk geval hij in het vreemdelingenregister zal worden ingeschreven, hetzij totdat hij al of niet vrijwillig het Rijk verlaten heeft (nadat hem, nadat hij alle rechtsmiddelen heeft aangewend, eventueel de status van vluchteling geweigerd werd).

De ingezetene van een vreemd land aan wie een « bijlage 26ter » betekend werd, is juridisch beschouwd niet langer iemand die op zijn statuut wacht en komt derhalve als dusdanig niet meer in het wachtregister voor. Een en ander neemt niet weg dat bij de Dienst Vreemdelingenzaken, waarvan men ook met de automatisering bezig is, in dat register administratief gesproken eveneens sporen worden achtergelaten van het feit dat de betrokkenen als onwettig in het land verblijvende vreemdeling in dat register stond ingeschreven.

*
* *

M. Grimberghs pose les questions suivantes :

Qu'entend-on par l'inscription à l'initiative du ministre ? S'agit-il de l'inscription par le ministre ou de l'invitation à l'inscription de la part d'une autre autorité ?

A l'initiative de qui les étrangers sont rayés du registre d'attente ?

Qui opère la constatation suivant laquelle les demandeurs d'asile ne résident plus à l'adresse où ils sont inscrits et le lieu où ils sont fixés ne peut être découvert ?

L'intervenant fait ensuite à nouveau observer que si l'inscription du candidat réfugié a lieu à l'initiative du ministre dans une commune déterminée, il convient certes d'observer la nécessité de répartir les demandeurs d'asile mais également de tempérer cette exigence par la prise en considération de la composition familiale du demandeur. Il est souhaitable d'inscrire dans une même commune les membres d'une même famille demandeuse d'asile, même si ceux-ci ne sont pas arrivés simultanément en Belgique. De simples motifs d'ordre budgétaire plaident déjà en ce sens : en effet, dans cette hypothèse, ces demandeurs d'asile bénéficieront d'un seul revenu minimum garanti (alloué au « taux de ménage » par le CPAS de la commune d'inscription).

Il ne s'agit pas de prôner un regroupement ethnique mais de tenir compte de considérations humaines.

Le ministre répond que le terme « initiative » doit être compris au sens actif : c'est le ministre considéré qui prend la décision en question; il peut donc l'imposer.

En outre, c'est la commune qui opère la constatation suivant laquelle les demandeurs d'asile ne résident plus à l'adresse de leur inscription.

Le ministre précise ensuite que pour autant que le droit le permette, il appliquera des solutions de bon sens. Il attend de son administration qu'elle ne crée pas des situations inhumaines et espère que lorsqu'une famille de demandeurs d'asile se présentera en Belgique, elle se retrouvera dans une même commune.

D'autres situations pourraient être dénoncées, sauf si elles sont causées par des cas de force majeure.

*
* * *

L'amendement n° 6 est rejeté par 2 voix contre 9 et 2 abstentions.

L'article 2 est adopté par 10 voix et 3 abstentions.

De heer Grimberghs stelt de volgende vragen :

Wat verstaat men onder inschrijving op initiatief van de minister ? Gaat het om de inschrijving door de minister of om de van een andere overheid afkomstige uitnodiging tot inschrijving ?

Op wiens initiatief worden de vreemdelingen uit het wachtrecht geschrapt ?

Wie doet de vaststelling dat de asielzoekers niet meer verblijven op het adres waar ze ingeschreven zijn en dat de plaats waar ze zich gevestigd hebben niet ontdekt kan worden ?

Spreker merkt andermaal op dat, indien de kandidaat-vluchteling op initiatief van de minister in een bepaalde gemeente werd ingeschreven, alleszins niet alleen rekening dient te worden gehouden met de noodzaak van een spreiding van de asielzoekers, maar ook met de wenselijkheid om die eis te mildeeren door rekening te houden met de gezinsstructuur van de betrokkenen. Het zou aan te bevelen zijn in eenzelfde gemeente alle leden van een zelfde gezin van asielzoekers in te schrijven, zelfs indien zij niet allemaal gelijktijdig in België zijn aangekomen. Voor een dergelijke regeling pleiten overigens, alleen al louter budgettaire redenen, want als men die procedure toepast, kunnen die asielzoekers aanspraak maken op één enkel bedrag van het gewaarborgd bestaansminimum voor gezinnen (dat wordt uitgekeerd door het OCMW van de gemeente waar zij ingeschreven zijn).

Het is in dit geval niet de bedoeling tot een etnische hergroepering te komen, maar wel blijkt te geven van menselijke gevoelens.

De minister antwoordt dat het woord « initiatief » in actieve zin dient te worden verstaan : aangezien de betrokken minister de beslissing neemt, kan hij ze dus opleggen.

Daarenboven is het de gemeente die vaststelt dat de asielzoekers niet meer verblijven op het adres waar zij ingeschreven zijn.

Hij wijst er vervolgens op dat hij, binnen de wettelijk toegestane perken, regelingen zal treffen die door het gezond verstand zijn ingegeven. Hij koestert daarbij de hoop dat zijn administratie geen onmenselijke toestanden in het leven zal roepen en dat, wanneer een gezin van asielzoekers zich in België aameldt, alle leden ervan in eenzelfde gemeente zullen samenwonen.

Nog andere toestanden zouden aan de kaak kunnen worden gesteld behalve indien ze aan overmacht te wijten zijn.

*
* * *

Amendement n° 6 wordt verworpen met 2 tegen 9 stemmen en 2 onthoudingen.

Artikel 2 wordt aangenomen met 10 stemmen en 3 onthoudingen.

Art. 3

Mme Spaak rappelle qu'en ce qui concerne la situation administrative des candidats réfugiés politiques, le Conseil d'Etat avait fait valoir quelques objections. Le Conseil d'Etat suggérait d'ailleurs de demander l'avis de la Commission de la protection de la vie privée. Cette consultation a-t-elle eu lieu ?

Le ministre répond par l'affirmative. Il ajoute que la Commission n'a fait aucune remarque au sujet de l'article 3.

L'intervenante s'interroge sur la nature des informations relatives à la situation administrative qui doivent être mentionnées. Celles-ci seront-elles reprises dans le cadre d'un arrêté royal d'exécution ?

Le ministre indique que tous ces renseignements toucheront les décisions ou avis obtenus dans le courant de la procédure relative à l'octroi ou au refus du statut de réfugié. Il cite à titre d'exemple :

- la demande de statut de réfugié;
- le fait que la demande est déclarée recevable ou non;
- le fait qu'il y a eu ou non un recours devant la Chambre de recours;
- l'avis ou la décision du Commissaire général aux réfugiés.

On s'interroge encore sur le fait de savoir s'il faut reprendre au registre d'attente le fait qu'un candidat s'est présenté sous deux identités différentes.

Ces renseignements permettront de mettre les services concernés au courant de l'état d'avancement de la procédure.

Mme Spaak se demande s'il n'était pas plus judicieux de reprendre directement ces critères dans la loi.

Le ministre rappelle qu'on a, en la matière, procédé par analogie avec la loi du 19 juillet 1991 relative aux registres de la population et aux cartes d'identité. Là également c'est un arrêté royal qui règle la situation. De plus, comme les modifications aux réglementations existantes sont assez fréquentes, il n'est pas opportun de reprendre ces renseignements dans la législation.

Le ministre ajoute qu'il est favorable à la mention des doubles identités d'un même candidat dans le registre. Celui-ci doit effectivement reprendre tout ce qui est utile pour empêcher les cas de fraude. Il faut d'ailleurs garder à l'esprit que 4 % des cas qui se présentent quotidiennement relèvent de cette fraude.

Le ministre est persuadé que ces mesures permettront de mieux plaider la cause des véritables réfugiés politiques.

La même intervenante estime justifiée la préoccupation énoncée par le ministre. Elle juge cependant utile, chaque fois que l'on songe à modifier les critères établis en la matière, de consulter la Commission

Art. 3

Mevrouw Spaak brengt in herinnering dat de Raad van State een aantal bezwaren had met betrekking tot de administratieve toestand van de kandidaat-politieke vluchtelingen. De Raad heeft trouwens voorgesteld het advies te vragen van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer. Heeft die raadpleging plaatsgevonden ?

De minister antwoordt bevestigend. Hij voegt eraan toe dat de Commissie over artikel 3 geen enkele opmerking heeft gemaakt.

Spreekster vraagt zich af wat de aard is van de informatiegegevens betreffende de administratieve toestand die moeten worden vermeld. Worden die informatiegegevens overgenomen in het kader van een koninklijk uitvoeringsbesluit ?

De minister verklaart dat al die informatiegegevens betrekking hebben op de beslissingen die zijn genomen of de adviezen die zijn verleend in de loop van de procedure die leidt tot het toekennen of weigeren van het statuut van vluchteling. Hij citeert als voorbeeld :

- de aanvraag van het statuut van vluchteling;
- het gegeven of de aanvraag al dan niet ontvankelijk is verklaard;
- het gegeven of al dan niet beroep is aangetekend bij de beroepskamer;
- het advies of de beslissing van de Commissaris-generaal voor de vluchtelingen en staatlozen.

Men vraagt zich nog af of in het wachtrechtregister moet worden vermeld dat een kandidaat zich onder twee verschillende identiteiten heeft gemeld.

Die informatiegegevens maken het mogelijk de betrokken diensten op de hoogte te brengen van de stand van zaken van de procedure.

Mevrouw Spaak vraagt zich af of die criteria niet beter meteen in de wet konden worden opgenomen.

De minister brengt in herinnering dat men ter zake naar analogie met de wet van 19 juli 1991 betreffende de bevolkingsregisters en de identiteitskaarten tewerk is gegaan. Ook voor die wet wordt de toestand bij koninklijk besluit geregeld. Bovendien worden de bestaande regelgevingen vaak gewijzigd en verdient het derhalve geen aanbeveling die informatiegegevens in de wetgeving op te nemen.

De minister voegt eraan toe dat hij voorstander is van de vermelding dat een kandidaat zich onder twee verschillende identiteiten in het register heeft laten inschrijven. Volgens hem moet al wat bij de fraudebestrijding van pas kan komen, worden opgenomen. Dagelijks wordt immers in 4 % van de gevallen een dergelijke fraude gepleegd.

De minister is ervan overtuigd dat die maatregelen het mogelijk zullen maken de zaak van de echte politieke vluchtelingen beter te verdedigen.

Dezelfde spreekster vindt de bezorgdheid van de minister gerechtvaardigd. Zij is evenwel van oordeel dat voor elke wijziging van de criteria in deze materie het advies van de Commissie voor de bescherming

de la protection de la vie privée. Dans quel délai se prononce-t-elle ?

Le ministre répond que ce délai est de soixante jours, sauf si la Commission a besoin de renseignements complémentaires, auquel cas cela peut aller jusqu'à nonante jours.

Le ministre fait encore valoir que toute création d'un fichier suppose que tous les renseignements qui y figurent soient transmis à la Commission en question, ce qui sera le cas ici aussi.

M. Viseur se demande si le candidat réfugié a accès aux renseignements le concernant repris dans le registre d'attente en vue de les rectifier, le cas échéant, à l'instar de ce qui existe pour le registre national.

Le ministre répond par la négative. Il n'entend, en effet, pas créer une nouvelle possibilité de nature à retarder le déroulement de la procédure.

*
* *

L'article 3 est adopté par 12 voix contre 2 et 2 absences.

Art. 4

Mme Spaak constate qu'en vertu de cet article, les étrangers inscrits au registre d'attente ne sont pas pris en compte pour la détermination du chiffre de la population.

Dans son avis (Doc. n° 1281/1, pp. 22-23), le Conseil d'Etat propose de modifier le dispositif de l'article de telle sorte qu'ils soient effectivement pris en compte pour la détermination du chiffre de la population six mois après leur inscription.

L'intervenante demande à connaître la position du gouvernement en la matière.

L'amendement n° 7 (Doc. n° 1281/3) de *M. Pivin* vise à introduire une limite dans le temps à la non-prise en considération des étrangers inscrits au registre d'attente, en vue de la détermination du chiffre annuel de la population de la commune.

M. Féaux demande à connaître le point de vue du gouvernement à propos de cet amendement.

Le ministre rappelle que l'amendement change implicitement les règles de la répartition du Fonds des communes. Cela suppose, à tout le moins, que les régions soient consultées.

Il ajoute que cet amendement pourrait également introduire un mécanisme pervers dans le Fonds. En effet, comme il s'agit de près de 15 000 personnes par an, on pourrait, en ajoutant ou en retirant ci et là des candidats, influencer les ressources financières que

van de persoonlijke levenssfeer moet worden gevraagd. Binnen welke termijn kan die Commissie uitspraak doen ?

De minister antwoordt dat de termijn zestig dagen bedraagt, behalve indien de Commissie aanvullende inlichtingen nodig heeft; in dat laatste geval kan de termijn oplopen tot negentig dagen.

De minister merkt nog op dat bij de oprichting van een bestand alle informatiegegevens die erin zijn opgenomen aan vooroemde Commissie moeten worden overgezonden, wat ook hier het geval is.

De heer Viseur vraagt zich af of de kandidaat-vluchtelings toegang heeft tot de hem betreffende gegevens uit het wachtregister teneinde ze desnoods te laten corrigeren, zoals dat voor het rijksregister al het geval is.

De minister antwoordt ontkennend. Hij is immers helemaal niet van plan een nieuwe uitweg te creëren, die het procedureverloop nog meer vertraging kan doen oplopen.

*
* *

Artikel 3 wordt aangenomen met 12 tegen 2 stemmen en 2 onthoudingen.

Art. 4

Mevrouw Spaak stelt vast dat luidens de tekst van dit artikel de vreemdelingen die *zijn* ingeschreven in het wachtregister niet worden meegeteld voor het bepalen van het bevolkingscijfer.

In zijn advies (Stuk n° 1281/1, blz. 22-23) stelt de Raad van State voor het dispositief van dit artikel aan te vullen zodat zij zes maanden na hun inschrijving wel degelijk in het bevolkingscijfer zouden worden meegeteld.

Graag vernam zij terzake het standpunt van de Regering.

Amendement n° 7 van *de heer Pivin* (Stuk n° 1281/3) strekt ertoe een termijn af te bakenen waarbinnen de vreemdelingen die in het wachtregister zijn ingeschreven, niet meegeteld worden voor het bepalen van het jaarlijkse bevolkingscijfer van de gemeente.

De heer Féaux informeert naar het standpunt van de Regering over dit amendement.

De minister brengt in herinnering dat dit amendement de voorschriften inzake de verdeling van het Gemeentefonds impliciet wijzigt. Dat veronderstelt ten minste dat het advies van de gewesten wordt ingewonnen.

De minister voegt er nog aan toe dat ten gevolge van dit amendement een kwalijk procédé ingang dreigt te vinden in het Fonds. Aangezien het jaarlijks om haast 15 000 personen gaat, zou men door her en der kandidaat-vluchtelingen toe te voegen of te

les communes retirent du Fonds. Cela doit être évité à tout prix.

Il ne faut, en outre, pas oublier que l'Etat fédéral couvre, par l'intermédiaire du ministère de la Santé publique, l'attribution du minimex aux candidats réfugiés. Pourquoi encore ajouter un nouvel avantage financier ?

M. Féaux fait observer que la présence des candidats entraîne également des frais administratifs ou autres pour la commune.

Le ministre réplique que cette situation est finalement assez proche de celles des communes qui comptent un très grand nombre d'étudiants. Cela amène également des dépenses pour les villes universitaires, sans que pour autant ce nombre soit pris en compte pour la répartition du Fonds des communes.

En tout état de cause, le ministre rappelle qu'il s'agit ici d'un registre *d'attente*, avant que le candidat soit définitivement fixé sur son sort.

M. Grimberghs indique que l'objectif poursuivi par le gouvernement à travers ce projet est d'aboutir à une répartition équilibrée des candidats réfugiés. L'amendement en question ne change rien à cette répartition, sauf à considérer que l'on prend en compte non pas le lieu d'inscription dans le registre d'attente mais le lieu de résidence effective. En effet, lorsque des communes ont sur leur territoire des candidats résidents au-delà du quota qui leur est imparti, cela leur amène alors des charges supplémentaires.

Le ministre observe que le registre d'attente réfère à première instance au lieu où le candidat a établi sa résidence principale. Cet amendement est donc de nature à modifier le mécanisme de répartition du Fonds des communes.

En outre, il faut signaler que le registre d'attente servira essentiellement pour les *nouveaux* candidats réfugiés. Il est donc vain, pour les villes ou communes où le quota est largement dépassé, de vouloir espérer tirer un avantage financier de la prise en compte de ces candidats pour ce qui concerne une éventuelle modification de la répartition du Fonds des communes. Au contraire, cela jouerait à terme en défaveur des communes qui accueillent déjà de nombreux candidats.

M. Féaux fait observer qu'aux termes de l'article 12, « les étrangers qui se sont déclarés réfugiés ou qui ont demandé la reconnaissance de la qualité de réfugié et qui à ce titre et à l'entrée en vigueur de la présente loi, sont inscrits au registre des étrangers, sont transférés, au registre d'attente, à l'intervention de la commune de leur résidence ».

Le ministre précise qu'il s'agit là d'une possibilité de le faire. Pratiquement et pragmatiquement, cela ne constituera pas la première tâche à laquelle il va s'atteler.

*
* * *

schrappen de financiële middelen die de gemeenten van het Fonds krijgen, kunnen wijzigen. Dat moet tot elke prijs worden vermeden.

Voorts mag niet over het hoofd worden gezien dat de federale overheid via het ministerie van Volksgezondheid aan de kandidaat-vluchtelingen het bestaansminimum uitkeert. Waarom dan een nieuw financieel voordeel instellen ?

De heer Féaux wijst erop dat de aanwezigheid van de kandidaat-vluchtelingen voor de gemeente ook administratieve en andere kosten meebrengt.

De minister antwoordt dat die toestand in feite vergelijkbaar is met die van gemeenten met heel veel studenten. Ook universiteitssteden hebben bijkomende uitgaven, zonder dat die studenten voor de verdeling van het Gemeentefonds in aanmerking komen.

De minister memoreert dat het hoe dan ook om een *wachtrecht* gaat, in afwachting dat de kandidaat-vluchteling uitsluitsel krijgt over zijn lot.

De heer Grimberghs wijst erop dat de Regering met dit ontwerp naar een evenwichtige spreiding van de kandidaat-vluchtelingen streeft. Het voorliggende amendement verandert niets aan die spreiding : het enige verschil is dat niet de plaats van inschrijving in het wachtrecht, maar wel de werkelijke verblijfplaats in aanmerking wordt genomen. Wanneer op het grondgebied van bepaalde gemeenten meer kandidaat-politieke vluchtelingen verblijven dan hun quota bepaalt, brengt dat voor die gemeenten extra kosten mee.

De minister merkt op dat *het* wachtrecht in de eerste plaats verwijst naar de plaats waar de kandidaat zijn hoofdverblijfplaats heeft. Dit amendement wijzigt bijgevolg het mechanisme van de verdeling van het Gemeentefonds.

Bovendien moet erop worden gewezen dat het wachtrecht vooral zijn diensten zal bewijzen voor de nieuwe kandidaat-vluchtelingen. De steden of gemeenten waar de quota aanzienlijk is overschreden, moeten er dus niet op hopen dat ze door die kandidaten mee te tellen, financieel voordeel zullen hebben bij een eventuele wijziging van de verdeling van het Gemeentefonds. Op termijn zou dat zelfs in het nadeel spelen van de gemeenten die nu al veel kandidaten opvangen.

De heer Féaux merkt op dat de vreemdelingen die zich vluchteling hebben verklaard of die gevraagd hebben om als vluchteling te worden erkend en in die hoedanigheid in het vreemdelingenregister zijn ingeschreven op het ogenblik dat deze wet in werking treedt, volgens artikel 12 door bemiddeling van de gemeente waar zij verblijven, worden overgeplaatst naar het wachtrecht.

De minister verduidelijkt dat dit alleen maar een mogelijkheid is. Praktisch en pragmatisch gezien zal dat niet de eerste taak zijn waarop hij zich zal toeleggen.

*
* * *

L'amendement n° 7 de M. Pivin est rejeté par 10 voix contre une et 5 abstentions.

L'article 4 est adopté par 12 voix et 4 abstentions.

Art. 5

L'amendement n° 8 (Doc. n° 1281/4) de *M. Pivin* vise à permettre au Roi, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, de créer un document d'identité infalsifiable, destiné aux personnes inscrites dans le registre d'attente.

M. Féaux relève le mauvais état des documents d'identification qui sont parfois présentés par les candidats réfugiés.

Le ministre répond que le Roi a d'ores et déjà la possibilité de créer le document évoqué dans l'amendement n° 8. Il ajoute que l'Office des Etrangers examine pour l'instant cette problématique. Toutefois, une telle initiative coûte et il conviendra, en outre, que les communes collaborent non pas financièrement mais administrativement.

M. Beysen déclare se rallier à la philosophie de l'amendement précité. Il plaide en faveur de l'inscription de cette disposition dans la législation.

Le ministre met cependant en garde contre une interprétation possible de ce principe. Indiquer dans la loi que le Roi a la possibilité de créer des documents infalsifiables pour les personnes inscrites dans le registre d'attente pourrait permettre de déduire *a contrario* qu'il n'a pas le droit de ce faire pour d'autres catégories de personnes.

Le même intervenant estime que la disposition doit être examinée dans le seul contexte du projet à l'examen.

Le ministre rappelle que le Roi a déjà parfaitement la possibilité de mettre en œuvre cette mesure.

M. Féaux fait valoir qu'il lui convient parfaitement que le ministre s'engage à trouver en la matière une solution pragmatique dans les six mois à venir. Il lui semble, en effet, indispensable d'agir enfin sur ce plan.

*
* * *

L'amendement n° 8 de *M. Pivin* est rejeté par 11 voix contre 2 et 3 abstentions.

L'article 5 est adopté par 10 voix et six abstentions.

Art. 6

L'amendement n° 13 (Doc. n° 1281/7) du Gouvernement vise à remplacer, au 1° de l'article 6, les mots « Pour l'application » par les mots « Pour la seule application ».

Amendement n° 7 van de heer Pivin wordt verworpen met 10 tegen 1 stem en 5 onthoudingen.

Artikel 4 wordt aangenomen met 12 stemmen en 4 onthoudingen.

Art. 5

Amendement n° 8 van de heer Pivin (Stuk n° 1281/4) strekt ertoe de Koning bij een in Ministerraad overlegd besluit de bevoegdheid te verlenen een onvervalsbaar document te creëren, bestemd voor de personen die in het wachtregister zijn ingeschreven.

De heer Féaux stipt aan dat de door de kandidaat-vluchtelingen voorgelegde identiteitspapieren soms van slechte kwaliteit zijn.

De minister werpt op dat de Koning nu al over de mogelijkheid beschikt om het in amendement n° 8 bedoelde document te creëren. Hij voegt eraan toe dat de Dienst Vreemdelingenzaken dit knelpunt thans onder de loep neemt. Een dergelijk initiatief kost echter geld en bovendien moeten de gemeenten bereid zijn om niet financieel, maar wel administratief mee te werken.

De heer Beysen zegt dat hij met de strekking van het voornoemde amendement kan instemmen. Hij wil die bepaling in de wet opgenomen zien.

De minister waarschuwt echter voor een mogelijke andere interpretatie van dat beginsel. Mocht in de wet worden bepaald dat de Koning bevoegd is om voor de in het wachtregister ingeschreven personen onvervalsbare documenten te creëren, dan kan daaruit a contrario worden afgeleid dat Hij voor de andere bevolkingscategorieën daartoe niet bevoegd is.

Dezelfde spreker vindt dat die bepaling alleen in verband met het voorliggende ontwerp mag worden besproken.

De minister brengt in herinnering dat de Koning die maatregel nu al probleemloos kan uitvoeren.

De heer Féaux wijst erop dat hij ermee kan instemmen op voorwaarde dat de minister zich ertoe verbindt om in dat verband binnen zes maanden een pragmatische oplossing uit te werken. Volgens hem moet men ter zake eindelijk handelen.

*
* * *

Amendement n° 8 van de heer Pivin wordt verworpen met 11 tegen 2 stemmen en 3 onthoudingen.

Artikel 5 wordt aangenomen met 10 stemmen en 6 onthoudingen.

Art. 6

Amendement n° 13 van de Regering (Stuk n° 1281/7) strekt ertoe in artikel 6, 1°, de woorden « Voor de toepassing » te vervangen door de woorden « Enkel voor toepassing ».

Le ministre indique que cet amendement rencontre la préoccupation énoncée par la Commission de la Santé publique et de l'Environnement suivant laquelle l'on en arrive ici à supprimer concrètement le registre des étrangers, ce qui poserait des difficultés pour la gestion du Département de la Santé publique.

*
* * *

L'amendement n° 13 du *Gouvernement* est adopté par 14 voix et 2 abstentions.

L'article 6 ainsi amendé est adopté par 12 voix et 4 abstentions.

Art. 6bis (*nouveau*)

L'amendement n° 10 (Doc. n° 1281/7) du Gouvernement vise à insérer, dans le chapitre II du projet de loi, un article 6bis (*nouveau*), rédigé comme suit :

« A l'article 54 de la même loi, modifié par l'arrêté royal du 13 juillet 1992 et par la loi du 6 mai 1993, sont apportées les modifications suivantes :

1° au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, les mots « sont inscrits » sont remplacés par les mots « reçoivent un lieu obligatoire d'inscription »;

2° au § 1^{er}, alinéa 2, les mots « L'inscription en un lieu déterminé » sont remplacés par les mots « La désignation d'un lieu obligatoire d'inscription »;

3° au § 1^{er}, alinéa 3, les mots « l'inscription en un lieu déterminé » sont remplacés par les mots « la désignation d'un lieu obligatoire d'inscription ». »

Le ministre rappelle, en effet, que dans son avis au sujet des amendements du gouvernement (Doc. n° 1281/5-93/94, pp. 3 et 13), le Conseil d'Etat a indiqué qu'une adaptation du projet de loi est souhaitable, afin d'exprimer d'une manière plus claire la portée de l'application de l'article 54 de la loi du 15 décembre 1980.

Dans l'exposé des motifs du projet de loi, il était déjà clairement indiqué que le registre d'attente pourrait mentionner deux inscriptions :

— d'une part, le lieu où il est inscrit, c'est-à-dire le lieu de la résidence principale (de fait);

— d'autre part, le lieu administratif d'inscription, qui détermine entre autres le CPAS compétent pour accorder l'aide sociale.

Le lieu obligatoire d'inscription peut être différent du lieu de la résidence principale. Le lieu de la résidence principale continue à déterminer où une personne sera inscrite dans le registre d'attente (conformément aux principes généraux selon lesquels les registres de la population sont tenus). Le lieu obligatoire d'inscription n'a qu'une portée limitative. La

Volgens *de minister* komt dit amendement tegemoet aan de vrees van de Commissie voor de Volksgezondheid en het Leefmilieu dat het vreemdelingenregister aldus dreigt te worden opgeheven, wat het beheer van het departement van Volksgezondheid zou bemoeilijken.

*
* * *

Amendement n° 13 van de Regering wordt aangenomen met 14 stemmen en 2 onthoudingen.

Het aldus geamendeerde artikel 6 wordt aangenomen met 12 stemmen en 4 onthoudingen.

Art. 6bis (*nieuw*)

Amendement n° 10 (Stuk n° 1281/7) van de Regering strekt ertoe in hoofdstuk II van het wetsontwerp een artikel 6bis (*nieuw*) in te voegen, luidend als volgt :

« In artikel 54 van dezelfde wet, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 13 juli 1992 en bij de wet van 6 mei 1993, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1, eerste lid, worden de woorden « worden ingeschreven » vervangen door de woorden « een verplichte plaats van inschrijving bekomen »;

2° in § 1, tweede lid, worden de woorden « De inschrijving op een bepaalde plaats » vervangen door de woorden « De aanduiding van een verplichte plaats van inschrijving »;

3° in § 1, derde lid, worden de woorden « de inschrijving op een bepaalde plaats » vervangen door de woorden « de aanduiding van een verplichte plaats van inschrijving ». »

De minister brengt in herinnering dat de Raad van State in zijn advies over de amendementen van de Regering (Stuk n° 1281/5-93/94, blz. 3 en 13) heeft aanbevolen het wetsontwerp aan te passen, om duidelijker uitdrukking te geven aan de draagwijdte van de toepassing van artikel 54 van de wet van 15 december 1980.

In de memorie van toelichting bij het wetsontwerp werd reeds duidelijk bepaald dat er in het wachtrechterregister twee vermeldingen mogelijk zijn :

— enerzijds, de plaats waar de vreemdeling wordt ingeschreven, namelijk de plaats van het (feitelijke) hoofdverblijf;

— anderzijds, de administratieve plaats van inschrijving, die onder meer bepaalt welk OCMW voor de verlening van sociale bijstand bevoegd is.

Die verplichte plaats van inschrijving kan verschillen van de hoofdverblijfplaats. De hoofdverblijfplaats blijft bepalen waar een persoon wordt ingeschreven in het wachtrechterregister (conform de algemene principes inzake het beheer van de bevolkingsregisters). De verplichte plaats van inschrijving heeft slechts een beperkte draagwijdte. Die is namelijk

portée est limitée aux réglementations qui dans leur champ d'application réfèrent d'une manière explicite à l'application de l'article 54, comme par exemple, la réglementation concernant la détermination du CPAS compétent (un point essentiel du plan dit de répartition).

Pour qu'il n'y ait plus de doute sur l'intention de la réglementation, une modification de l'article 54 de la loi du 15 décembre 1980 est proposée.

M. Beysen fait valoir qu'autant la notion « d'inscription en un lieu déterminé » lui paraît claire, celle de « désignation d'un lieu obligatoire d'inscription » l'est beaucoup moins. Quelle est la différence exacte ?

Le ministre fournit l'exemple suivant : un candidat réfugié s'est vu indiqué comme lieu d'inscription obligatoire la commune X. Toutefois, pour des raisons d'ordre familial, celui-ci préfère s'établir dans la ville Y. Cela signifie donc que pour toucher l'aide sociale, le candidat devra se présenter dans la commune X, tandis qu'il résidera effectivement dans la ville Y. Le Conseil d'Etat s'est opposé à ce que l'on remédie à cet état de fait. La discussion de l'article 1^{er} a déjà abordé cette problématique.

Sans l'amendement, on pouvait supposer qu'hors l'indication d'un lieu d'inscription obligatoire au registre d'attente, il n'y aurait plus d'inscription au lieu de résidence principale. Le Conseil d'Etat, ainsi que l'administration concernée, ont réagi, à juste titre semble-t-il.

Avec l'adoption de cette disposition, la ville Y devra continuer à l'inscrire à son lieu de résidence principale, sans pouvoir lui verser d'aide sociale, sous peine de ne pas être remboursée par le pouvoir central. Cette aide devra être fournie par la commune X.

M. Viseur se demande si un candidat réfugié sera obligé de s'inscrire dans une commune déterminée ou au contraire, s'il aura le choix de le faire dans une des communes où le quota n'est pas atteint.

Le ministre fait valoir que c'est l'Office des étrangers qui l'inscrira dans une commune déterminée, en tenant compte d'impératifs familiaux ou autres, si la loi lui permet de ce faire. Il devra faire preuve, à cet égard, de bon sens.

Le même orateur voudrait savoir quel est l'avantage obtenu en ne laissant pas le choix au candidat.

Le ministre indique que les personnes concernées ont le choix d'être inscrites au registre d'attente de la commune où elles ont leur résidence principale. Toutefois, à des fins administratives, le ministre peut les obliger à s'inscrire administrativement dans une commune définie, afin de ne pas dépasser le quota d'une autre.

beperkt tot de regelingen die in hun toepassingsgebied uitdrukkelijk naar de toepassing van artikel 54 verwijzen, zoals bijvoorbeeld de regeling inzake de bepaling van het bevoegde OCMW (een wezenlijk punt van het zogenaamde spreidingsplan).

Om niet de minste twijfel te laten bestaan over de bedoeling van de regeling wordt een aanpassing van artikel 54 van de wet van 15 december 1980 voorgesteld.

De heer Beysen merkt op dat het begrip « de inschrijving op een bepaalde plaats » hem duidelijk lijkt, in tegenstelling tot het begrip « de aanduiding van een verplichte plaats van inschrijving ». Waar zit nu precies het verschil ?

De minister geeft het volgende voorbeeld : voor een kandidaat-politieke vluchteling werd de gemeente X als verplichte plaats van inschrijving aangeduid. Om familiale redenen wil hij zich echter in de stad Y vestigen. Dat betekent dus dat hij zich, wil hij sociale bijstand krijgen, in de gemeente X moet melden, terwijl hij effectief in de stad Y verblijft. De Raad van State wil die feitelijke toestand laten voortbestaan. Bij de besprekking van artikel 1 is dat probleem reeds aangeraakt.

Zonder dat amendement zou men kunnen veronderstellen dat er buiten de aanduiding van een verplichte plaats van inschrijving in het wachtrechtregister geen inschrijving in de hoofdverblijfplaats meer zou geschieden. De Raad van State en de betrokken administratie hebben daar, naar gebleken is terecht, tegen gereageerd.

Als die bepaling aangenomen wordt, zal stad Y de betrokkenen moeten blijven inschrijven in de gemeente waar hij zijn hoofdverblijf heeft zonder hem evenwel sociale bijstand te kunnen verlenen, want als ze dat toch doet, loopt ze het risico niet door de federale overheid te worden terugbetaald.

De heer Viseur wenst te vernemen of een kandidaat-vluchteling verplicht zal zijn zich in een bepaalde gemeente te laten inschrijven dan wel of hem integendeel de keus zal worden gelaten om dat te doen in een van de gemeenten waar de quota niet bereikt is.

De minister wijst erop dat de Dienst Vreemdelingenzaken de betrokkenen in een bepaalde gemeente zal inschrijven en daarbij, mits dat wettelijk toestaan is, rekening zal houden met familiale verplichtingen en dergelijke. In dat opzicht zal die Dienst blijk moeten geven van gezond verstand.

Dezelfde spreker vraagt welk voordeel eraan verbonden is als men de kandidaat geen keuze laat.

De minister merkt op dat de betrokkenen vrij mogen kiezen om zich te laten inschrijven in het wachtrechtregister van de gemeente waar zij hun hoofdverblijfplaats hebben (gekozen). Niettemin kan de minister, om administratieve redenen en met de bedoeling de quota van een bepaalde gemeente niet te overschrijden, hen verplichten zich te laten inschrijven in een andere gemeente.

M. Grimberghs rappelle que le souci premier du projet est que, le plus possible, les candidats soient inscrits là où ils résident. Le plus logique serait de leur demander où ils souhaitent résider, sans toutefois nécessairement devoir suivre leur choix. Le but est ici de procéder à une inscription du candidat qui colle le mieux à la réalité actuelle ou future.

Le ministre ne comprend pas le souci exprimé. Hors le cas des filières ou des accueils familiaux ou de proximité, le choix laissé à un candidat quant à son inscription ne se conçoit pas, puisqu'il ignore tout de son pays d'arrivée.

M. Grimberghs cite le cas du Rwanda ou du Burundi, où si la situation s'empirait, l'exode pourrait être massif vers notre pays.

Le ministre rappelle l'exemple des réfugiés chiens, qui étaient prêts à se rendre n'importe où, pour autant qu'ils puissent échapper à leur pays. Arrivés chez nous, leur seule préoccupation était de trouver un endroit où ils puissent vivre ou survivre.

Par contre, il est étonnant de remarquer que tous les Ghaniens veulent se rendre à Gand ou à Louvain. Comme par hasard, ils sont tous en possession de l'adresse, du numéro de téléphone et de fax d'un avocat belge. Il convient d'y mettre fin !

M. Grimberghs se demande s'il est nécessaire pour autant d'organiser pour l'ensemble des candidats réfugiés un système d'accueil qui n'est plus personnalisé et une prise en charge collective qui soit le seul fait des autorités publiques.

Le ministre ne peut pas accepter le droit de tout réfugié de choisir le lieu où il va s'établir. Il réaffirme que les vrais réfugiés sont partants pour s'établir n'importe où, pour autant qu'ils échappent à la menace dont ils faisaient l'objet.

M. Viseur fait valoir que le problème ne se pose pas véritablement, si on laisse le choix au réfugié entre les endroits où le quota n'est pas atteint. Quel est l'inconvénient de demander alors la préférence du candidat ? Cela simplifiera d'ailleurs le contrôle qui peut être exercé à son égard.

Le ministre réaffirme que dans la mesure du possible, l'administration respectera les souhaits du candidat et cherchera les solutions les plus humaines. Il ne s'agira pour autant jamais d'un droit.

Il ajoute que l'ensemble des dossiers est empreint d'une véritable mauvaise foi de la part d'aucuns et qu'ouvrir un tel droit exposerait l'administration concernée à de nouvelles et nombreuses procédures de recours contre la désignation de l'endroit d'inscription. Il met également en cause le rôle néfaste de certains avocats, qui multiplient les recours et les procédures aux frais des CPAS et des demandeurs

De heer Grimberghs herinnert eraan dat het ontwerp er in de eerste plaats toe strekt de kandidaten in te schrijven in de gemeente waar zij verblijven. De meest logische oplossing zou erin bestaan hun eerst te vragen waar zij wensen te verblijven, wat niet betekent dat die wens per se moet worden ingewilligd. Het is immers de bedoeling bij de inschrijving van een kandidaat zoveel mogelijk de huidige of toekomstige realiteit voor ogen te houden.

De minister begrijpt niet waarom men zich daar zorgen over maakt. Buiten het geval van de filières of van de gezinsopvang of nog, wanneer zaken zoals de nabijheid een rol spelen, is het niet denkbaar dat de kandidaat vrij zou mogen kiezen waar hij wenst te worden ingeschreven want hij weet niets af van het land waar hij aankomt.

De heer Grimberghs haalt het geval aan van Rwanda en Burundi, landen vanwaaruit wij, mocht de toestand ginds verslechteren, een massale uittocht naar ons land mogen verwachten.

De minister herinnert aan het geval van de Chinees vluchtelingen die bereid waren ongeacht waar naartoe te gaan mits zij maar hun land konden ontvluchten. Zodra zij bij ons aankwamen, was hun enige bekommernis op zoek te gaan naar een plaats waar zij konden leven of overleven.

Het is daarentegen opvallend dat alle Ghanezen naar Gent of Leuven willen en dat zij als bij toeval zonder enige uitzondering het adres, het telefoon- en het faxnummer van een Belgische advocaat op zak hebben. Aan dergelijke toestanden moet een einde komen !

De heer Grimberghs vraagt zich af of het wel nodig is voor alle kandidaat-vluchtelingen een onpersoonlijk opvangsysteem te organiseren en de collectieve opvang alleen aan de overheidsinstanties over te laten.

De minister kan niet dulden dat iedere vluchteling vrij zou mogen kiezen waar hij zich gaat vestigen. Hij herhaalt andermaal dat de echte vluchtelingen bereid zijn zich waar dan ook te vestigen als zij maar aan een dreigend gevaar kunnen ontkomen.

De heer Viseur wijst erop dat er in feite geen probleem is als de asielzoekers de vrije keuze wordt gelaten tussen de gemeenten die hun quota nog niet hebben bereikt. Wat belet dat men in dat geval vraagt naar de voorkeur van de asielzoeker ? Daardoor zal men trouwens ook makkelijker toezicht op hem kunnen uitoefenen.

De minister bevestigt opnieuw dat de administratie voor zover mogelijk zal ingaan op de wensen van de asielzoekers en de meest humane oplossing zal zoeken. Dat kan evenwel nooit een recht zijn.

Hij voegt daaraan toe dat sommigen in deze problematiek over de hele lijn blijk geven van slechte wil en dat de invoering van een dergelijk recht de administratie zou blootstellen aan een resem nieuwe gerechtelijke procedures tegen de aanwijzing van de plaats van inschrijving. Hij wijst tevens op de nefaste rol die sommige advocaten terzake spelen door het aantal beroeps- en andere procedures op kosten van

d'asile, sans que le Conseil de l'Ordre n'intervienne pour autant.

Enfin, le ministre indique encore que laisser le choix n'a pas de véritable sens, puisque certaines nationalités veulent systématiquement aller dans un même endroit, alors que le quota y est déjà largement dépassé. Concrètement, il ne sera, de toute façon, pas possible de donner suite à ce choix, qui n'en serait plus un.

M. Viseur se rallie au fait que le dernier mot en la matière revienne finalement à l'administration. Il faut cependant que celle-ci tienne compte au maximum des réalités de terrain, de façon à ce qu'on n'aboutisse pas à un arbitraire.

M. Grimberghs rappelle que son souci premier était de permettre l'accueil effectif le moins coûteux pour les autorités publiques. Il précise que l'accueil collectif dans des centres se révèle beaucoup plus onéreux que, par exemple, une prise en charge de proximité.

L'orateur est également d'avis qu'il faut mettre en plan un système de désignation *d'office*, qui corresponde le mieux possible à la réalité.

Enfin, il marque son opposition à des regroupements sur base ethnique ou nationale.

M. Féaux se demande s'il est possible d'imaginer qu'un candidat ait une résidence dans une zone d'un régime linguistique déterminé et soit inscrit dans une zone à régime linguistique différent.

Le ministre répond par l'affirmative. Il ajoute que ce n'est guère souhaitable mais qu'il ne peut l'empêcher.

Il indique également qu'il n'est pas prouvé que l'accueil de réfugiés organisé par le secteur privé se révèle nécessairement moins cher. En effet, le passage par la Croix-Rouge est pour le Département de la Santé publique plus onéreux que celui par le Petit Château.

Le ministre précise encore que rien n'empêche les communes et villes concernées de faire assurer l'accueil des candidats par des organismes humanitaires privés, moyennant une intervention financière des CPAS.

*
* * *

Le ministre fait observer que le 1° de l'amendement n° 10 précité doit faire l'objet d'une reformulation d'ordre technique.

Ainsi, dans la version française, il y a lieu de lire :

« 1° au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, les mots « le lieu où sont inscrits » sont remplacés par les mots « un lieu obligatoire d'inscription pour ». »

et dans la version néerlandaise :

« 1° in § 1, eerste lid, worden de woorden « de plaats bepalen waar de vreemdelingen worden ingeschreven » vervangen door de woorden « een ver-

de OCMW's en de asielzoekers op te drijven, terwijl de raad van de Orde van Advocaten nalaat daartegen in te grijpen.

Ten slotte geeft de minister nog aan dat vrije keuze in feite geen zin heeft, aangezien van bepaalde landen afkomstige asielzoekers de voorkeur geven aan steeds dezelfde gemeenten, terwijl de quota van die gemeenten al ruim overschreden zijn. *In concreto* is het hoe dan ook niet mogelijk om met die keuze, die er eigenlijk geen meer is, rekening te houden.

De heer Viseur verheugt zich erover dat de administratie in deze aangelegenheid het laatste woord zal hebben. Niettemin moet ze zoveel mogelijk rekening houden met de concrete realiteit om willekeur te voorkomen.

De heer Grimberghs herinnert eraan dat zijn eerste bekommernis was de opvang zo efficiënt en goedkoop mogelijk te laten verlopen. Hij preciseert dat de collectieve opvang in speciale centra kennelijk veel duurder is dan de opvang in de nabije omgeving.

Spreker is tevens van oordeel dat een regeling van *ambtshalve* toewijzing moet worden ingesteld die zoveel mogelijk aan de realiteit beantwoordt.

Tot slot verzet hij zich tegen het samenbrengen van vluchtelingen op etnische of nationale basis.

De heer Féaux vraagt zich af of het mogelijk is dat een asielzoeker verblijf houdt in een gebied dat onder een bepaalde taalregeling valt en wordt ingeschreven in een gebied dat onder een andere taalregeling valt.

De minister antwoordt bevestigend. Hij voegt daaraan toe dat zulks niet wenselijk is, maar dat hij dit niet kan verhinderen.

Ook is volgens hem niet bewezen dat de opvang van vluchtelingen door de particuliere sector goedkooper is. De opvang door het Rode Kruis kost het departement Volksgezondheid immers meer dan de opvang in het Klein Kasteeltje.

De minister preciseert dat niets belet dat de betrokken steden en gemeenten de opvang van vluchtelingen laten organiseren door particuliere humanitaire organisaties met een financiële bijdrage van de OCMW's.

*
* * *

De minister wijst erop dat het 1° in het boven genoemde amendement technisch moet worden verbeterd.

In de Franse versie moet de tekst luiden als volgt :

« 1° au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, les mots « le lieu où sont inscrits » sont remplacés par les mots « un lieu obligatoire d'inscription pour ». »

De Nederlandse tekst luidt dan als volgt :

« 1° in § 1, eerste lid, moeten de woorden « de plaats bepalen waar de vreemdelingen worden ingeschreven » worden vervangen door de woorden « een ver-

plichtte plaats van inschrijving bepalen voor de vreemdelingen die „.“

La Commission se rallie à cette correction.

L'article 6bis (*nouveau*), inséré par l'amendement n° 10 du *gouvernement*, est adopté par 10 voix et 6 abstentions.

Art. 7 et 8

Les articles 7 et 8 n'appellent aucune observation.

*
* *

Les articles 7 et 8 sont adoptés par 12 voix et 4 abstentions.

Art. 9

Un amendement n° 15 a été déposé par *MM. Peeters L., Vanleenhove, Féaux et Grimberghs*.

M. Peeters indique que l'amendement vise à ajouter la Direction pour l'immatriculation des véhicules (DIV) à la liste des autorités ou services habilités à avoir accès au registre d'attente.

Le ministre accueille favorablement cet amendement. Une personne inscrite au registre d'attente peut effectivement introduire une demande d'immatriculation et, dans ce cas, il est important de savoir où ce candidat réfugié politique est inscrit.

M. Viseur souhaiterait obtenir de plus amples précisions sur les différences entre les personnes ou autorités ayant accès au registre d'attente, d'une part, et au registre national, de l'autre.

Le ministre réplique que l'accès au registre national est sensiblement plus large, ce dernier étant réglé par arrêté royal. Il ajoute que toutes les autorités ou services énumérés à l'article 9 peuvent accéder aux informations consignées dans le registre national, hormis peut-être le président de la Commission permanente de recours des réfugiés et le commissaire général aux réfugiés et aux apatrides.

Le Conseil d'Etat pourrait, lui aussi, faire exception. Mais, s'il devait avoir besoin de renseignements contenus dans le registre national, il n'y aurait aucune difficulté à lui en autoriser l'accès.

*
* *

L'amendement n° 15 de *MM. Peeters L., Vanleenhove, Féaux et Grimberghs* est adopté par 15 voix et 1 abstention.

verplichte plaats van inschrijving bepalen voor de vreemdelingen die „.“

De Commissie stemt met deze verbetering in.

Artikel 6bis (*nieuw*), ingevoegd door amendement n° 10 van de *Regering*, wordt aangenomen met 10 stemmen en 6 onthoudingen.

Art. 7 en 8

Over de artikelen 7 en 8 worden geen opmerkingen gemaakt.

*
* *

De artikelen 7 en 8 worden aangenomen met 12 stemmen en 4 onthoudingen.

Art. 9

Een amendement n° 15 werd ingediend door *de heren L. Peeters, Vanleenhove, Féaux en Grimberghs*.

De heer L. Peeters wijst erop dat het amendement ertoe strekt de Directie voor de inschrijving van voertuigen (DIV) toe te voegen aan de lijst van de overheden of diensten die bevoegd zijn om toegang te hebben tot het wachtrechtregister.

De minister is het met dat amendement eens. Het is inderdaad mogelijk dat een in het wachtrechtregister ingeschreven persoon een aanvraag om inschrijving van een voertuig indient en in dat geval is het van belang te weten waar die kandidaat-politieke vluchtelinge is ingeschreven.

De heer Viseur wenst opheldering over het verschil tussen de personen of overheden die toegang hebben tot het wachtrechtregister enerzijds en tot het rijksregister anderzijds.

De minister antwoordt dat de toegang tot het rijksregister aanzienlijk ruimer is aangezien die bij koninklijk besluit geregeld is. Hij voegt eraan toe dat alle in artikel 9 opgesomde overheden, met uitzondering wellicht van de voorzitter van de Vaste Beroepscommissie voor de vluchtelingen en van de commissaris-generaal voor de vluchtelingen en de staatlozen inzage mogen nemen van de in het rijksregister opgetekende inlichtingen.

Ook de Raad van State zou eventueel een uitzondering kunnen vormen hoewel ook hem, mocht hij inlichtingen uit het rijksregister nodig hebben, probleemloos de toegang tot dat register zou worden toegestaan.

*
* *

Amendement n° 15 van *de heren Peeters L., Vanleenhove, Féaux en Grimberghs* wordt aangenomen met 15 stemmen en 1 onthouding.

L'article 9 ainsi amendé est adopté par 11 voix et 4 abstentions.

Art. 10

Mme Spaak fait valoir qu'en ce qui concerne l'échange d'informations, le Conseil d'Etat préférerait la procédure initiale plutôt que celle retenue dans le projet.

Le ministre indique que la procédure habituelle veut qu'un arrêté royal soit pris pour habiliter une autorité à utiliser le numéro d'identification du registre national, après avis de la Commission de la protection de la vie privée et après délibération du Conseil des ministres.

A partir du moment où la loi énumère elle-même les autorités ayant accès au registre national dans le cadre du registre d'attente, il paraissait tout à fait normal que ces autorités puissent utiliser entre elles le numéro national pour échanger les informations concernant les étrangers inscrits au registre d'attente. Dans le cas contraire, il aurait fallu préparer des arrêtés royaux après avoir demandé l'avis de la Commission de la protection de la vie privée. Or, comment celle-ci aurait-elle pu s'opposer à l'utilisation du numéro national puisque la loi prévoit que ces autorités ont automatiquement accès au registre ?

En conséquence l'utilisation du numéro national est limitée aux autorités énumérées à l'article 8, et ce uniquement pour l'échange des informations relatives aux étrangers repris au registre d'attente. On a estimé normal que si le législateur accepte cette méthode, il ne faille pas attendre la promulgation d'arrêtés royaux car cette opération pourrait nécessiter un an.

*
* * *

L'article 10 est adopté par 10 voix et 3 abstentions.

Art. 11

Un amendement n° 1 a été déposé par le gouvernement (Doc. n° 1281/2).

Le ministre communique qu'il s'agit d'un amendement ayant un caractère purement technique, qui précise que c'est bien le CPAS et non la commune qui alloue l'aide sociale.

*
* * *

Het aldus geamendeerde artikel 9 wordt aangenomen met 11 stemmen en 4 onthoudingen.

Art. 10

Mevrouw Spaak merkt op dat de Raad van State inzake het uitwisselen van inlichtingen de aanvankelijk geplande procedure verkiest boven die waarin het ontwerp voorziet.

De minister brengt onder de aandacht dat, volgens de gewone procedure, een koninklijk besluit nodig is om een overheid, na advies van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer en na overleg in de Ministerraad, te machtigen om het identificatienummer van het rijksregister te gebruiken.

Zodra de wet zelf een opsomming geeft van de overheden die in het raam van het wachtrecht register toegang hebben tot het rijksregister, leek het volkomen normaal dat die overheden voor de uitwisseling van informatie betreffende de in het wachtrecht ingeschreven vreemdelingen onderling gebruik zouden mogen maken van het rijksnummer. Was dat niet het geval geweest, dan had men, na het advies van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer te hebben ingewonnen, koninklijke besluiten moeten voorbereiden. Hoe zou die commissie zich echter tegen het gebruik van het rijksnummer hebben kunnen verzetten aangezien de wet bepaalt dat die overheden automatisch toegang hebben tot het register ?

Bijgevolg is het gebruik van het rijksnummer beperkt tot de in artikel 8 opgesomde overheden en zulks uitsluitend voor het uitwisselen van de inlichtingen over de in het rijksregister opgenomen vreemdelingen. Men heeft het normaal geacht dat, als de wetgever die methode aanvaardt, men niet de afkondiging van koninklijke besluiten hoeft af te wachten, want een dergelijke operatie zou een jaar tijd vergen.

*
* * *

Artikel 10 wordt aangenomen met 10 stemmen en 3 onthoudingen.

Art. 11

De Regering heeft een amendement n° 1 (Stuk n° 1281/2) ingediend.

De minister deelt mee dat het hier gaat om een amendement van louter technische aard waarin wordt aangegeven dat de sociale bijstand wel degelijk door het OCMW en niet door de gemeente wordt verleend.

*
* * *

L'amendement n° 1 du gouvernement est adopté par 13 voix et 1 abstention.

L'article 11 ainsi amendé est adopté par 10 voix et 4 abstentions.

Art. 11bis

Un amendement n° 2 (Doc. n° 1281/2) a été déposé par le gouvernement visant à insérer un article 11bis (*nouveau*), libellé comme suit :

“ Art. 11bis. — A l'article 5 de la même loi sont apportées les modifications suivantes :

- 1) le texte actuel de l'article formera le § 1^{er};
- 2) le même article est complété par les § 2 et § 3 rédigés comme suit :

“ § 2. Par dérogation au § 1^{er}, 2^o, l'Etat prend en charge 50 % de l'aide sociale accordée dans les limites fixées en vertu de l'article 11, § 2, en espèces ou en nature, à l'étranger qui s'est déclaré réfugié ou a demandé à être reconnu en cette qualité, lorsque cette personne ne réside pas :

a) sur le territoire de la commune déterminée en vertu de l'article 54 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, modifié par la loi du 6 mai 1993

ni

b) sur le territoire de la commune au registre des étrangers de laquelle cette personne est inscrite.

L'alinéa précédent n'est pas applicable si la commune fait la preuve qu'elle a proposé sur son territoire, un logement public ou privé décent et adapté aux moyens du candidat réfugié politique.

La disposition de l'alinéa 1^{er} s'applique jusqu'au moment où la qualité de réfugié est reconnue au candidat ou jusqu'au moment où il bénéficie d'une assistance sociale en vertu de l'article 57, § 2 de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'aide sociale, modifié par la loi du 30 décembre 1992.

§ 3. Lorsqu'il est fait application du § 2, alinéa 1^{er} du présent article, l'Etat répartit un montant équivalent à celui qui est remboursé au centre public d'aide sociale en vertu de cette disposition, entre les centres publics d'aide sociale des communes sous le nom desquelles le Ministre compétent ou son représentant ne peut pas inscrire de candidats supplémentaires dans le registre d'attente, en vertu des critères de répartition harmonieuse visés à l'article 54, § 1^{er}, alinéa 3, 2^o de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, modifié par la loi du 6 mai 1993.

Le Roi fixe les modalités de cette répartition. »

Amendement n° 1 van de Regering wordt aangenomen met 13 stemmen en 1 onthouding.

Het aldus geamendeerde artikel 11 wordt aangenomen met 10 stemmen en 4 onthoudingen.

Art. 11bis

De Regering heeft een amendement n° 2 (Stuk n° 1281/2) ingediend dat strekt tot invoeging van een artikel 11bis (*nieuw*) luidend als volgt :

“ Art. 11bis. — Bij artikel 5 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- 1) de huidige tekst van het artikel wordt § 1;
- 2) hetzelfde artikel wordt aangevuld door § 2 en § 3, luidend als volgt :

“ § 2. In afwijking van § 1, 2^o, neemt de Staat 50 % van de maatschappelijke dienstverlening ten laste binnen de beperkingen bepaald krachtens artikel 11, § 2, toegekend in natura of in geld aan de vreemdeling die zich kandidaat verklaard heeft of die aangevraagd heeft om als vluchteling te worden erkend, wanneer deze persoon niet op het grondgebied van de gemeente verblijft :

a) bepaald krachtens artikel 54 van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging of de verwijdering van vreemdelingen, gewijzigd door de wet van 6 mei 1993

evenmin

b) in wiens vreemdelingenregister hij ingeschreven is.

Het vorige lid is niet van toepassing indien de gemeente kan bewijzen dat zij aan de vluchteling een logement, privé of publiek, heeft aangeboden op haar grondgebied, aangepast aan het inkomen van de kandidaat politieke vluchteling.

De bepaling van het eerste lid is van toepassing totdat de kandidaat als vluchteling wordt erkend of totdat hij een maatschappelijke dienstverlening geniet krachtens artikel 57, § 2 van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, gewijzigd bij de wet van 30 december 1992.

§ 3. Wanneer § 2, eerste lid van onderhavig artikel toegepast wordt, verdeelt de Staat een bedrag gelijk aan wat terugbetaald wordt aan het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn krachtens deze bepaling, tussen de openbare centra voor maatschappelijk welzijn van de gemeente onder wiens naam de bevoegde minister of zijn afgevaardigde geen bijkomende kandidaten in het wachtrecht mag inschrijven, krachtens de criteria voor een harmonieuze spreiding bedoeld in artikel 54, § 1, derde lid, 2^o van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van de vreemdelingen, gewijzigd bij de wet van 6 mei 1993.

De Koning bepaalt de modaliteiten van deze spreiding. »

Par ailleurs, un sous-amendement n° 12 à l'amendement n° 2 du gouvernement a été déposé par *MM. Bertouille, Grimberghs, Hancké et Van Eetvelt*, au nom de la Commission de la Santé publique et de l'Environnement.

Ledit amendement vise à associer le CPAS à l'offre d'un logement public ou privé décent et adapté aux moyens du candidat réfugié politique.

En outre, un sous-amendement n° 14 à l'amendement n° 12 du gouvernement a été déposé par *M. Féaux*. L'auteur souhaite en effet autoriser des communes limitrophes ou avoisinantes comptant au total un maximum de 15 000 habitants — ou les CPAS de ces communes — à s'associer par convention pour organiser ensemble l'offre de logements aux candidats réfugiés politiques. Dans ce cas, le logement serait réputé offert sur le territoire de la commune d'inscription.

Le ministre signale que l'amendement n° 2 du gouvernement — d'une importance capitale — règle les incitants devant conduire les communes, d'une part, et les candidats réfugiés politiques, de l'autre, à faire coïncider la résidence effective avec la résidence administrative qui leur a été attribuée de manière discrétionnaire par le ministre de l'Intérieur ou son délégué.

Le mécanisme choisi consiste à moduler le remboursement de l'aide sociale. En effet, le montant sera limité à 50 % des dépenses au lieu de 100 % si la commune ne peut apporter la preuve qu'elle a offert au candidat réfugié politique un logement décent et adapté à ses besoins.

Parallèlement, un autre incitant a été instauré pour encourager les communes à s'inscrire dans cette démarche positive d'offre de logements, à savoir l'octroi d'une prime d'installation lors du premier établissement d'un réfugié dans un logement. Le montant de cette allocation correspond à un mois d'aide sociale au taux « isolé », soit 20 000 francs. Eu égard à la rotation qui va s'instaurer consécutivement à l'accélération des procédures d'examen des dossiers, le même logement pourrait donner lieu deux fois, voire trois fois l'an au versement de ladite prime de première installation. Ces moyens financiers devraient offrir aux communes jouant le jeu de l'accueil décentralisé, des ressources pour aménager les logements qu'elles donneraient en location. Dans ce cadre, les communes pourront faire appel à l'offre tant publique que privée de logements.

S'agissant du candidat réfugié politique, il convient de l'inciter à accepter le logement qu'une commune lui proposerait. A cet égard, le mécanisme retenu prévoit qu'en cas de refus d'un logement — qui constitue en fait une offre de prestations en nature de la part du CPAS — ce dernier pourra déduire

Bovendien hebben *de heren Bertouille, Grimberghs, Hancké en Van Eetvelt* namens de Commissie voor de Volksgezondheid en het Leefmilieu een subamendement n° 12 op amendement n° 2 van de Regering ingediend.

Dit amendement strekt ertoe de OCMW's te betrekken bij het aanbieden van behoorlijke huisvesting, in openbaar dan wel in particulier bezit, die aangepast is aan het inkomen van de asielzoekers.

Daarnaast heeft *de heer Féaux* een subamendement n° 14 op amendement n° 12 van de Regering ingediend. Dat amendement beoogt met name de aangrenzende of naburige gemeenten met in totaal maximaal 15 000 inwoners, dan wel de OCMW's van die gemeenten, bij overeenkomst te betrekken bij het verstrekken van huisvesting aan asielzoekers. In dit geval wordt ervan uitgegaan dat de huisvesting is verstrekt op het grondgebied van de gemeente van inschrijving.

De minister laat weten dat amendement n° 2 van de Regering van kapitaal belang is, aangezien het betrekking heeft op de stimulerende maatregelen die zowel de gemeenten als de asielzoekers ertoe moeten aanzetten de werkelijke verblijfplaats te doen samenvallen met de administratieve verblijfplaats die hen op discinaire wijze door de minister van Binnenlandse Zaken of diens gemachtigde is toegewezen.

Er is gekozen voor een formule waarbij de terugbetaling van de sociale bijstand wisselt. Zo is het bedrag beperkt tot 50 % van de kosten in plaats van tot 100 % wanneer de gemeente niet kan bewijzen dat ze de asielzoeker een behoorlijke en aan zijn noden aangepaste huisvesting heeft aangeboden.

Deze maatregel gaat vergezeld van een andere stimulans die tot doel heeft de gemeenten ertoe te bewegen zich aan te sluiten bij deze positieve benadering die bestaat in het aanbieden van huisvesting. Die stimulans bestaat in het toekennen van een vestigingspremie wanneer een asielzoeker voor het eerst een woning betrekt. Het bedrag van deze premie stemt overeen met het bedrag van de sociale bijstand die een alleenstaande maandelijks ontvangt, te weten 20 000 frank. Rekening houdend met de rotatie die zal ontstaan door de bespoediging van de procedure van onderzoek van de dossiers, kan eenzelfde woning tweemaal of zelfs driemaal per jaar recht geven op deze vestigingspremie. Deze financiële middelen moeten de gemeenten die meewerken aan de gedecentraliseerde opvang, de mogelijkheid bieden de door hen verhuurde woningen te renoveren. Daarvoor kunnen ze een beroep doen op woningen zowel in openbaar als in particulier bezit.

De asielzoekers van hun kant moeten ertoe worden bewogen de hun door de gemeente aangeboden huisvesting — een aanbod dat in feite neerkomt op een door het OCMW aangeboden dienst in natura — te aanvaarden. De regeling komt erop neer dat asielzoekers die weigeren op een dergelijk aanbod in te

du montant de l'aide sociale une somme correspondant à la valeur de la prestation refusée.

Quant au sous-amendement n° 12 de *MM. Bertouille, Grimonberghs, Hancké et Van Eetvelt*, le ministre signale qu'il ne peut que rencontrer l'adhésion du gouvernement. Visant à permettre que la preuve de l'offre de logement puisse être administrée ou par la commune ou par le CPAS, cet amendement — qui a déjà reçu le fiat du ministre de la Santé publique — constitue une solution de bon sens compte tenu des responsabilités respectives.

Concernant le sous-amendement n° 14 de *M. Féaux*, le ministre constate que celui-ci organise un système de coopération entre des communes de faible taille pour assurer l'offre de logements.

Le ministre se rallie à la solution proposée.

Mme Spaak réplique que les caisses communales sont vides consécutivement à la politique menée par les gouvernements successifs. Elle se demande dès lors où les communes trouveront les moyens nécessaires pour rénover les nombreux logements en état de décrépitude, afin de pouvoir les mettre à la disposition des candidats réfugiés politiques. Elle imagine en effet que la prime à laquelle songe le ministre ne couvrira pas la totalité des frais liés à ces travaux de réfection.

Par ailleurs, l'oratrice se demande qui va juger de l'habitabilité du logement avant que le montant du loyer du logement éventuellement refusé ne soit déduit de l'aide sociale accordée par le CPAS.

Le ministre réplique que la commune de Mme Spaak ne sera pas concernée par le dispositif préconisé avant plusieurs mois car elle accueille déjà davantage de réfugiés que le quota prévu. Plus généralement, il confirme que le montant correspondant au loyer du logement peut être déduit de l'aide sociale. Il ajoute par ailleurs que tous les logements ne sont pas insalubres et ne sont pas exploités par des « loueurs de paillasses ». Il estime donc qu'il existe des possibilités de financement. A cet égard, le mécanisme de la prime d'installation s'adresse aux communes souhaitant aller au-delà de leurs obligations et jouer un rôle actif dans l'aménagement de logements. Certaines d'entre elles se sont d'ailleurs déjà lancées dans cette voie lors de la mise en oeuvre du plan de répartition volontaire de Mme Smet. Elles disposeront donc du produit de la prime d'installation et des loyers pour assurer la couverture des frais liés aux habitations données en location. Le ministre concède que cette démarche est plus aisée dans les régions où la pression sur le marché du logement est moindre.

Mme Spaak s'enquiert s'il existe des critères pour apprécier la qualité d'un logement.

gaan, de kans lopen dat het OCMW de sociale bijstand waarop zij recht hebben, vermindert met een bedrag dat overeenstemt met de waarde van de geweigerde dienstverlening.

Terzake van het door *de heren Bertouille, Grimonberghs, Hancké en Van Eetvelt* ingediende amendement n° 12 wijst de minister erop dat Regering daar mee alleen maar kan instemmen. Dat amendement, waarmee de minister van Volksgezondheid al heeft ingestemd, houdt in dat de gemeente dan wel het OCMW kan bewijzen dat ze woongelegenheid heeft aangeboden. Rekening houdend met de diverse verantwoordelijkheden is dit dan ook een oplossing die blijk geeft van gezond verstand.

Wat het subamendement n° 14 van *de heer Féaux* betreft, stelt de minister vast dat dit ertoe strekt tussen de kleinere gemeenten een samenwerking bij het aanbieden van huisvesting tot stand te brengen.

De minister spreekt zich gunstig uit over deze oplossing.

Mevrouw Spaak werpt op dat de financiële middelen van de gemeenten zijn uitgeput als gevolg van het beleid dat de opeenvolgende regeringen hebben gevoerd. Zij vraagt zich dan ook af waar de gemeenten de middelen zullen halen om het grote aantal vervallen woningen te renoveren om ze aan asielzoekers ter beschikking te kunnen stellen. Zij gaat er immers van uit dat de premie waaraan de minister denkt, niet alle kosten voor de verbouwingswerken zal dekken.

Sprekster vraagt zich overigens af wie moet beoordelen of de betrokken panden bewoonbaar zijn, alvorens de OCMW's ingeval van weigering het met de huurprijs overeenstemmende bedrag van de door hen verleende sociale bijstand afhouden.

De minister antwoordt dat de gemeente van mevrouw Spaak de eerstvolgende maanden niet in aanmerking komt voor deze regeling, aangezien haar gemeente momenteel al meer vluchtelingen dan de vastgestelde quota ontvangt. Meer in het algemeen bevestigt hij dat het met het huurgeld overeenstemmende bedrag van de sociale bijstand kan worden afgehouden. Hij voegt daaraan toe dat niet alle panden onbewoonbaar zijn of worden geëxploiteerd door « verhuurders van stromatassen ». Hij is dan ook van oordeel dat er financieringsmogelijkheden vorhanden zijn. Zo is de vestigingspremie bestemd voor gemeenten die meer willen ondernemen dan datgene waartoe zij verplicht zijn en een actief huisvestingsbeleid willen voeren. Sommige gemeenten zijn overigens deze weg al ingeraden bij de inwerkingtreding van het vrijwillige spreidingsplan van mevrouw Smet. Ze zullen dus over de vestigingspremies en het huurgeld kunnen beschikken om de kosten met betrekking tot de verhuurde panden te kunnen dekken. De minister erkent dat een dergelijke aanpak eenvoudiger is in regio's die minder onder druk van de vastgoedmarkt staan.

Mevrouw Spaak wenst te weten of er criteria bestaan om de staat van een pand te beoordelen.

Le ministre réplique qu'il est ardu de définir de manière tout à fait précise ce qu'est un logement acceptable. La loi a prévu deux critères : le logement doit être décent, d'une part, et adapté aux revenus du candidat réfugié, de l'autre.

Mme Spaak observe que la décence au même titre que le bon sens sont des notions très subjectives.

M. Grimberghs souhaiterait, quant à lui, obtenir des précisions sur l'aide exceptionnelle offerte à la première installation.

Est-ce la même que celle qui est introduite dans le cadre de la loi du 12 janvier 1993 contenant un programme d'urgence pour une société plus solidaire ? A ses yeux, cette prime devrait également pouvoir servir au paiement des garanties locatives.

Il note par ailleurs que dans les grandes villes ce sont essentiellement des logements privés et non publics qui sont proposés. Il souligne à ce propos les pratiques abusives et honteuses de certains propriétaires.

Le ministre de la Santé publique réplique qu'il faut éviter toute confusion entre le régime dont il est question ici et les dispositions pour les sans-abri contenues dans la loi du 12 janvier 1993 contenant un programme d'urgence pour une société plus solidaire. Dans ce contexte, il rappelle que l'arrêté ministériel pris en vertu de l'article 11 de la loi du 2 avril 1965 règle l'intervention de l'Etat dans l'aide sociale et énumère les prestations remboursées par l'Etat, dont les frais d'installation. La commune et le CPAS peuvent décider librement de l'utilisation des moyens octroyés au titre de frais d'installation. Le ministre de la Santé publique n'émettra aucune objection à les affecter à des garanties locatives.

M. Viseur relève, quant à lui, que les amendements soumis modifient la législation relative aux CPAS alors qu'ils portent sur une loi créant un registre d'attente pour les étrangers qui se déclarent réfugiés ou qui demandent la reconnaissance de la qualité de réfugié. Il note que le ministre a affirmé que l'on opère toujours un amalgame entre le registre d'attente et le plan de répartition. L'orateur fait cependant valoir que ce même phénomène se rencontre dans la loi elle-même. Il considère qu'il y a là un problème d'autant plus que le plan de répartition n'est que partiellement réglé par la loi en projet, le reste l'étant par arrêtés royaux. Il juge difficile et inadéquat de se prononcer sur un fragment d'un ensemble plus large.

Il se demande, lui aussi, comment sera déterminée la notion de « logement décent et adapté aux moyens du candidat réfugié politique ». Il s'enquiert enfin si l'inscription du candidat réfugié politique sur la liste d'attente d'une société de logements sociaux constitue une preuve d'offre de logement. De même, un deux-pièces coquet représente-t-il un logement dé-

De minister antwoordt dat het moeilijk is om exact te bepalen wanneer de staat van een woning aanvaardbaar is. De wet voorziet in twee criteria : de woning moet zich in behoorlijke staat bevinden en moet aan het inkomen van de asielzoeker zijn aangepast.

Mevrouw Spaak wijst erop dat het begrip « behoorlijke staat », net als het begrip « gezond verstand », uiterst subjectief is.

De heer Grimberghs van zijn kant vraagt om verduidelijking inzake de uitzonderlijke steun die bij een eerste vestiging wordt verleend.

Is die bijstand dezelfde als die welke wordt ingesteld in het raam van de wet van 12 januari 1993 houdende een urgentieprogramma voor een meer solidaire samenleving ? Volgens hem zou die premie ook moeten kunnen dienen om huurwaarborgen te betalen.

Voorts stipt hij aan dat in de grote steden meer particuliere dan openbare woningen worden aangeboden. In dat verband onderstreept hij de onrechtmatige en schandelijke praktijken van sommige eigenaars.

De minister van Volksgezondheid antwoordt dat de hier bedoelde regeling in geen geval mag worden verward met de bepalingen ten behoeve van de daklozen uit de wet van 12 januari 1993 houdende een urgentieprogramma voor een meer solidaire samenleving. Ter zake memoreert hij dat het ministerieel besluit dat krachtens artikel 11 van de wet van 2 april 1965 werd genomen, de staatstegemoetkoming inzake sociale bijstand regelt en een opsomming geeft van de door de Staat terugbetaalde prestaties, waaronder de installatiekosten. De gemeente en het OCMW mogen vrij beslissen hoe de als installatiekosten toegekende middelen worden aangewend. De minister van Volksgezondheid heeft geen bezwaar dat ze als huurwaarborg worden aangewend.

De heer Viseur stipt zijnerzijds aan dat de ingediende amendementen de OCMW-wetgeving wijzigen, ofschoon ze betrekking hebben op een wet tot oprichting van een wachtrechtregister voor vreemdelingen die zich vluchtelings verklaren of die vragen om als vluchtelings te worden erkend. Hij wijst erop dat de minister heeft gesteld dat het wachtrechtregister en het spreidingsplan steeds door elkaar worden gehaald. Volgens spreker gebeurt dat evenwel ook in de wet. Dat levert zijns inziens een probleem op, te meer daar het spreidingsplan maar ten dele door de wet in ontwerp wordt geregeld; koninklijke besluiten doen de rest. Hij vindt het moeilijk en ongepast om zich uit te spreken over een fragment van een ruimer geheel.

Hij vraagt zich ook af hoe het begrip « fatsoenlijke en aan het inkomen van de kandidaat-politieke vluchtelings aangepaste woning » zal worden bepaald. Tot slot vraagt hij of de inschrijving van een kandidaat-politieke vluchtelings op de wachtlijst van een maatschappij voor sociale huisvesting een bewijs is dat een woning wordt aangeboden. Kan een leuke

cent pour un ménage de cinq personnes ? A ses yeux, toute la procédure prévue est extrêmement aléatoire et arbitraire.

Le ministre de la Santé publique précise que la seule inscription d'un candidat réfugié politique sur la liste d'attente d'une société de logements sociaux ne peut nullement être considérée comme une offre de logement. Il faut démontrer qu'un logement a réellement été proposé pour pouvoir percevoir le remboursement intégral de l'aide sociale.

Du point de vue formel, *le ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique* remarque que les amendements visant à insérer des articles 11bis, 11ter, 11quater et 11quinquies (*nouveaux*) ont reçu un avis tout à fait favorable de la Commission de la Santé publique, qui devrait être la plus soucieuse du respect de la loi sur les CPAS.

S'agissant de la notion de « logement décent », le ministre fait valoir que l'amendement fait état de « logement décent et adapté » et qu'il existe une importante jurisprudence à ce sujet. C'est une terminologie praticable.

Le ministre ajoute qu'une fois les dispositions nouvelles appliquées par les communes et les CPAS, la situation sera considérablement plus décente que celle que l'on rencontre dans maints endroits du pays et qui porte en elle les germes de la criminalité. Il est évident en effet que les jeunes qui « logent » à cinq dans une seule pièce, errent en rue avec toutes les conséquences qui s'ensuivent. C'est là un argument supplémentaire pour que les petites communes soient impliquées dans l'accompagnement et l'accueil.

Le ministre souhaite enfin modérer et relativiser les propos de Mme Spaak. Toutes les communes ne sont pas désargentées. A cet égard, il cite l'exemple de nombreuses communes qui ne sont pas vraiment dans le besoin et qui peuvent aisément accueillir quelques réfugiés.

Enfin, un sous-amendement n° 16 au sous-amendement n° 14 a été déposé par *M. Dufour*.

L'auteur déclare partager totalement la préoccupation de son collègue Féaux, mais est d'avis que la norme de 15 000 habitants est trop faible. Depuis la fusion des communes, on ne rencontre pratiquement plus de communes comptant 5 000 habitants. Si l'on devait adopter le sous-amendement n° 14, deux communes voisines de 8 000 habitants chacune ne pourraient mettre leurs efforts en commun pour organiser l'offre de logements. Il plaide en conséquence pour porter ce chiffre à 25 000.

M. Beysen désire apporter une correction linguistique au texte néerlandais de l'amendement déposé au nom de la Commission de la Santé publique et de l'Environnement. Il propose de remplacer les mots néerlandais « op het eigen grondgebied » par les mots « op zijn of haar grondgebied ».

twee-kamerwoning ook als fatsoenlijke huisvesting voor een gezin van vijf personen worden aange-merkt ? Volgens hem is de hele in uitzicht gestelde procedure uitermate onzeker en willekeurig.

De minister van Volksgezondheid preciseert dat alleen de inschrijving van een kandidaat-politieke vluchteling op de wachtlijst van een maatschappij voor sociale huisvesting geenszins het bewijs vormt dat een woning wordt aangeboden. Om de sociale bijstand integraal terugbetaald te krijgen, moet men kunnen bewijzen dat een woning daadwerkelijk werd aangeboden.

De minister van Binnenlandse Zaken en Ambtenarenzaken wijst erop dat de amendementen tot invoering van de artikelen 11bis, 11ter, 11quater en 11quinquies (*nieuw*), formeel een heel gunstig advies hebben meegekregen van de Commissie voor de Volksgezondheid, die geacht wordt het nauwst toe te zien op de naleving van de OCMW-wet.

In verband met het begrip « fatsoenlijke woning » stelt de minister dat het amendement het over « fatsoenlijke en aangepaste woning » heeft en dat er ter zake een uitvoerige jurisprudentie bestaat. Volgens hem is dat een bruikbare terminologie.

De minister voegt eraan toe dat als de gemeenten en de OCMW's eenmaal de nieuwe bepalingen zullen hebben toegepast, de toestand heel wat decenter zal zijn dan wat nu op talrijke plaatsen in het land bestaat en wat de kiemen van criminaliteit in zich draagt. Het spreekt voor zich dat wanneer jongeren met vijf in één kamer moeten « logeren », ze op straat rondhangen, met alle gevolgen vandien. Dat is een bijkomend argument om de kleine gemeenten bij de begeleiding en opvang te betrekken.

De minister wil ter afronding de woorden van mevrouw Spaak afzwakken en relativiseren. Niet alle gemeenten staan in het rood. Hij geeft het voorbeeld van talrijke gemeenten die niet echt met financiële problemen kampen en die probleemloos enkele vluchtelingen kunnen opnemen.

De heer Dufour dient tot slot een subamendement n° 16 op subamendement n° 14 in.

Spreker onderschrijft helemaal de zorg van zijn collega Féaux, maar vindt de norm van 15 000 inwoners te laag. Na de samenvoeging van de gemeenten bestaan er haast geen gemeenten van 5 000 inwoners meer. Mocht subamendement n° 14 worden aangenomen, dan mogen twee naburige gemeenten van elk 8 000 inwoners niet meer samenwerken om woningen aan te bieden. Hij pleit derhalve om dit cijfer op te trekken tot 25 000 inwoners.

De heer Beysen wil een taalkundige verbetering aanbrengen in de Nederlandse tekst van het amendement dat namens de Commissie voor de Volksgezondheid en het Leefmilieu werd ingediend. Hij stelt voor om de woorden « op het eigen grondgebied » te vervangen door de woorden « op zijn of haar grondgebied ».

S'agissant du sous-amendement n° 14, *M. Cheron* indique qu'autant il partage le souci de pouvoir organiser l'offre de logements conjointement par plusieurs communes, autant il se pose des questions sur la compétence de la Commission de réfléchir aux types de conventions pouvant être conclues entre plusieurs communes. Il estime que cette matière fait davantage partie des attributions des régions. Il se demande si l'objectif poursuivi par l'amendement consiste à créer des intercommunales en matière de logements. Il se demande de surcroît si le fait de ne pas stipuler expressément dans la loi que les communes peuvent regrouper leurs efforts en matière de logement, interdirait à ces dernières d'agir de la sorte.

Le ministre répond qu'il existe une raison technique, à savoir l'obligation faite à la commune d'offrir un logement sur son propre territoire. Il est dès lors important de préciser dans quelles conditions serait tolérée la dérogation suggérée par *M. Féaux*. Le ministre note ensuite, à l'attention des Ecologistes, que ce sous-amendement n° 14 rencontre précisément le souhait exprimé par *Mme Vogels* de procéder à un accueil centralisé à petite échelle.

M. Viseur réitère sa question quant au mélange opéré entre le registre d'attente et la législation sur les CPAS. Il répète qu'il trouve anormal que la Commission soit appelée à prendre position sur une partie d'un ensemble plus large.

Le ministre concède que les législations sont amalgamées. Il ajoute qu'il est cependant difficile de suivre tout à fait l'argumentation de *M. Viseur*, les arrêtés royaux étant une prérogative du Roi. Il n'est pas rare que des dispositions législatives fassent partie d'un ensemble plus vaste. Il souligne enfin que le lien établi avec la loi du 2 avril 1965 relative à la prise en charge des secours accordés par les commissions d'assistance publique est loin d'être artificiel. Le projet de loi original prévoyait déjà un ajustement de la loi sur les CPAS afin d'y inclure la référence au registre d'attente. L'inscription dans ce registre est le facteur qui détermine le CPAS compétent pour octroyer l'aide.

A ce propos, l'amendement n° 2 du gouvernement (Doc. n° 1281/2) y ajoute un volet concernant les incitants. Cette formule offre l'avantage de regrouper toutes les dispositions législatives relatives au plan de répartition et renforce la cohérence de l'ensemble.

*
* * *

Le sous-amendement n° 16 de *M. Dufour* au sous-amendement n° 14 de *M. Féaux* est adopté par 14 voix et 3 abstentions.

Le sous-amendement n° 14 de *M. Féaux* est adopté par le même vote.

De heer Cheron stelt in verband met subamendement n° 14 dat ofschoon ook hij achter het aanbod van huisvesting door verschillende gemeenten samen staat, hij tevens vragen heeft bij de bevoegdheid van de Commissie om het knelpunt aan te snijden van de soorten overeenkomsten die verscheidenen gemeenten mogen aangaan. Volgens hem is die aangelegenheid veeleer een bevoegdheid van de gewesten. Hij vraagt zich af of dit amendement tot doel heeft huisvestingsintercommunales op te richten. Voorts vraagt hij of het feit dat niet uitdrukkelijk in de wet wordt bepaald dat de gemeenten hun inspanningen inzake huisvesting mogen bundelen, die gemeenten zou verbieden in die zin op te treden.

De minister antwoordt dat daarvoor een technische reden bestaat, te weten dat de gemeenten huisvesting op het eigen grondgebied moeten aanbieden. Het is derhalve van belang te bepalen onder welke voorwaarden de door *de heer Féaux* voorgestelde afwijking mag worden toegestaan. De minister wijst er de Groenen vervolgens op dat subamendement n° 14 precies tegemoetkomt aan de wens van *mvr Vogels* om voor kleinschalige gecentraliseerde opvang te zorgen.

De heer Viseur herhaalt zijn vraag over de verstengeling van het wachtrechtregister en de OCMW-wetgeving. Hij merkt nog eens op dat het volgens hem niet normaal is dat de Commissie zich moet uitspreken over een bepaald onderdeel van een ruimer geheel.

De minister geeft toe dat sprake is van verstengeling van wetteksten. Desondanks is het moeilijk om de redenering van *de heer Viseur* helemaal te volgen, aangezien koninklijke besluiten tot de prerogatieven van de Koning behoren. Niet zelden zijn wetsbepalingen onderdeel van een groter geheel. Tot slot onderstreept hij dat het verband dat wordt gelegd met de wet van 2 april 1965 betreffende het ten laste nemen van de steun verleend door de commissies van openbare onderstand allesbehalve kunstmatig is. Al in het oorspronkelijke wetsontwerp werd de OCMW-wet aangepast zodat naar het wachtrechtregister kon worden verwezen. De inschrijving in dat register is immers het criterium om te bepalen welk OCMW bevoegd is om steun te verlenen.

In dat verband voegt amendement n° 2 van de Regering (Stuk n° 1281/2) een gedeelte toe over de tegemoetkomingen van de overheid. Die werkwijze biedt het voordeel dat zij alle wetsbepalingen in verband met het spreidingsplan bijeenbrengt en de samenhang van het geheel bevordert.

*
* * *

Subamendement n° 16 van *de heer Dufour* op subamendement n° 14 van *de heer Féaux* wordt aangenomen met 14 stemmen en 3 onthoudingen.

Subamendement n° 14 van *de heer Féaux* wordt met dezelfde stemuitslag aangenomen.

Le sous-amendement n° 12 de MM. Bertouille, Grimberghs, Hancké et Van Eetvelt est adopté par 14 voix et une abstention.

L'amendement n° 2 du gouvernement, ainsi amendé, est adopté par 10 voix et 6 abstentions.

Art. 11ter

Un amendement n° 3 (Doc. n° 1281/2) a été déposé par le gouvernement en vue d'insérer un article 11ter (*nouveau*) libellé comme suit :

« Art. 11ter. — L'article 5bis de la même loi devient l'article 5, § 4. »

Cet amendement n'appelle aucune observation.

L'amendement n° 3 du gouvernement (Doc. n° 1281/2) est adopté par 13 voix et 4 abstentions.

Art. 11quater

Un amendement n° 4 (Doc. n° 1281/2) a été déposé par le gouvernement en vue d'insérer un article 11quater (*nouveau*) libellé comme suit :

« Art. 11quater. — A l'article 11, § 2bis de la même loi, les mots « article 5bis » sont remplacés par les mots « article 5, § 4 ». »

L'amendement n° 4 du gouvernement (Doc. n° 1281/2) est adopté par 13 voix et 4 abstentions.

Art. 11quinquies

Un amendement n° 5 (Doc. n° 1281/2) a été déposé par le gouvernement en vue d'insérer un article 11quinquies (*nouveau*).

Le ministre relève que ledit amendement fait partie de l'ensemble du dispositif qui vise à faire en sorte que les CPAS déclarés compétents en raison de l'inscription à laquelle a procédé le ministre de l'Intérieur, s'acquittent effectivement de leurs obligations. Il convient notamment de mettre un terme aux refus d'aide sociale rencontrés à certains endroits. Pareille attitude est en effet contraire à l'état de droit. C'est la raison pour laquelle le gouvernement propose de ne plus rembourser les frais d'assistance sociale qu'un centre public d'aide sociale est condamné à payer à un candidat réfugié en vertu d'une décision de justice, pour la période antérieure à cette décision.

Par ailleurs *MM. Bertouille et Pivin* ont déposé un amendement n° 11 à l'amendement n° 5 précité. Ledit amendement vise à faire dépendre d'une décision du tribunal du travail le non-remboursement de

Subamendement n° 12 van de heren Bertouille, Grimberghs, Hancké en Van Eetvelt wordt aangenomen met 14 stemmen en 1 onthouding.

Het aldus gewijzigde amendement n° 2 van de Regering wordt aangenomen met 10 stemmen en 6 onthoudingen.

Art. 11ter

Amendement n° 3 (stuk n° 1281/2) werd ingediend door de Regering ten einde een artikel 11ter (*nieuw*) in te voegen, luidend als volgt :

« Art. 11ter. — Artikel 5bis van dezelfde wet wordt artikel 5, § 4. »

Over dit amendement worden geen opmerkingen gemaakt.

Amendement n° 3 van de Regering (Stuk n° 1281/2) wordt aangenomen met 13 stemmen en 4 onthoudingen.

Art. 11quater

De Regering stelt een amendement n° 4 voor (Stuk n° 1281/2) dat ertoe strekt een artikel 11quater (*nieuw*) in te voegen, luidend als volgt :

« Art. 11quater. — Bij artikel 11, § 2bis van dezelfde wet worden de woorden « artikel 5bis » vervangen door de woorden « artikel 5, § 4 ». »

Amendement n° 4 van de Regering (Stuk n° 1281/2) wordt aangenomen met 13 stemmen en 4 onthoudingen.

Art. 11quinquies

De Regering stelt een amendement n° 5 (Stuk n° 1281/2) voor dat ertoe strekt een artikel 11quinquies (*nieuw*) in te voegen.

De minister wijst erop dat dat amendement deel uitmaakt van de maatregelen die ervoor moeten zorgen dat de OCMW's die als gevolg van de door de minister van Binnenlandse Zaken uitgevoerde inschrijving ter zake bevoegd worden verklaard, zich daadwerkelijk van de hen opgelegde taak kwijten. Zo moet paal en perk worden gesteld aan de weigering van sommige OCMW's om bijstand te verlenen. Een dergelijke houding druijt immers in tegen de beginselen van een rechtsstaat. Daarom stelt de Regering voor de kosten voor het verlenen van sociale bijstand niet langer te vergoeden als het betrokken OCMW door de rechtbank wordt veroordeeld om een vluchting uitkeringen te betalen voor een periode die aan de uitspraak voorafgaat.

De heren Bertouille en Pivin dienen vervolgens een amendement n° 11 in, dat voornoemd amendement n° 5 wijzigt. Dat amendement strekt ertoe de arbeidsrechtbank te laten beslissen of de Staat in voor-

l'aide sociale par l'Etat dans le cas énoncé ci-dessus. Pour le surplus, il est renvoyé à la justification écrite.

Le ministre se déclare opposé à cet amendement car il viderait la disposition proposée de son contenu et de sa portée. En effet, s'il demeure permis à un CPAS d'attendre une condamnation par le juge et, dans ce cas, de présenter la facture à l'Etat, il est impossible d'obtenir le moindre résultat concret. Il importe dès lors de prévoir des sanctions à l'égard des CPAS feignant d'ignorer l'existence du registre d'attente.

M. Grimberghs abonde dans le sens du ministre. Il ajoute qu'une longue discussion a été menée en Commission de la Santé publique et de l'Environnement. A cette occasion, il a été plaidé pour l'envoi d'une circulaire aux présidents de CPAS précisant clairement leurs obligations. Il soutient dès lors le dispositif préconisé par le gouvernement.

*
* * *

L'amendement n° 11 de MM. Bertouille et Pivin est rejeté par 12 voix contre 3 et une abstention.

L'amendement n° 5 du gouvernement est adopté par 10 voix contre une et 5 abstentions.

Art. 12

M. Grimberghs fait observer que cet article, en disposant que l'inscription des candidats réfugiés sera transférée du registre des étrangers vers le registre d'attente, ne vise que la situation des demandeurs d'asile dûment inscrits à l'heure actuelle. Qu'en sera-t-il des très nombreux réfugiés qui ne sont pour l'instant inscrits dans aucun registre ?

Le membre estime que, même en l'absence d'inscription officielle, ces demandeurs d'asile ne sont pas totalement ignorés ou inconnus, puisque certains CPAS fournissent une aide à des candidats non inscrits et que, dans d'autre cas, ces personnes sont assistées par des organisations caritatives. Des listes existent donc, même en l'absence d'inscription officielle, qui doivent rendre possible l'identification de ces candidats réfugiés.

Le ministre répond que, au fur et à mesure qu'on découvrira des candidats se trouvant dans une telle situation, on les inscrira au registre d'attente.

Sans doute certaines listes existent-elles, mais il s'agit fatallement de données incomplètes et moins fiables. Or l'objectif de la loi en projet est de créer un registre d'attente, de manière à pouvoir y inscrire à

nombré de cas kan weigeren de sociale bijstand terug te betalen. Voor het overige wordt naar de schriftelijke verantwoording verwezen.

De minister is tegen het amendement gekant, omdat het zowel de inhoud als de draagwijdte van de voorgestelde bepaling zou uithollen. Als voor een OCMW de mogelijkheid blijft bestaan om een veroordeling door een rechtbank af te wachten en in dat geval de Staat de rekening te presenteren, kan onmogelijk enig concreet resultaat worden geboekt. Het is dan ook erg belangrijk dat kan worden opgetreden tegen de OCMW's die het wachtregister naast zich neerleggen.

De heer Grimberghs is het met de minister eens. Hij voegt eraan toe dat de Commissie voor de Volksgezondheid en het Leefmilieu dit probleem uitvoerig heeft besproken. Er werd voorgesteld de OCMW-voorzitters een circulaire toe te sturen waarin hun verplichtingen ter zake duidelijk worden toegelicht. Hij steunt dan ook de door de Regering voorgestelde bepaling.

*
* * *

Amendement n° 11 van de heren Bertouille en Pivin wordt verworpen met 12 stemmen tegen 3 en 1 onthouding.

Amendement n° 5 van de Regering wordt aangenomen met 10 stemmen tegen 1 en 5 onthoudingen.

Art. 12

De heer Grimberghs merkt op dit artikel, dat bepaalt dat de kandidaat-vluchtelingen ingeschreven in het vreemdelingenregister worden overgeplaatst naar het wachtregister, uitsluitend betrekking heeft op de asielzoekers die op dit ogenblik behoorlijk zijn ingeschreven. Wat gebeurt er met de talrijke vluchtelingen die thans in geen enkel register zijn ingeschreven ?

Het lid is van oordeel dat die asielzoekers zelfs zonder officiële inschrijving niet helemaal worden genegeerd of totaal onbekend zijn, aangezien bepaalde OCMW's of, in andere gevallen, liefdadigheidsinstellingen bijstand verlenen aan die niet-ingeschreven kandidaten. Zelfs zonder officiële inschrijving bestaan er dus lijsten aan de hand waarvan de identificatie van die kandidaat-vluchtelingen mogelijk moet zijn.

De minister antwoordt dat kandidaten die zich in een dergelijke toestand bevinden in het wachtregister zullen worden ingeschreven wanneer ze worden ontdekt.

Er bestaan ongetwijfeld bepaalde lijsten, maar die bevatten onvermijdelijk onvolledige en minder betrouwbare gegevens. Dit wetsontwerp strekt ertoe een wachtregister in te stellen, waarin *in de toekomst*

l'avenir les étrangers qui se déclarent réfugiés ou qui demandent la reconnaissance de la qualité de réfugié.

Certes, l'article 12 permettra également de rectifier la situation des candidats réfugiés se trouvant déjà en Belgique, mais il ne s'agit pas là de la priorité principale. Il ne peut être question de diminuer l'efficacité de l'outil fiable que devra être le registre d'attente en y introduisant d'emblée des données moins sûres.

*
* *

L'article 12 est adopté par 12 voix et 4 abstentions.

Art. 13 (*nouveau*)

L'amendement n° 9 du gouvernement tend à ajouter un article 13, donnant au Roi la possibilité de fixer l'entrée en vigueur de la loi au moment où toutes les mesures peuvent être appliquées effectivement.

Cet amendement est adopté par 13 voix et 4 abstentions.

*
* *

L'ensemble du projet, tel qu'il a été amendé, est adopté par 11 voix et 6 abstentions.

Le Rapporteur,

G. VANLEENHOVE

Le Président,

E. VANKEIRSBILCK

de vreemdelingen zullen worden ingeschreven die verklaren dat ze vluchteling zijn of die vragen als vluchteling te worden erkend.

Artikel 12 maakt het tevens mogelijk de toestand van de *reeds* in België verblijvende kandidaat-vluchtelingen te regulariseren, maar dat is niet de eerste prioriteit. De doeltreffendheid van een betrouwbaar instrument, dat het wachtregister toch moet worden, mag geenszins worden uitgehouden door er onmiddellijk minder betrouwbare gegevens aan toe te voegen.

*
* *

Artikel 12 wordt aangenomen met 12 stemmen en 4 onthoudingen.

Art. 13 (*nieuw*)

Amendement nr 9 van de regering strekt ertoe een artikel 13 in te voegen, waarbij de Koning de bevoegdheid wordt verleend te bepalen dat de wet in werking treedt op het tijdstip dat alle maatregelen daadwerkelijk kunnen worden toegepast.

Dit amendement wordt aangenomen met 13 stemmen en 4 onthoudingen.

*
* *

Het gehele wetsontwerp, zoals het werd geamenderd, wordt aangenomen met 11 stemmen en 6 onthoudingen.

De Rapporteur,

De Voorzitter,

G. VANLEENHOVE

E. VANKEIRSBILCK

AVIS**DE LA COMMISSION DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT (1)**

**REDIGE PAR
M. HANCKE**

(Art. 11 et 11bis à 11quinquies)

I. — EXPOSE INTRODUCTIF DU MINISTRE DE L'INTEGRATION SOCIALE, DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT

Le ministre dresse préalablement un historique de la problématique de l'accueil des demandeurs d'asile.

Tout le monde se souvient des tensions qui ont existé et existent toujours entre les communes qui appliquent la loi relative aux demandeurs d'asile et les autres. Certaines ont d'ailleurs annoncé publiquement leur refus d'inscription; d'autres procèdent à une certaine forme de découragement des candidats demandant leur inscription ou le bénéfice de l'aide sociale. Pareille attitude hypothèque les autres missions des communes qui jouent le jeu honnêtement. Par ailleurs, vu l'afflux important de demandeurs d'asile, le gouvernement a pris un certain nombre de mesures, qui ont débouché sur des résultats concrets. En effet, entre août 1993 et janvier 1994, on est passé de 2 159 à 1 200 nouvelles demandes par mois. Crâce à un renforcement des effectifs, l'examen des dossiers a été accéléré.

Le ministre précise ensuite les dispositions légales qui sont d'application car plusieurs législations se chevauchent. A cet égard, il convient de rappeler que le plan de répartition trouve sa base légale dans l'article 54 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, modifié par la loi du 6 mai 1993. Cet article octroie au ministre de l'Intérieur le droit de désigner un commune de résidence pour le deman-

(1) Composition de la Commission :

Présidente : Mme Merckx-Van Goey.

A. — Titulaires :

C.V.P. MM. Brouns, Demuyt, Mme Leysen, M. Marsoul, Mme Merckx-Van Goey.
P.S. Mme Burgeon (C.), MM. Collart, Delizée, Walry.
V.L.D. M. De Groot, Mme De Maght-Aelbrecht, MM. Devolder, Gabriëls.
S.P. MM. De Mol, Hancké, Swennen.
P.R.L. MM. Bertouille, Pierard.
P.S.C. MM. Grimberghs, Hollongne.
Ecolo/ Agalev MM. Barbé, Dejonckheere.
VI. Blok M. De Man.

B. — Suppléants :

MM. Goutry, Vandendriessche, Van der Poorten, Van Eetvelt, Vaneenhouve, Van Looy.
MM. Charlier(G.), Harmegnies(Y.), Mayeur, Minet, Poty.
MM. Demeulenaere, Deswaene, Flamant, Vergote, Verwilghen.
MM. Bourgois (M.), Landuyt, Lisabeth, Logist.
MM. Duquesne, Kubla, Saulmont.
Mme Corbisier-Hagon, MM. Poncellet, Séneca.
M. Brisart, Mme Dua, M. Winkel.
MM. Caubergs, Spinnewyn.

ADVIES**NAMENS DE COMMISSIE VOOR DE VOLKSGEZONDHEID EN HET LEEFMILIEU (1)**

**OPGESTELD
DOOR DE HEER HANCKE**

(Art. 11 en 11bis tot 11quinquies)

I. — INLEIDING VAN DE MINISTER VAN MAATSCHAPPELIJKE INTEGRATIE, VOLKSGEZONDHEID EN LEEFMILIEU

Vooraf schetst *de minister* de evolutie van de problematiek van de opvang van asielzoekers.

Een ieder herinnert zich de spanningen die in het verleden zijn gerezen en nog steeds rijzen tussen de gemeenten die de wet op de asielzoekers stipt naleven en de overige gemeenten. Sommige gemeenten hebben overigens al publiekelijk aangekondigd dat zij weigeren nog asielzoekers in te schrijven. In andere gemeenten wordt asielzoekers ontraden een aanvraag tot inschrijving of tot het verkrijgen van sociale bijstand in te dienen. Een dergelijke houding brengt de overige opdrachten van de gemeenten die het spel eerlijk spelen, in het gedrang. Gelet op de grote toevloed van asielzoekers heeft de regering overigens een aantal maatregelen genomen die concrete resultaten hebben gehad. Tussen augustus 1993 en januari 1994 is het aantal nieuwe aanvragen immers van 2 159 naar 1 200 per maand gedaald. Dank zij een personeelsuitbreiding worden de dossiers nu sneller behandeld.

Omdat het hier om verschillende, elkaar overlappende wetgevingen gaat, geeft de minister, vervolgens verduidelijking bij de wettelijke bepalingen die in dit verband van toepassing zijn. Hij wijst erop dat de wettelijke basis voor het spreidingsplan berust in artikel 54 van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, zoals gewijzigd bij de wet van 6 mei 1993. Dit artikel

(1) Samenstelling van de Commissie :

Voorzitter : Mevr. Merckx-Van Goey.

A. — Vaste leden :

C.V.P. HH. Brouns, Demuyt, Mevr. Leysen, H. Marsoul, Mevr. Merckx-Van Goey.
P.S. Mevr. Burgeon (C.), HH. Collart, Delizée, Walry.
V.L.D. H. De Groot, Mevr. De Maght-Aelbrecht, HH. Devolder, Gabriëls.
S.P. HH. De Mol, Hancké, Swennen.
P.R.L. HH. Bertouille, Pierard.
P.S.C. HH. Grimberghs, Hollongne.
Ecolo/ Agalev HH. Barbé, Dejonckheere.
VI. Blok M. De Man.

B. — Plaatsvervangers :

HH. Goutry, Vandendriessche, Van der Poorten, Van Eetvelt, Vaneenhouve, Van Looy.
HH. Charlier(G.), Harmegnies(Y.), Mayeur, Minet, Poty.
HH. Demeulenaere, Deswaene, Flamant, Vergote, Verwilghen.
HH. Bourgois (M.), Landuyt, Lisabeth, Logist.
HH. Duquesne, Kubla, Saulmont.
Mevr. Corbisier-Hagon, HH. Poncellet, Séneca.
H. Brisart, Mevr. Dua, H. Winkel.
HH. Caubergs, Spinnewyn.

deur d'asile. Parallèlement existe la loi du 2 avril 1965 relative à la prise en charge des secours accordés par les CPAS. C'est sur ce texte que portent les modifications proposées.

S'agissant de ce plan de répartition, les amendements suggérés par le gouvernement (Doc. n° 1281/2) ont pour objectif d'inciter à faire coïncider au mieux la commune désignée par le ministre de l'Intérieur avec le lieu de résidence effectif des demandeurs d'asile à travers des mesures bien précises qui visent les demandeurs d'asile et les CPAS.

A l'époque, le plan de Mme Smet poursuivait déjà ce même but mais reposait sur la bonne volonté des communes. Malgré ses effets bénéfiques incontestables, il n'a pas été appliqué de manière uniforme. A ce propos, le ministre indique que l'on a pu distinguer trois types de réactions. Certaines communes ont concrétisé le plan en allant même au-delà des normes fixées. D'autres se sont strictement limitées à observer le quota de un demandeur d'asile par mille habitants. D'autres encore ont purement et simplement refusé d'accueillir des réfugiés. Le plan n'a en effet aucune force de loi, par contre le refus d'inscription et d'aide sociale reste tout à fait illégal.

Par ailleurs, il faut garder à l'esprit que l'article 26 de la Convention internationale relative au statut des réfugiés, mieux connue sous le nom de Convention de Genève, garantit aux demandeurs d'asile la liberté de circulation et du choix du lieu de résidence. Des mesures contraignantes sont dès lors exclues. Le ministre déclare ne pas en demander, mais propose des mesures incitatives pour arriver au résultat recherché.

II. — INTERVENTIONS DES MEMBRES

M. Grimberghs observe qu'il serait utile de disposer des arrêtés relatifs à l'application de l'article 54 de la loi du 15 décembre 1980, telle que modifiée par la loi du 6 mai 1993. Lesdits arrêtés sont en cours de publication. Il s'agit de ne pas confondre ces arrêtés-là avec cette loi-ci ou les arrêtés d'application de cette loi-ci. Néanmoins il est indispensable de disposer de ces textes pour la bonne compréhension des objectifs du gouvernement. L'intervenant plaide en effet pour inscrire le présent projet dans la philosophie des législations antérieures, à laquelle il souscrit totalement.

En deuxième lieu, l'orateur se réjouit que l'on tente de trouver une voie contraignante pour la mise en œuvre des plans répartition qui connaîtront heurs et malheurs tant qu'ils seront basés sur la volonté des autorités publiques. Il demande quelles sont les in-

verleent de minister van Binnenlandse Zaken de bevoegdheid om asielzoekers een bepaalde gemeente als verblijfplaats toe te wijzen. Daarnaast is er de wet van 2 april 1965 betreffende het ten laste nemen van de steun verleend door de openbare centra voor maatschappelijk welzijn. De voorgestelde wijzigingen hebben betrekking op deze laatste wet.

Wat het spreidingsplan betreft, hebben de door de regering ingediende amendementen (Stuk n° 1281/2) tot doel ervoor te zorgen dat bij de aanwijzing van de gemeenten door de minister van Binnenlandse Zaken meer rekening wordt gehouden met de werkelijke verblijfplaats van de asielzoekers. Daartoe worden maatregelen voorgesteld die zowel de asielzoekers als de OCMW's behelzen.

Het vroegere, door mevrouw Smet uitgewerkte plan had hetzelfde doel, maar liet een en ander afhangen van de bereidheid van de gemeenten. Ondanks het feit dat dit plan ontegensprekelijk gunstige effecten heeft gehad, is het niet op uniforme wijze toegepast. Terzake wijst de minister erop dat de gemeenten op drie verschillende wijzen hebben gereageerd. Sommige gemeenten hebben het plan gestalte gegeven door verder te gaan dan de vastgestelde norm. Andere hebben zich strikt aan het quota van 1 asielzoeker per duizend inwoners gehouden. Nog andere gemeenten hebben zonder meer geweigerd asielzoekers in te schrijven. Ofschoon dit plan geen kracht van wet heeft, is de weigering om asielzoekers in te schrijven en hen sociale bijstand te verlenen volstrekt onwettig.

Bovendien moet voor ogen worden gehouden dat artikel 26 van de Conventie van Genève betreffende de status van vluchtelingen, kortweg de Conventie van Genève genoemd, asielzoekers vrij verkeer en vrije keuze van verblijfplaats verleent. Beperkende maatregelen zijn dan ook uitgesloten. De minister geeft te kennen dat hij niet om dergelijke maatregelen vraagt, maar stimulerende maatregelen voorstelt om het beoogd doel te bereiken.

II. — OPMERKINGEN VAN DE LEDEN

De heer Grimberghs acht het wenselijk te kunnen beschikken over de besluiten ter uitvoering van artikel 54 van de wet van 15 december 1980, zoals gewijzigd bij de wet van 6 mei 1993. Die besluiten zullen eerlang worden bekendgemaakt. Ze mogen niet worden verward met dit wetsontwerp zelf of met de besluiten die ter uitvoering daarvan zullen worden genomen. Om te kunnen begrijpen wat de regering beoogt, is het evenwel noodzakelijk inzage van deze teksten te krijgen. Spreker pleit er in feite voor dat dit ontwerp wordt ingepast in de geest van de vroege wetgevingen, waar hij ten volle achterstaat.

Vervolgens verheugt spreker zich over het streven naar een restrictieve methode voor de tenuitvoerlegging van de spreidingsplannen. Zolang deze plannen van de goodwill van de overheden afhangen, zullen zij goede en kwade dagen doormaken. Hij wenst te

tentions et les moyens du ministre pour faire respecter la loi. Quand une autorité publique locale déclare, le cas échéant devant les caméras, qu'elle n'envisage nullement d'appliquer la loi, il est impossible de conserver un système dans lequel personne ne peut sanctionner personne. A cet égard, il accueille favorablement l'amendement n° 5 (Doc. n° 1281/2) stipulant qu'en cas de condamnation d'un CPAS, les frais inhérents à la procédure ne sont pas remboursés par l'Etat. C'est là une forme de contrainte pour obtenir le respect de la législation, même s'il est vrai que les habitants des communes récalcitrantes sont pris en otage. Il importera en effet de trouver les moyens pour financer les décisions politiques des mandataires publics qui se laissent guider par des considérations électorales. Dans ce cadre, le membre rappelle que le ministre de l'Intérieur peut sanctionner pour inconduite notoire un bourgmestre conduisant en état d'ébriété. Il estime que les déclarations de certaines personnes annonçant leur volonté de ne pas respecter la loi méritent la même sanction.

L'intervenant concède que le département de la Santé publique a consenti de nombreux efforts en faveur des communes observant la loi ou allant même au-delà de leurs obligations. Il se félicite à cet égard de la résorption du retard intervenu dans les remboursements des CPAS remplissant loyalement leurs missions. Il est cependant d'avis qu'il conviendrait de doter les CPAS ayant de nombreux dossiers à traiter, des moyens administratifs et humains nécessaires. On rembourse en effet l'aide sociale, mais le traitement des dossiers représente une lourde charge non supportée par l'Etat.

L'orateur désire par ailleurs certaines précisions à propos du projet. Il convient en effet que les dispositions légales soient suffisamment explicites pour éviter que d'aucuns ne se dérobent à nouveau. Il relève à cet égard que la législation sur les CPAS ne ressortit que partiellement à la compétence communautaire. Le législateur a veillé à maintenir un certain nombre de principes organiques dans l'orbite des compétences fédérales, notamment l'organisation des CPAS. Il estime qu'il serait peut-être utile de rappeler aux autorités régionales les instructions qu'elles sont habilitées à donner aux gouverneurs et à la députation permanente, qui reste compétente en matière de tutelle sur les CPAS pour un certain nombre de points.

S'agissant de l'amendement n° 1 du gouvernement (Doc. n° 1281/2), il demande ce que recouvrent les mots « lorsque plusieurs communes sont mentionnées ... ». S'agit-il d'inscriptions successives ? Quelle est celle qui est visée en application de l'article 54 ? A cet égard, l'avis du Conseil d'Etat n'est guère éclairant.

Ensuite l'amendement n° 2 du gouvernement (Doc. n° 1281/2) limite le remboursement de l'aide sociale à 50 % lorsqu'un étranger ne parvient pas à résider dans la commune qui a été désignée en vertu

weten wat de intenties van de minister zijn en met welke middelen hij de wet ten uitvoer zal leggen. Wanneer een lokale overheid, eventueel publiekelijk, verklaart dat ze geenszins van plan is de wet in acht te nemen, is het niet mogelijk een systeem te handhaven waarin niemand kan worden bestraft. Terzake verheugt hij zich over amendement n° 5 (Stuk n° 1281/2) op grond waarvan de procedurekosten bij veroordeling van een OCMW niet door de Staat worden terugbetaald. Dit is een soort dwangmiddel om de wet te doen naleven, ook al heeft dat nadelige gevolgen voor de inwoners van de gemeenten die tegenpruttelen. Het is immers zaak de middelen te vinden voor de financiering van de politieke beslissingen van openbare gezagsdragers die zich door electorale overwegingen laten leiden. In dat verband herinnert spreker eraan dat de minister van Binnenlandse Zaken een burgemeester wegens kennelijk wangedrag kan straffen wanneer deze zich in dronken toestand bevindt. Hij is van oordeel dat sommigen die aankondigen de wet niet te zullen naleven, een zelfde straf verdienen.

Spreker erkent dat het departement Volksgezondheid grote inspanningen heeft geleverd ten behoeve van de gemeenten die de wet naleven of zelfs meer doen dan datgene waartoe zij verplicht zijn. Hij verheugt zich er in dit verband over dat de achterstand bij de terugbetalingen aan de OCMW's die hun opdracht loyaal vervullen, is ingehaald. Niettemin acht hij het wenselijk dat aan OCMW's die veel dossiers te behandelen krijgen, de nodige administratieve en menselijke middelen worden verleend. Alleen de sociale bijstand wordt immers terugbetaald, en niet de behandeling van de dossiers, die ook een zware last behelst.

Spreker vraagt ook meer uitleg over het ontwerp. De wettelijke bepalingen moeten namelijk voldoende explicet zijn om te vermijden dat sommigen er zich opnieuw zouden aan onttrekken. Hij merkt hieromtrent op dat de wetgeving op het stuk van de OCMW's slechts gedeeltelijk tot de bevoegdheid van de gemeenschappen behoort. De wetgever heeft ervoor gezorgd dat een aantal organische principes, waaronder de organisatie van de OCMW's, tot het federale bevoegdheidsniveau zijn blijven behoren. Volgens hem ware het wellicht nuttig de regionale overheden eraan te herinneren welke instructies ze mogen geven aan de gouverneurs en aan de bestendige deputatie, die in een aantal opzichten bevoegd blijft voor de OCMW's.

In verband met amendement n° 1 van de regering (Stuk n° 1281/2), vraagt hij wat de draagwijdte is van de woorden « Wanneer verschillende gemeenten vermeld zijn... ». Gaat het hier om achtereenvolgende inschrijvingen ? Welke inschrijving wordt bedoeld in toepassing van artikel 54 ? Het advies van de Raad van State geeft hierover geen uitsluitsel.

Amendement n° 2 van de regering (Stuk n° 1281/2) beperkt de terugbetaling van de sociale bijstand tot 50 % wanneer een vreemdeling niet verblijft op het grondgebied van de gemeente die hem werd toegewe-

de l'article 54 de la loi du 15 décembre 1980, sauf si la commune apporte la preuve qu'elle a proposé un logement public ou privé décent et adapté aux moyens du candidat réfugié politique.

A ce sujet, le Conseil d'Etat souligne qu'il convient de préciser que cette restriction ne concerne que l'aide sociale et nullement le remboursement des frais médicaux. En outre, le membre remarque que les moyens de preuve devraient être précisés plus avant. Les communes pourraient en effet argumenter que les personnes envoyées sur la base de l'article 54 précité sont inscrites dans le registre d'attente d'une société de logement social. Serait-ce là un élément de preuve suffisant ? Dans l'affirmative, le système serait vite détourné.

Le paragraphe 3 dudit amendement n° 2 mériteraît, lui aussi, d'être explicité. Il importe en effet de savoir comment le Roi compte répartir le produit des 50 % retenus. Ne serait-ce pas là une piste permettant d'accorder les moyens administratifs et humains nécessaires aux CPAS devant assurer le traitement d'un nombre considérable de dossiers ?

Quant à la loi du 6 mai 1993, ses objectifs sont tout à fait louables, mais il convient de permettre, dans un certain nombre de cas, la prise en charge de proximité. L'orateur concède qu'il faut faire preuve de prudence dans ce domaine car d'anciens penseront immédiatement aux filières et aux regroupements ethniques sur le territoire belge et pareille évolution est à proscrire. Il cite toutefois l'exemple de candidats réfugiés accueillis par leur ou une famille ici en Belgique, généralement sans débours pour les pouvoirs publics. Il est d'avis que le plan de répartition ne peut casser cette forme de prise en charge, qui donne des résultats très positifs notamment sur le plan de l'intégration sociale et de la mise au travail.

Mme Vogels se rallie en partie aux propos tenus par l'orateur précédent. Elle constate que le présent projet continue dans la voie tracée par Mme Smet. Elle souligne que son parti s'est toujours déclaré opposé à cette forme d'accueil. Dans le cadre du raccourcissement sensible des procédures promis depuis des années, son groupe estime qu'il est insensé de disséminer sur le territoire des candidats réfugiés politiques dont on sait qu'ils ont des chances infimes d'obtenir la qualité de réfugié politique. Tant que la procédure d'examen de leur dossier est en cours, ces personnes devraient être hébergées dans des centres collectifs ouverts où elles seraient encadrées du point de vue social et juridique. Ce n'est qu'à partir du moment où le statut de réfugié est obtenu, qu'il convient d'activer le processus d'intégration, d'apprentissage de la langue, etc.

zen krachtens artikel 54 van de wet van 15 december 1980, behalve wanneer de gemeente het bewijs levert dat ze een behoorlijke openbare of privé-woning heeft aangeboden die aan de middelen van de kandidaat-politieke vluchteling is aangepast.

Op dit stuk onderstreept de Raad van State dat duidelijk moet worden vermeld dat deze beperking alleen betrekking heeft op de verlening van sociale bijstand en niet op de terugbetaling van medische kosten. Bovendien merkt het lid op dat de bewijsmiddelen nader zouden moeten worden omschreven. De gemeenten zouden bijvoorbeeld als argument kunnen aanvoeren dat de personen die hen op basis van het voornoemde artikel 54 worden gestuurd, ingeschreven zijn in het wachtrechtregister van een maatschappij voor sociale huisvesting. Zou dat reeds volstaan als bewijs? Mocht dat het geval zijn, dan zou het systeem snel omzeild worden.

Ook paragraaf 3 van amendement n° 2 verdient enige verduidelijking. Het is van belang te weten hoe de Koning de opbrengst van de ingehouden 50 % denkt te spreiden. Zou dat geen manier zijn om de OCMW's die voor de behandeling van een aanzienlijk aantal dossiers moeten instaan, uit te rusten met de nodige administratieve middelen en het nodige personeel ?

Op de doelstellingen van de wet van 6 mei 1993 is helemaal niets aan te merken, maar in een aantal gevallen moet het mogelijk zijn dat mensen elkaar helpen. Spreker geeft toe dat men op dat stuk voorzichtig moet zijn, aangezien sommigen al meteen zullen denken aan netwerken en etnische groeperingen op Belgisch grondgebied, terwijl een dergelijke evolutie moet worden vermeden. Hij geeft evenwel het voorbeeld van kandidaat-vluchtelingen die hier in België door hun eigen of een andere familie worden opgenomen, zonder dat dit voor de overheid kosten meebrengt. Hij is van mening dat het spreidingsplan dit soort hulp niet mag tenietdoen. Vooral op het stuk van de sociale integratie en de werkverschaffing is dat een methode die zeer goede resultaten oplevert.

Mevrouw Vogels sluit zich gedeeltelijk aan bij de vorige spreker. Ze stelt vast dat het voorliggende ontwerp voortgaat op de weg die mevrouw Smet is ingeslagen. Zij onderstreept dat haar partij steeds gekant is geweest tegen dit soort van opvang. In het raam van de aanzienlijke verkorting van de procedure die al jaren wordt aangekondigd, is haar fractie van mening dat het onlogisch is de kandidaat-politieke vluchtelingen over het grondgebied te verspreiden, terwijl men toch weet dat ze slechts een minieme kans hebben om als politiek vluchteling erkend te worden. Zolang hun dossier nog onderzocht wordt, zouden die personen moeten worden ondergebracht in open centra waar ze op sociaal en juridisch vlak begeleid worden. Pas wanneer iemand het statuut van vluchteling heeft, moet werk worden gemaakt van integratie, het aanleren van de taal enzovoort.

Cette formule ne peut toutefois se concevoir que dans le cadre de procédures n'excédant pas six à neuf mois. Il serait en effet inhumain de demander aux candidats réfugiés de séjourner dans des centres collectifs durant plusieurs années.

Le gouvernement opte, quant à lui, pour la poursuite d'une politique d'accueil décentralisé et du plan de répartition lancé par Mme Smet. Si l'on se place dans cette optique, il faut mettre un terme à l'attitude scandaleuse de communes et CPAS qui refusent leur collaboration et renvoient les réfugiés dans leur pays d'origine ou dans d'autres communes. Dans la perspective des prochaines élections communales, la problématique de l'accueil des réfugiés sera assurément de plus en plus un thème qui sera exploité politiquement. La xénophobie croissante suscitée par un parti comme le Vlaams Blok, qui se concentre de plus en plus non sur les immigrés mais sur les réfugiés politiques, rend les responsables politiques et candidats à un mandat communal particulièrement sensibles au problème de la visibilité croissante de la présence de gens de couleur.

A ce propos, l'intervenante craint que le projet à l'examen ne permettra ni d'apporter une solution à ce problème, ni de contraindre certaines communes à faire preuve de solidarité en accueillant des réfugiés sur leur territoire. Vu l'avis du Conseil d'Etat faisant valoir que l'on ne peut imposer un lieu de résidence aux réfugiés, on a dissocié l'inscription et l'octroi de l'aide, d'une part, et le lieu de résidence, de l'autre. L'oratrice estime que le projet comporte trop d'échappatoires permettant aux communes d'envoyer les candidats réfugiés dans des zones de concentration. Elle est en effet d'avis que la réduction de moitié de la prise en charge de l'aide sociale, visée par l'amendement n° 2 (Doc. n° 1281/2), n'aura pas un impact décisif. Elle exprime par ailleurs ses plus grands doutes quant au système de preuves. En outre, eu égard à la teneur de l'avis du Conseil d'Etat, elle s'interroge sur la praticabilité juridique de cet amendement.

Enfin, Mme Vogels déclare que ce projet ne permettra pas à lui seul de résoudre le problème. Il convient à ses yeux de le compléter par un certain nombre de formules d'accueil alternatives et par une politique du logement au niveau local. A défaut, l'on ne fera que déplacer le problème du plan national au plan local. Et, même au niveau urbain, il faut réaliser une répartition des immigrés car ceux-ci se concentrent dans des quartiers spécifiques où les loyers sont accessibles.

L'oratrice se demande s'il faut poursuivre la politique actuelle qui consiste à financer l'accueil par le truchement des CPAS ou s'il ne faudrait pas affecter les 45 millions annuellement déboursés, à un accueil organisé en collaboration avec des associations spécialisées ou avec des organisations non gouvernementales.

Deze formule kan evenwel enkel worden toegepast wanneer de procedures niet langer dan zes tot negen maanden duren. Het zou onmenselijk zijn om aan de kandidaten-politiek vluchteling te vragen om jarenlang in dergelijke centra te verblijven.

De regering kiest er hier voor om het gedecentraliseerde opvangbeleid voort te zetten en het spreidingsplan dat door mevrouw Smet werd gelanceerd, verder uit te voeren. In die optiek moet een einde worden gemaakt aan de schandalige houding van gemeenten en OCMW's die hun medewerking weigeren en vluchtelingen naar hun land van oorsprong terugsturen of naar andere gemeenten doorverwijzen. Nu de volgende gemeenteraadsverkiezingen voor de deur staan, zal de problematiek van de opvang van vluchtelingen politiek zeker steeds meer uitgebuit worden. De groeiende xenofobie waartoe een partij als het Vlaams Blok aanleiding geeft, concentreert zich steeds meer op de politieke vluchtelingen in plaats van op de migranten. Daardoor zijn de politieke autoriteiten en kandidaten voor een gemeentelijk mandaat bijzonder gevoelig voor het feit dat men in het straatbeeld steeds meer kleurlingen ziet.

Spreekster vreest dan ook dat dit ontwerp het probleem niet zal oplossen en bepaalde gemeenten er evenmin toe zal verplichten solidariteit te betonen door op hun grondgebied vluchtelingen op te nemen. Aangezien het advies van de Raad van State zegt dat men de vluchtelingen geen verplichte verblijfplaats kan opleggen, werden de inschrijving en de steunverlening losgekoppeld van de verblijfplaats. Spreekster vindt dat het ontwerp te veel achterpoortjes bevat die het de gemeenten mogelijk maken om de kandidaat-vluchtelingen naar concentratiezones te sturen. Ze meent dat de halvering van de sociale bijstand (zoals geregeld door amendement n° 2 (Stuk n° 1281/2) geen doorslaggevend resultaat zal opleveren. Bovendien heeft zij de grootste twijfels omtrent de bewijzenregeling. Rekening houdend met de teneur van het advies van de Raad van State, vraagt ze zich bovendien af of dat amendement juridisch uitvoerbaar is.

Tot slot verklaart mevrouw Vogels dat alleen dit ontwerp het probleem niet zal oplossen. Volgens haar moet het samengaan met een aantal alternative opvangformules en met een lokaal huisvestingsbeleid, wil men voorkomen dat het probleem gewoon van het federale naar het lokale vlak wordt doorgeschoven. Zelfs in de steden moet er een spreiding van de migranten komen omdat die mensen zich gaan vestigen in specifieke wijken, waar de huren betaalbaar zijn.

Spreekster vraagt zich af of het vigerende beleid waarbij de financiering van de opvang via de OCMW's gebeurt, dient te worden voortgezet. Ware het niet aangewezen om de 45 miljoen frank die jaarlijks wordt uitgegeven te besteden aan een opvang in samenwerking met de gespecialiseerde verenigingen of met de niet-gouvernementele organisaties ?

M. Walry déclare que les mesures préconisées constituent un pas important dans la bonne direction. Il est impératif à son sens d'imposer une solidarité entre les communes. Il plaide, lui aussi, pour l'octroi dans la mesure du possible d'une aide supplémentaire aux CPAS devant assumer une mission administrative et humaine importante dans le domaine de l'accueil des réfugiés.

Il demande au ministre de rappeler brièvement quels critères ont servi à la détermination des calculs utilisés pour la répartition la plus équitable possible entre les communes. Il souhaiterait également savoir quand la liste de répartition sera publiée. En raison de la crise du logement qui frappe notre pays et particulièrement la Wallonie, certaines petites communes rurales auront des difficultés à remplir leurs obligations en matière d'hébergement des candidats réfugiés. Si les bourgmestres et échevins avaient déjà connaissance du nombre d'étrangers à accueillir, ils pourraient contacter les habitants désireux de mettre prochainement un logement en location et plaider auprès d'eux pour le mettre à la disposition de candidats réfugiés.

M. Marsoul se rallie pleinement aux interventions des membres précédents et en particulier à celle de Mme Vogels. Son groupe note toutefois qu'aucune solution n'est apportée à une série de problèmes.

Il est d'avis que dès la recevabilité d'une demande prononcée, la durée du séjour dans un centre d'accueil doit être aussi courte que possible. Dans le cadre de l'intégration, c'est un aspect humain très important.

Il craint que de nombreux CPAS affirmeront ne pas pouvoir atteindre l'objectif fixé. Comment peuvent-on donner une force obligatoire aux mesures préconisées ? Même le programme d'urgence pour une société plus solidaire de Mme Onkelinx n'a pas permis de trouver une solution infaillible. N'est-il dès lors pas indiqué de faire appel aux organisations non gouvernementales ? Celles-ci peuvent s'avérer un partenaire privilégié pour mettre en œuvre le plan de répartition.

Il exprime son inquiétude face aux propos tenus par certains mandataires, bourgmestres ou présidents de CPAS déclarant avec fierté en public qu'il n'y a pas de demandeurs d'asile sur le territoire de leur commune. C'est là une attitude déplorable. Le droit d'asile est un droit fondamental et les CPAS doivent respecter leurs devoirs en la matière.

Enfin quel est le sort des personnes qui sont venues demander l'asile dans notre pays et qui en sont réduites à prendre le maquis ? Nul ne sait où ces gens habitent, ni ce qu'ils font. A cet égard, le registre d'attente constitue un instrument idoine pour récolter des informations et proposer des mesures adaptées. Dans ce cadre, il n'est pas toujours aisés de distinguer quel est le rôle du ministre de l'Intérieur, d'une part, et celui de son collègue de l'Intégration sociale, de l'autre.

De heer Walry vindt dat de voorgestelde maatregelen een stap in de goede richting zijn. Volgens hem moet een onderlinge gemeentelijke solidariteit worden opgelegd. Ook hij pleit ervoor om in de mate van het mogelijke extra ondersteuning toe te kennen aan de OCMW's die bij de opvang van de vluchtelingen meer administratieve en menselijke middelen moeten inzetten.

Hij vraagt de minister om kort te memoreren welke criteria werden gehanteerd bij de berekening van een zo billijk mogelijke spreiding over de gemeenten. Hij wil ook weten wanneer dat spreidingsplan openbaar wordt gemaakt. Sommige kleine landelijke gemeenten zullen hun verplichtingen inzake huisvesting van kandidaat-vluchtelingen maar moeizaam kunnen nakomen gelet op het huisvestingsprobleem waarmee ons land en in het bijzonder Wallonië te kampen heeft. Mochten de burgemeesters en schepenen nu al in kennis worden gesteld van het aantal op te vangen buitenlanders, dan kunnen ze contact opnemen met de inwoners die over afzienbare tijd een huurwoning vrij hebben en er bij hen op aandringen om die woning ter beschikking te stellen van de kandidaat-vluchtelingen.

De heer Marsoul schaart zich helemaal achter de opmerkingen van de vorige leden, in het bijzonder van mevrouw Vogels. Zijn fractie stipt evenwel aan dat een reeks knelpunten onopgelost blijven.

Hij vindt dat zodra een aanvraag ontvankelijk wordt verklaard, de verblijfsduur in een opvangcentrum zo kort mogelijk moet zijn. Op menselijk vlak is dat terwille van de integratie van het grootste belang.

Hij vreest dat tal van OCMW's zullen stellen de doelstelling niet te kunnen halen. Hoe moeten de voorgestelde maatregelen bindend worden ? Zelfs het door mevrouw Onkelinx voorgestelde urgentieprogramma voor een meer solidaire samenleving bleek geen onfeilbare oplossing te zijn. Misschien is het dan ook aangewezen om een beroep te doen op de niet-gouvernementele organisaties, wellicht de aangewezen partner om het spreidingsplan uit te werken.

Het lid toont zich bezorgd over de uitlatingen van sommige mandatarissen, burgemeesters of OCMW-voorzitters die er publiekelijk prat op gaan dat er op het grondgebied van hun gemeente geen asielzoekers zijn. Zo'n houding valt te betreuren; het asielrecht is een grondrecht en de OCMW's moeten hun verplichtingen ter zake nakomen.

Wat gebeurt er immers met de mensen die in ons land asiel hebben aangevraagd en die verplicht worden onder te duiken ? Niemand weet waar ze wonen of wat ze doen. Het wachtregister is in dat opzicht een passend middel om informatie in te winnen en aangepaste maatregelen voor te stellen. In dat verband is het soms niet duidelijk wat precies de rol is van de minister van Binnenlandse Zaken, respectievelijk die van zijn collega van Maatschappelijke Integratie.

Le membre se demande comment il est possible d'éviter qu'une distinction soit systématiquement opérée entre le domicile administratif et le lieu de résidence effectif.

M. Hancké se réjouit que les mesures arrêtées par le gouvernement aient conduit à une réduction sensible de l'afflux de candidats réfugiés politiques au cours du semestre dernier.

Son groupe a toujours été partisan d'une politique de répartition des candidats réfugiés politiques sur l'ensemble des communes. Eu égard à l'importance numérique de ces personnes, toute forme d'accueil centralisé poserait des problèmes majeurs. En effet, même dans l'hypothèse où le nombre de demandes pourrait être réduit à quelque 14 000 à 15 000 sur une base annuelle et le traitement des dossiers réalisé en l'espace de six mois, il conviendrait toujours d'assurer l'accueil de 7 000 à 8 000 réfugiés par an. Le membre n'exclut pas l'accueil collectif, mais voit mal comment on pourrait se limiter à cette seule option. A la différence des Pays-Bas qui disposent de neuf centres d'accueil collectif, notre pays a choisi d'accueillir ces personnes au niveau communal.

Il estime que l'on peut poursuivre dans la voie tracée par le plan de répartition. La Convention de Genève interdisant d'adopter des mesures contraintes, cette politique de répartition doit être stimulée en permanence pour parvenir au but visé dans le projet.

L'orateur se déclare par ailleurs préoccupé par le niveau de l'aide accordée par les CPAS aux candidats réfugiés politiques. Ces montants sont extrêmement variables et, en règle générale, sensiblement inférieurs au minimum de moyens d'existence octroyé aux citoyens belges ou aux personnes régulièrement inscrites dans le registre de la population. Plus grave encore, les candidats réfugiés politiques « en surnombre » dont l'inscription est refusée, ne perçoivent rien.

A cet égard, le membre plaide pour que l'octroi de l'aide par les CPAS ne puisse plus reposer sur des critères arbitraires et pour que des conditions de vie décentes soient assurées aux personnes résidant dans une commune, même si leur séjour n'est pas totalement conforme aux dispositions du projet de loi. Il importe en effet d'empêcher le développement d'un quart monde dont nul ne peut aujourd'hui juger de l'ampleur et de la gravité.

L'intervenant observe en outre que les dispositions proposées permettent de sanctionner financièrement les communes lorsque les étrangers pour lesquels elles ont été désignées ne résident pas sur leur territoire. Il prend acte de la décision de répartir le produit de ces retenues entre les communes respectant scrupuleusement les dispositions relatives au registre d'attente.

Enfin, il note que l'article 4 de la loi en projet stipule que les étrangers inscrits au registre d'attente ne sont pas pris en compte pour la détermination

Het lid vraagt zich af hoe men kan voorkomen dat systematisch een onderscheid wordt gemaakt tussen de administratieve woonplaats en de daadwerkelijke hoofdverblijfplaats.

De heer Hancké verheugt zich dat de door de regering goedgekeurde maatregelen er in het jongste semester toe hebben geleid dat de toevloed van kandidaat-politieke vluchtelingen aanzienlijk is afgenomen.

Zijn fractie was altijd voorstander van een beleid waarbij de kandidaat-politieke vluchtelingen over alle gemeenten worden gespreid. Elke gecentraliseerde opvang van die mensen zal aanzienlijke problemen veroorzaken, gelet op het grote aantal aanvragers. Zelfs wanneer het aantal aanvragen tot 14 000 à 15 000 per jaar krimpt en de dossiers binnen de zes maanden worden afgehandeld, dan nog moet per jaar ten behoeve van 7 000 à 8 000 vluchtelingen in opvang worden voorzien. Het lid sluit geen collectieve opvang uit, maar ziet niet in hoe alleen die optie kan volstaan. In tegenstelling tot Nederland met zijn negen centra voor collectieve opvang heeft België ervoor gekozen die mensen in de gemeenten op te vangen.

Hij vindt dat men kan doorgaan op de met het spreidingsplan ingeslagen weg. Aangezien de Conventie van Genève verbiedt om dwingende maatregelen in te stellen, moet dat spreidingsbeleid permanent worden gesteund om de in het ontwerp bepaalde doelstelling te halen.

Voorts verklaart spreker zich bekommert over de OCMW-bijstand aan de kandidaat-politieke vluchtelingen. Die bedragen kunnen heel sterk fluctueren en liggen doorgaans een stuk onder het bestaansminimum dat aan de Belgische ingezeten en de regelmatig in het bevolkingsregister ingeschreven personen wordt toegekend. Nog erger is dat de kandidaat-politieke vluchtelingen « in overval », wier inschrijving wordt geweigerd, niets ontvangen.

In dat verband pleit het lid ervoor dat de hulpverlening door het OCMW niet langer op arbitraire criteria zou steunen en dat fatsoenlijke levensomstandigheden gewaarborgd zouden worden voor de personen die in een gemeente verblijven, zelfs wanneer hun verblijf niet volledig overeenkomstig de regels van het wetsontwerp is. Er moet immers worden voorkomen dat een vierde wereld ontstaat waarvan niemand vandaag de omvang en de ernst kan inschatten.

Spreker merkt bovendien op dat de voorgestelde bepalingen het mogelijk maken de gemeenten financieel te straffen wanneer de vreemdelingen die hen zijn toegewezen niet op hun grondgebied verblijven. Hij neemt akte van de beslissing om de opbrengst van de inhoudingen te verdelen over de gemeenten die de bepalingen betreffende het wachtregister nauwgezet naleven.

Tot slot merkt hij op dat artikel 4 van de wet in ontwerp bepaalt dat de vreemdelingen die in het wachtregister zijn ingeschreven, niet worden meege-

du chiffre annuel de la population. Il comprend la philosophie sous-jacente. Il s'interroge toutefois s'il ne conviendrait pas de prévoir un régime transitoire dans l'attente que la loi sortisse ses pleins effets, car certaines villes accueillent un nombre de réfugiés sensiblement plus élevé que la norme préconisée.

La présidente indique que la Commission ne devrait pas se limiter à émettre un avis positif ou négatif sur les articles soumis. Elle constate qu'il existe un consensus parmi les membres pour sanctionner les communes ne s'inscrivant pas dans le plan de solidarité ou mieux encore pour encourager celles qui le font. Elle remarque aussi qu'une large majorité se rallie aux objectifs visés par le registre d'attente, ne fût-ce que pour permettre de mener une politique plus cohérente.

Il n'en demeure pas moins que de multiples questions ont été posées concernant la manière dont l'accueil doit être réalisé et le niveau auquel il doit être assuré.

Par ailleurs, la présidente estime que l'avis circonstancié du Conseil d'Etat, rédigé en l'absence de mandataire du ministre de la Santé publique et de l'Environnement, appelle une réponse. Elle propose, moyennant accord de la Commission, que le ministre fasse parvenir une brève note permettant de poursuivre la discussion et de formuler un avis sur la base d'un texte « martyr ».

La Commission se rallie à cette proposition.

III. — REPONSES DU MINISTRE AUX INTERVENTIONS DES MEMBRES

Le ministre estime qu'il s'agit là d'une procédure très réaliste. La matière étant fort complexe, il importe de rendre un avis motivé. Il note, lui aussi, que nonobstant les nombreuses précisions demandées, un large consensus semble se dégager à propos de la nécessité de voter les mesures préconisées. Il déclare comprendre la complexité de la tâche demandée à la Commission. L'avis demandé porte sur une matière où plusieurs législations se chevauchent. Par ailleurs, la compétence quant au fond appartient à la commission de l'Intérieur.

Le ministre souligne néanmoins qu'il y a urgence pour rendre opérationnel le registre d'attente. Ce dernier devrait en effet permettre un inventaire exact et actualisé des personnes concernées. Il est en effet inacceptable de ne pas en connaître le nombre précis. Grâce à cet instrument, tout demandeur d'asile sera inscrit et se verra désigner un CPAS compétent.

teld voor het bepalen van het jaarlijkse bevolkingscijfer. Hij begrijpt de onderliggende gedachtengang, maar vraagt zich niettemin af of niet moet worden voorzien in een overgangsregeling tot de wet volledige uitwerking heeft, want sommige steden vangen veel meer vluchtelingen op dan het aanbevolen aantal.

De voorzitster wijst erop dat de Commissie zich niet mag beperken tot het uitbrengen van een positief of een negatief advies over de voorliggende bepalingen. Zij stelt vast dat er onder de leden een consensus bestaat om de gemeenten die niet aan het solidariteitsplan deelnemen, te straffen, of beter nog, om de gemeenten die dat wel doen, aan te moedigen. Zij merkt tevens op dat een ruime meerderheid akkoord gaat met de doelstellingen van het wachtrechtregister, al was het maar om meer samenhang in het beleid te brengen.

Toch rijzen nog vele vragen over de wijze waarop de opvang moet worden uitgebouwd en welk overheidsniveau daarvoor moet zorgen.

Voorts is de voorzitster van mening dat een antwoord nodig is op het met redenen omkleed advies van de Raad van State, dat is opgesteld in afwezigheid van een mandataris van de minister van Volksgezondheid en Leefmilieu. Zij stelt voor dat de minister, wanneer de Commissie daarmee kan instemmen, een korte nota overzendt waardoor de besprekking kan worden voortgezet en op basis van een « sneuveltekst » een advies kan worden geformuleerd.

De Commissie stemt in met dat voorstel.

III. — ANTWOORDEN VAN DE MINISTER OP DE OPMERKINGEN VAN DE LEDEN

De minister is van oordeel dat het om een réalistiche procedure gaat. Aangezien de materie zeer ingewikkeld is, moet een met redenen omkleed advies worden uitgebracht. Ook hij merkt op dat er niettegenstaande de talrijke vragen om toelichtingen een ruime consensus is over de noodzaak om de gevraagde maatregelen goed te keuren. Hij ziet in dat de Commissie een moeilijke taak kreeg toegezeten. Het gevraagde advies heeft betrekking op een materie die door verscheidene wetten wordt geregeld. Voorts is de Commissie voor de Binnenlandse Zaken bevoegd over de grond van de zaak.

De minister beklemtoont niettemin dat het wachtrechtregister, aangezien het een nauwkeurige en bijgewerkte inventaris van de betrokkenen mogelijk moet maken, dringend operationeel moet worden. Hij vindt het immers onaanvaardbaar dat men niet zou weten om hoeveel personen het precies gaat. Dank zij dat register zal iedere asielzoeker worden ingeschreven en een bevoegd OCMW toegewezen krijgen.

S'agissant des arrêtés demandés, le ministre concede qu'il serait utile d'en disposer et signale que le ministre de l'Intérieur s'est engagé à les distribuer.

Concernant la tutelle sur les CPAS, le ministre observe qu'il faut éviter la confusion. Il existe effectivement certains articles — essentiellement organisationnels — de la loi organique qui restent de compétence fédérale. Par contre, la tutelle sur les actes posés par les CPAS est clairement transmise aux communautés et en Communauté française aux régions via l'accord de la Saint-Quentin.

C'est donc indubitablement aux autorités régionales qu'il incombe de sanctionner des CPAS accomplissant des actes contraires à leur mission. Certaines d'entre elles ont d'ailleurs déjà pris des décisions à l'encontre des CPAS adoptant une attitude négative. Le ministre insiste cependant sur la difficulté de sanctionner les communes ou les CPAS qui pratiquent la politique des refus déguisés. Il n'en demeure pas moins que la nouvelle législation prévoit tout de même des mécanismes plus efficaces que le recours à la tutelle, voire à un commissaire du gouvernement, puisqu'il s'agit de mécanismes financiers. Le ministre précise enfin qu'il importe de connaître les attributions respectives de chacun et que son département est, quant à lui, compétent pour le remboursement de l'aide sociale. Il convient néanmoins de coordonner les différentes démarches. C'est là que les difficultés surgissent. Le nouveau système proposé devrait permettre de clarifier la situation et de savoir avec certitude quel CPAS doit prendre en charge l'aide sociale. Quant au respect des dispositions, en l'absence de bonne volonté au niveau des différentes instances, on pourrait à nouveau assister au même phénomène.

A cet égard, il s'interroge sur la possibilité de réfléchir à l'instauration d'un système réduisant au maximum les dysfonctionnements. Une concertation est d'ailleurs envisagée avec les régions, pour l'application des présentes dispositions.

A propos de l'arbitraire dont font preuve certains CPAS dans l'attribution de l'aide sociale, le ministre souligne que cette question ressortit à la tutelle. Il ajoute toutefois que les CPAS ont le pouvoir d'apprécier l'ampleur de l'aide sociale nécessaire. Il existe cependant une jurisprudence qui reconnaît que l'assistance sociale ouvre, sauf situation particulière, le droit à obtenir l'équivalent du minimum de moyens d'existence. Le remboursement par le pouvoir fédéral est d'ailleurs plafonné au minimex. Les candidats réfugiés ont donc la possibilité de faire valoir par les voies juridiques cette revendication.

Met betrekking tot de gevraagde besluiten acht de minister het nuttig dat daarvan inzage wordt gegeven en hij merkt daarbij op dat zijn collega van Binnenlandse Zaken toegezegd heeft die besluiten te bezorgen.

In verband met het toezicht op de OCMW's waarschuwt de minister voor mogelijke verwarring. Hoewel aan aantal — die voornamelijk de organisatie betreffen — artikelen wel degelijk tot de bevoegdheid van de federale Staat blijven behoren, is het daarentegen duidelijk dat het toezicht op de door die OCMW's verrichte handelingen door de gemeenschappen en, in de Franse Gemeenschap, via het Sint-Kwintensakkoord, voortaan door de gewesten uitgeoefend wordt.

Het lijdt dan ook geen twijfel dat de gewestoverheden sancties dienen te treffen tegen de OCMW's die daden stellen welke in strijd zijn met hun opdracht. Sommige van die gewesten zijn trouwens reeds opgetreden tegen OCMW's waarvan ze tegenwerking ondervonden. De minister wijst er niettemin op hoe moeilijk het is om sancties te treffen tegen gemeenten of OCMW's die een verkapt afwijzingsbeleid voeren. Dat neemt echter niet weg dat de nieuwe wetgeving toch in efficiëntere mechanismen voorziet dan het instellen van beroep bij de toezichthoudende overheid of zelfs bij een regeringscommissaris, aangezien het om financiële mechanismen gaat. Ter afronding stipt de minister aan dat de respectieve bevoegdheden moeten worden afgebakend en dat zijn eigen departement voor de terugbetaling van het maatschappelijk dienstbetoon instaat. De diverse benaderingsmethoden dienen nochtans te worden gecoordineerd want precies op dat vlak rijzen de moeilijkheden. De voorgestelde nieuwe regeling zou meer duidelijkheid moeten kunnen brengen en uitsluitsel geven over de vraag welk OCMW de kosten van de sociale bijstand voor zijn rekening dient te nemen. Op het vlak van de naleving van de bepalingen zou men, als het de diverse instanties aan goede wil ontbreekt, opnieuw hetzelfde verschijnsel kunnen beleven.

In dat verband vraagt hij zich af of niet zou kunnen worden gedacht aan de invoering van een systeem om de werkingsstoornissen zoveel mogelijk te voorkomen. Voor de toepassing van de aan de orde zijnde bepalingen wordt ten andere overleg met de gewesten overwogen.

Inzake de willekeur waarvan bepaalde OCMW's bij de verlening van sociale bijstandelijk geven, benadrukt de minister dat de toezichthoudende overheid voor die kwestie bevoegd is, hoewel de OCMW's de omvang van de specifieke noden op dat vlak mogen inschatten. Er bestaat evenwel een rechtspraak die poneert dat de sociale bijstand, bijzondere situaties niet te na gesproken, recht geeft op de tegenwaarde van het bestaansminimum. De terugbetaling door de federale overheid is ten andere tot dat bestaansminimum beperkt en de kandidaat-vluchtingen hebben dus de mogelijkheid hun desbetreffende eisen langs juridische weg kracht bij te zetten.

En outre, pour ce qui est des refus injustifiés d'aide sociale, le projet prévoit des sanctions assez lourdes puisque le CPAS incriminé ne sera pas remboursé pour l'aide due pour la période antérieure à la condamnation qu'il encourrait.

Quant au problème incontestable des charges matérielles et humaines supplémentaires pour les CPAS, le ministre précise que le plan de répartition devrait permettre un meilleur partage des efforts. Il rappelle à cet égard que les candidats réfugiés représentent 0,3 % de la population totale et qu'une répartition équitable devrait limiter sensiblement les charges additionnelles pour les CPAS concernés. De surcroit, l'amendement n° 2 du gouvernement (Doc. n° 1281/2) prévoit la répartition des 50 % susceptibles d'être prélevés, entre les communes qui dépassent leur quota.

A propos des frais médicaux, le ministre confirme que la réduction de moitié de la prise en charge porte exclusivement sur l'aide sociale, frais médicaux exclus.

Pour ce qui concerne l'obligation de logement, le ministre concède que des difficultés peuvent surgir à propos de l'administration de la preuve. Il souligne cependant qu'une simple inscription auprès d'une société de logements sociaux est insuffisante. Les communes devront démontrer que des démarches concrètes et les efforts nécessaires ont été accomplis pour fournir un logement. A ce sujet, le ministre remarque que la ponction de 50 % pourrait être affectée au développement d'initiatives en matière de logement.

Par ailleurs, à propos du choix entre l'accueil collectif ou l'accueil décentralisé, le ministre réitère son attachement au plan de répartition. Il note à ce sujet que les Pays-Bas ont déjà quelque peu revu leur conception et explorent d'autres voies.

Le ministre ajoute que d'un point de vue humanitaire, il est en effet impératif de limiter autant que possible la durée du séjour en centre d'accueil. Un problème peut toutefois se présenter pour les personnes en état de faiblesse — même momentanée — comme les femmes enceintes, les malades, etc. C'est là un aspect qui le préoccupe énormément. La seule formule véritablement efficace consiste à comprimer encore nettement plus la procédure d'examen. A cet égard, il est indéniable que des progrès — encore insuffisants — ont été réalisés et tout indique qu'il faut se placer dans une perspective de réduction régulière du nombre de demandes.

S'agissant des formules alternatives, le ministre informe la Commission que la collaboration avec les ONG ou avec des associations spécialisées est déjà une réalité. Cette option permet des possibilités d'ac-

Wordt de sociale bijstand onrechtmatig geweigerd, dan heeft het ontwerp afdoende sancties in petto aangezien het in de fout gegane OCMW geen aanspraak kan maken op terugbetaling van de sociale bijstand die verschuldigd is voor het tijdvak dat aan de eventuele veroordeling voorafgaat.

Inzake het onbetwistbaar probleem van de extra lasten op materieel en menselijk gebied waarmee de OCMW's te kampen hebben, verduidelijkt de minister dat het spreidingsplan een betere verdeling van de inspanningen mogelijk zou moeten maken. Hij herinnert er in dat verband aan dat de kandidaat-vluchtelingen 0,3 % van de totale bevolking uitmaken en dat een billijke spreiding de bijkomende lasten voor de betrokken OCMW's aanzienlijk zou moeten beperken. Bovendien bepaalt amendement n° 2 van de regering (Stuk n° 1281/2) dat de 50 % waarvan de heffing tot de mogelijkheden behoort omgeslagen wordt over de gemeenten die hun quota overschrijden.

Inzake de kosten voor gezondheidszorg bevestigt de minister dat de vermindering met de helft van de kosten die de gemeente voor haar rekening neemt, uitsluitend slaat op de verlening van sociale bijstand, medische kosten niet inbegrepen.

In verband met de verplichte huisvesting geeft de minister toe dat de bewijslevering met moeilijkheden gepaard kan gaan. Hij wijst er evenwel met klem op dat een loutere aansluiting bij een maatschappij voor sociale huisvesting ontoereikend is. De gemeenten moeten aantonen dat ze concrete stappen ondernomen hebben en de nodige inspanningen hebben geleverd om de betrokkenen aan een woning te helpen. In dat verband merkt de minister op dat die 50 % aan huisvestingsinitiatieven zouden kunnen worden besteed.

Met betrekking tot de keuze tussen een collectieve en een gedecentraliseerde opvang herhaalt de minister dat hij uitgesproken voorstander is van het spreidingsplan. In dat verband merkt hij op dat Nederland zijn desbetreffende opvattingen al enigszins heeft bijgestuurd en andere mogelijkheden uitgeprobeert.

De minister acht het, uit een louter humanitair oogpunt, noodzakelijk dat de duur van het verblijf in het opvangcentrum zoveel mogelijk beperkt wordt. Er zouden zich echter mogelijkheden kunnen voor doen voor personen die — zelfs tijdelijk — verzwakt zijn en dat geldt onder meer voor zwangere vrouwen, zieken enz. en voor de minister is dat een zeer belangrijk punt van zorg. De enige echte efficiënte formule bestaat erin de onderzoeksprocedure nog meer in te korten en daaromtrent wordt ontgeschrekkelijk — weliswaar nog ontoereikende — vooruitgang geboekt terwijl alles erop wijst dat men een gestage afname van het aantal aanvragen voor ogen moet houden.

Wat de alternatieven betreft, deelt de minister de commissie mee dat de samenwerking met de NGO's of met de gespecialiseerde verenigingen reeds een feit is en dat die beleidskeuze de opvangmogelijkhe-

cueil plus humaines. Il ajoute que deux autres incitants sont également prévus : un premier par le biais d'une révision du système des avances aux CPAS et un second par l'introduction d'une prime d'installation égale à un mois d'aide sociale au taux « isolé », soit 20 000 francs. Le projet précise en outre que la commune pourrait bénéficier plusieurs fois par an de cette prime à la première installation dans un logement. En cas de traitement rapide des demandes, la commune pourrait ainsi toucher trois à quatre fois le montant de ladite prime. Il s'agit là d'une politique volontariste pour permettre aux communes de financer les travaux d'entretien et d'aménagement des immeubles donnés en location.

Quant au mode de calcul retenu pour l'application du plan de répartition, le ministre indique en substance qu'il existe trois formules mathématiques bien précises. La première vise à déterminer la capacité d'accueil de la commune. Ce calcul est effectué au prorata de la population de la commune, modulée selon le nombre de personnes à charge du CPAS et en fonction de l'IPP moyen par habitant de la commune. La seconde sert à fixer le quota devant être respecté par la commune. La troisième repose sur l'application de la précédente pour répartir les demandeurs d'asile par tranche de 3 000.

den humaner kan maken. Daarnaast werd, volgens de minister, nog aan andere stimulansen gedacht : een eerste via de herziening van het stelsel voor de voorschotten aan de OCMW's en de tweede door de invoering van een vestigingspremie, gelijk aan 1 maand sociale bijstand tegen het tarief « alleenstaande », wat neerkomt op 20 000 frank. Het ontwerp geeft bovendien aan dat de gemeente meer dan eens per jaar aanspraak zou kunnen maken op die premie voor de eerste vestiging in een woning. Als de aanvragen snel afgewikkeld worden kan de gemeente aldus drie tot vier keer het bedrag van die premie incasseren. Dat voluntaristische beleid kan de gemeente in staat stellen de onderhouds- en verbouwingswerken van de verhuurde onroerende goederen te financieren.

Betreffende de wijze van berekening waaraan voor de toepassing van het spreidingsplan de voorkeur gegeven werd, wijst de minister grosso modo op het bestaan van drie goed onderscheiden rekenkundige formules. De eerste daarvan beoogt de opvangcapaciteiten van de gemeente te berekenen naar rata van het bevolkingscijfer, gemoduleerd volgens het aantal OCMW-steuntrekkers en met inachtneming van het gemiddelde bedrag van de personenbelasting per inwoner. De tweede formule dient om het quota vast te stellen waaraan de gemeente zich dient te houden. De derde formule berust op de toepassing van de vorige om de asielzoekers per schijf van 3 000 te spreiden.

IV. — COMMENTAIRES DU MINISTRE SUR L'AVIS DU CONSEIL D'ETAT

1. Remarque préliminaire

Les observations du Conseil d'Etat sont de deux ordres : d'une part, les observations générales sur l'ensemble du projet de loi; d'autre part, des observations spécifiques sur les amendements du gouvernement.

Le projet de loi modifie plusieurs lois :

- la loi du 19 juillet 1991 relative aux registres de population et aux cartes d'identité et modifiant la loi du 8 août 1983 organisant un registre national des personnes physiques;

- la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers;

- la loi du 8 août 1983 organisant un registre national des personnes physiques;

- la loi du 2 avril 1965 relative à la prise en charge des secours accordés par les centres publics d'aide sociale.

Les modifications de la loi du 2 avril 1965 font l'objet des amendements du gouvernement sur lesquels l'avis de la commission de la Santé publique et de l'Environnement est demandé par la commission de l'Intérieur, des Affaires générales et de la Fonction publique.

IV. — COMMENTAAR VAN DE MINISTER BIJ HET ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

1. Voorafgaande opmerking

De opmerkingen van de Raad van State zijn van tweeërlei aard : enerzijds, de algemene opmerkingen over het geheel van het wetsontwerp; anderzijds specifieke opmerkingen over de amendementen van de regering.

Het wetsontwerp wijzigt verschillende wetten :

- de wet van 19 juli 1991 betreffende de bevolkingsregisters en de identiteitskaarten en tot wijziging van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een rijksregister van de natuurlijke personen;

- de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf en de verwijdering van vreemdelingen;

- de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een rijksregister van de natuurlijke personen;

- de wet van 2 april 1965 betreffende het ten laste nemen van de steun verleend door de openbare centra voor maatschappelijk welzijn.

De wijzigingen van de wet van 2 april 1965 maken het voorwerp uit van de amendementen van de regering waarover het advies van de Commissie voor de Volksgezondheid en het Leefmilieu gevraagd wordt door de Commissie voor de Binnenlandse Zaken, de Algemene Zaken en het Openbaar Ambt.

Les arguments avancés ici se limitent donc à répondre aux observations du Conseil d'Etat, qui touchent spécifiquement ces dispositions.

2. Premier amendement

La première observation du Conseil d'Etat porte sur la détermination précise des inscriptions (éventuellement multiples) relatives à un candidat réfugié politique.

Les inscriptions multiples ne se produisent que dans le cadre du registre d'attente.

Les différentes données relatives à l'inscription pouvant figurer dans ce registre sont :

- la résidence effective au sens de la loi de 1991;
- la résidence administrative (fixée en vertu de l'article 54 de la loi de 1980).

Lorsque la résidence administrative et la résidence effective coïncident, seule cette dernière figure dans le registre. Dans la négative, c'est la résidence administrative qui détermine le CPAS compétent.

Le but de cette disposition (article 11 du projet) étant de déterminer le CPAS compétent pour accorder l'aide sociale au candidat réfugié politique, ce but est atteint en spécifiant, au cas où plusieurs inscriptions sont mentionnées dans le registre, que la résidence administrative détermine le CPAS compétent, sans mentionner les origines de ces différentes inscriptions qui relèvent de la loi du 19 juillet 1991 relative aux registres de population et aux cartes d'identité et modifiant la loi du 8 août 1983 organisant un registre national des personnes physiques.

La deuxième observation vise la notion de registre dans la loi de 1965 et dans la loi de 1991 telle que modifiée par le projet.

Comme l'observe le Conseil d'Etat, la loi de base en matière de registre de population est la loi de 1991 précitée.

Pour l'application de la loi du 2 avril 1965 relative à la prise en charge des secours accordés par les centres publics d'aide sociale :

— le registre de population est le registre où sont inscrits les Belges et les étrangers autorisés à s'établir;

— le registre des étrangers est le registre où sont inscrits les étrangers autorisés à séjourner plus de 3 mois (c'est-à-dire les personnes visées par l'article 12 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers);

— le registre d'attente est le registre où sont inscrits les candidats réfugiés politiques ou autres étrangers en situation précaire (créé par l'article 1^{er}, 2^e du projet de loi).

De hier naar voren gebrachte argumenten beperken zich dus tot het beantwoorden van de opmerkingen van de Raad van State die specifiek deze bepalingen betreffen.

2. Eerste amendement

De eerste opmerking van de Raad van State betreft de nauwkeurige bepaling van de inschrijvingen (eventueel meervoudige inschrijvingen) die betrekking hebben op een kandidaat-politieke vluchteling.

De meervoudige inschrijvingen geschieden slechts in het raam van het wachtrecht.

De verschillende gegevens betreffende de inschrijving die in dit register kunnen voorkomen, zijn :

- de werkelijke verblijfplaats in de zin van de wet van 1991;
- de administratieve verblijfplaats (bepaald krachtens artikel 54 van de wet van 1980).

Wanneer de administratieve verblijfplaats en de werkelijke verblijfplaats overeenstemmen, wordt alleen deze laatste in het register vermeld. Is dat niet het geval, dan bepaalt de administratieve verblijfplaats het bevoegde centrum.

Daar het doel van deze bepaling (artikel 11 van het ontwerp) er in bestaat het OCMW aan te wijzen dat bevoegd is sociale bijstand te verlenen aan de kandidaat-politieke vluchteling, wordt dit doel bereikt door te specificeren dat ingeval er verschillende inschrijvingen in het register zijn vermeld, het bevoegde OCMW dit van de administratieve verblijfplaats is, zonder de oorsprong te vermelden van die verschillende inschrijvingen die in het kader vallen van de wet van 19 juli 1991 betreffende de bevolkingsregisters en de identiteitskaarten en tot wijziging van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een riksregister van de natuurlijke personen.

De tweede opmerking heeft betrekking op het begrip « register » in de wet van 1965 en in de wet van 1991 zoals gewijzigd bij het ontwerp.

Zoals de Raad van State opmerkt, is de basiswet inzake het bevolkingsregister voormelde wet van 1991.

Voor de toepassing van de wet van 2 april 1965 betreffende het ten laste nemen van de steun verleend door de openbare centra voor maatschappelijk welzijn :

— is het bevolkingsregister het register waarin de Belgen en de vreemdelingen die gemachtigd zijn om zich hier te vestigen, ingeschreven zijn;

— is het vreemdelingenregister het register waarin de vreemdelingen ingeschreven zijn die gemachtigd zijn om meer dan 3 maanden in het land te verblijven (dit wil zeggen de personen van wie sprake in artikel 12 van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen);

— het wachtrecht is het register waarin de kandidaat-politieke vluchtelingen of andere vreemdelingen in onzekere toestand zijn ingeschreven (ingevoerd bij artikel 1, 2^e, van het wetsontwerp).

Ces notions servent à définir la prise d'effet ou la fin d'effet de certaines dispositions de la loi de 1965. Il est donc nécessaire pour l'*application de la loi de 1965* que ces notions restent inchangées. Il faut donc veiller lors de l'examen de l'ensemble du projet de loi à conserver la cohérence de la loi de 1965 (et éventuellement d'autres lois qui font référence à ces notions).

A cette fin, il serait utile d'insérer après le 1^o de l'article 1^{er} de la loi du 19 juillet 1991 relative aux registres de la population et aux cartes d'identité et modifiant la loi du 8 août 1983 organisant un registre national des personnes physiques (tel que modifié par l'article 1^{er} du projet) un alinéa, libellé comme suit : « *les registres de la population comprennent le registre où sont inscrits les Belges et les étrangers admis ou autorisés à s'établir et le registre des étrangers où sont inscrits les étrangers admis ou autorisés à séjourner, à l'exception des étrangers inscrits au registre d'attente visé au 2^o* ».

3. Deuxième amendement

La première observation relative à cet amendement concerne l'autorité chargée de faire la preuve de l'offre d'un logement au candidat réfugié politique.

La sanction qu'introduit l'amendement vise directement le CPAS (remboursement à concurrence de 50 % de l'aide sociale fournie au candidat réfugié politique). Toutefois, il est souhaitable que la commune qui peut disposer des moyens d'intervention spécifiques (droit de réquisition d'immeubles, participation à des sociétés de logement social, ...) puisse être impliquée dans la fourniture de logement. C'est pourquoi pour couvrir tous les cas de figure, il serait préférable de rédiger cette disposition comme suit : « *L'alinéa précédent n'est pas applicable si le centre public d'aide sociale ou la commune fait la preuve qu'il ou elle a proposé sur son territoire, un logement public ou privé décent et adapté aux moyens du candidat réfugié politique* ». Le gouvernement modifiera son amendement en ce sens.

La deuxième observation vise les remboursements des frais visés à l'article 4 de la loi de 1965.

Le remboursement à concurrence de 50 %, introduit par l'article 11bis du projet de loi, apporte une dérogation à l'*article 5* de la loi de 1965 (relatif à l'aide sociale) et ne règle en aucune façon le remboursement des frais médicaux visé à l'article 4 de la même loi. Le commentaire du Conseil d'Etat rend bien compte de l'effet poursuivi par le texte proposé.

La troisième observation concerne les relations entre le système de remboursement à concurrence de

Deze begrippen dienen om vast te stellen wanneer sommige bepalingen van de wet van 1965 in werking treden of ophouden uitwerking te hebben. Voor de toepassing van de wet van 1965 is het dus noodzakelijk dat die begrippen onveranderd blijven. Bij de besprekking van het geheel van het wetsontwerp moet men dus waken over de samenhang van de wet van 1965 (en eventueel van andere wetten die naar deze begrippen verwijzen).

Te dien einde zou het nuttig zijn na het 1^o van artikel 1 van de wet van 19 juli 1991 betreffende de bevolkingsregisters en de identiteitskaarten en tot wijziging van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een rijksregister van de natuurlijke personen (zoals gewijzigd bij artikel 1 van het ontwerp) een lid in te voegen luidend als volgt : « *de bevolkingsregisters omvatten het register waarin de Belgen en de vreemdelingen die toegelaten of gemachtigd zijn om zich in het Rijk te vestigen, ingeschreven zijn en het vreemdelingenregister waarin de vreemdelingen zijn ingeschreven die toegelaten of gemachtigd zijn om in het Rijk te verblijven, met uitzondering van de vreemdelingen die ingeschreven zijn in het wachtrechtregister vermeld onder 2^o* ».

3. Tweede amendement

De eerste opmerking in verband met dit amendement betreft de overheid die ermee belast is het bewijs te leveren dat de kandidaat-politieke vluchting een logement werd aangeboden.

De sanctie die dit amendement instelt, betreft rechtstreeks het OCMW (terugbetaling tegen 50 % van de aan de kandidaat-vluchting verleende sociale bijstand). Het is evenwel wenselijk dat de gemeente die kan beschikken over specifieke interventiemiddelen (opeisingsrecht van gebouwen, deelneming aan maatschappijen voor sociale huisvesting, ...) kan worden betrokken bij het verschaffen van huisvesting. Om alle gevallen te dekken, is het wenselijk dat die bepaling als volgt zou luiden : « *Het vorige lid is niet van toepassing indien het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn of de gemeente kan bewijzen dat het of dat zij op het eigen grondgebied een behoorlijk en aan het inkomen van de kandidaat-politieke vluchting aangepast openbaar of privé-logies heeft aangeboden* ». De regering zal haar amendement in die zin aanpassen.

De tweede opmerking betreft de terugbetalingen van de kosten bepaald in artikel 4 van de wet van 1965.

De terugbetaling van 50 %, die is ingevoerd door artikel 11bis van het wetsontwerp, brengt een wijziging mee van artikel 5 van de wet van 1965 (betreffende de sociale bijstand) en regelt op geen enkele wijze de terugbetaling van de medische kosten bepaald in artikel 4 van dezelfde wet. De commentaar van de Raad van State houdt terdege rekening met het door de voorgestelde tekst nagestreefd doel.

De derde opmerking betreft de verhoudingen tussen het terugbetalingsstelsel tegen 50 % dat is inge-

50 % mis en place par l'article 11bis du projet et certains articles de la loi organique des centres publiques d'aide sociale du 8 juillet 1976, notamment l'article 57bis.

L'article 57bis de la loi de 1976 règle l'aide sociale des sans-abri. Afin d'éviter l'exclusion de ces personnes du système de l'aide sociale lorsque celles-ci n'ont pas de résidence principale, cet article prévoit une modulation de la règle de droit commun pour la détermination du domicile de secours (critère de la résidence principale).

L'article 5, 2°, de la loi de 1965 est une règle spéciale qui vise la prise en charge par l'Etat de l'aide sociale accordée aux étrangers. Il déroge ainsi fondamentalement au droit commun pour cette catégorie de personnes.

L'article 11bis du projet de loi, en limitant le remboursement par l'Etat à 50 % dans certains cas, prévoit une exception à l'exception qui ne vise que les candidats réfugiés politiques pour lesquels le CPAS compétent est déterminé par l'inscription dans le registre d'attente ou dans le registre des étrangers. Il s'agit donc d'une règle spéciale dont l'application n'interfère pas avec l'article 57bis, règle de droit commun.

Les règles normales d'interprétation des textes conduisent à dire que la situation d'un étranger candidat réfugié politique qui serait aussi une personne sans abri est réglée par l'article 5 de la loi de 1965, car la volonté du législateur est clairement d'établir un régime particulier pour l'ensemble des étrangers.

La quatrième observation concerne une éventuelle discrimination entre les candidats réfugiés dont l'inscription administrative et la résidence de fait ne coïncident pas.

Le CPAS compétent étant le CPAS de la commune où l'inscription est faite en vertu de l'article 54 de la loi de 1980, ces derniers pourront être amenés à se déplacer pour se procurer l'aide sociale, s'ils ne résident pas effectivement sur le territoire de cette commune.

L'on notera que les candidats réfugiés sont libres d'aller et de venir ainsi que de fixer leur résidence principale (la Convention de Genève interdit de les assigner à résidence). Ils pourront dès lors choisir d'établir leur résidence en un autre lieu que celui qui leur a été attribué comme résidence administrative.

Le dispositif proposé est le seul qui concilie la libre circulation des candidats réfugiés et la volonté du législateur de voir s'établir une répartition harmonieuse de ceux-ci sur le territoire. Il fonctionne en effet en *incitant* les réfugiés et les communes à agir en sorte que résidence administrative et résidence effective coïncident.

La dernière observation du Conseil d'Etat concerne les modalités d'application de l'article 5, § 3, de la loi de 1965 qui prévoit la répartition des sommes non

voerd door artikel 11bis van het ontwerp en sommige artikelen van de organische wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, meer bepaald artikel 57bis.

Artikel 57bis van de wet van 1976 regelt de sociale bijstand aan daklozen. Om te voorkomen dat die personen uit het stelsel van de sociale bijstand worden uitgesloten, wanneer ze geen hoofdverblijf meer hebben, bepaalt dit artikel een aanpassing van de regel van gemeen recht om het hulpdomicilie te bepalen (criterium van het hoofdverblijf).

Artikel 5, 2°, van de wet van 1965 is een bijzondere regel die bepaalt dat de Staat de sociale bijstand aan vreemdelingen ten laste neemt. Het artikel wijkt dus fundamenteel af van het gemeen recht voor die categorie van personen.

Door in sommige gevallen de terugbetaling door de Staat te beperken tot 50 %, bepaalt artikel 11bis van het wetsontwerp een uitzondering op de uitzondering waardoor alleen de kandidaat-vluchtelingen worden beoogd voor wie het bevoegde OCMW wordt bepaald door de inschrijving in het wachtregister of in het register voor vreemdelingen. Het gaat dus om een bijzondere regel waarvan de toepassing niet indruist tegen artikel 57bis, dat een regel van gemeen recht omvat.

De normale regels voor de interpretatie van de teksten leiden ertoe te stellen dat de toestand van een vreemdeling-kandidaat-politieke vluchteling die bovendien dakloos zou zijn, wordt geregeld door artikel 5 van de wet van 1965, omdat de wetgever duidelijk een bijzonder stelsel voor alle vreemdelingen wenst op te zetten.

De *vierde opmerking* betreft een eventuele discrimination tussen de kandidaat-politieke vluchtelingen, van wie de administratieve inschrijving en het feitelijke verblijf niet overeenstemmen.

Daar het bevoegde OCMW het OCMW is van de inschrijvingsgemeente overeenkomstig artikel 54 van de wet van 1980, kunnen die verplicht worden zich te verplaatsen om sociale bijstand te krijgen, indien ze niet daadwerkelijk op het grondgebied van die gemeente verblijven.

Er moet op worden gewezen dat de kandidaat-politieke vluchtelingen vrij zijn om te gaan waar ze willen en om hun hoofdverblijf vast te stellen (de Conventie van Genève verbiedt een woning toe te wijzen). Zij kunnen er dus voor kiezen hun verblijfplaats op een andere plaats te bepalen dan op die welke hen als administratieve verblijfplaats is toegewezen.

De voorgestelde maatregel is de enige die het vrij verkeer van kandidaat-politieke vluchtelingen vereint met de wens van de wetgever om tot een harmonieuze verdeling over het grondgebied te komen. In feite worden vluchtelingen en gemeenten ertoe aangezet om de administratieve en de effectieve verblijfplaats te laten samenvallen.

De *laatste opmerking* van de Raad van State betreft de nadere regels voor de toepassing van artikel 5, § 3, van de wet van 1965 dat de verdeling

remboursées aux CPAS en vertu du § 2, entre les CPAS qui accueillent un nombre de candidats réfugiés supérieur au nombre maximum prévu par le plan de répartition.

Les modalités de cette répartition seront déterminées par arrêté royal ainsi que le moment où est calculé le nombre de réfugiés servant de critère pour répartir les sommes non remboursées entre les communes.

V. — CONTINUATION DE LA DISCUSSION

Après avoir pris connaissance des commentaires du ministre sur l'avis du Conseil d'Etat, *M. Grimberghs* estime qu'il conviendrait cependant d'apporter quelques modifications au texte des amendements du gouvernement.

L'intervenant relève que, selon le ministre, il existe une jurisprudence reconnaissant que l'assistance sociale ouvre, sauf situation particulière, le droit à obtenir l'équivalent du minimum de moyens d'existence. Le membre craint cependant qu'il ne s'agisse pas d'une jurisprudence constante. Pourquoi dès lors, pour éviter tout risque d'interprétation divergente, ne pas prévoir une disposition fixant expressément le montant de l'aide à laquelle ont droit les candidats réfugiés ?

Enfin, il semblerait que l'arrêté royal en préparation, qui fixera le plan de répartition, comprenne des dispositions relatives au logement. Ne faudrait-il pas donner aux dirigeants des CPAS des indications claires sur le montant dû au candidat réfugié dans l'hypothèse où, un logement lui étant fourni, le montant de l'aide sociale pourrait être modulé en conséquence ?

L'orateur redoute en effet que le risque de contentieux se trouve considérablement augmenté par la possibilité que la commune où sera inscrit le candidat ne soit pas sa commune de résidence : comment le CPAS évaluera-t-il les besoins de quelqu'un qui ne réside pas dans la commune ?

Le ministre est disposé à modifier le texte de l'amendement n° 2, de manière à permettre tant à la commune qu'au CPAS d'être impliqués dans la fourniture du logement et, par conséquent, d'être autorisés à faire la preuve de cette offre.

Un sous-amendement sera présenté à cet effet.

Le ministre renvoie par ailleurs à sa réponse à la deuxième observation du Conseil d'Etat sur le premier amendement proposé par le gouvernement. L'insertion d'un nouvel alinéa après le 1^o de l'article 1^{er} de la loi du 19 juillet 1991 devrait être proposée à la Commission de l'Intérieur, des Affaires générales et de la Fonction publique (cf. ci-avant), afin de veiller à conserver la cohérence de la loi du

bepaalt van de aan de OCMW's niet uitgekeerde sommen overeenkomstig § 2, tussen de OCMW's die een groter aantal kandidaat-politieke vluchtelingen opnemen dan het maximum bepaald door het spreidingsplan.

De nadere regels voor die spreiding zullen worden bepaald bij koninklijk besluit dat tevens het tijdstip vastlegt waarop het aantal vluchtelingen wordt berekend dat dient als criterium voor de verdeling van de niet aan de gemeenten terugbetaalde bedragen.

V. — VOORTZETTING VAN DE BESPREKING

Nadat hij kennis heeft genomen van de commentaar van de minister op het advies van de Raad van State, acht *de heer Grimberghs* het niettemin wenselijk dat in de tekst van de regeringsamendementen een aantal wijzigingen wordt aangebracht.

Spreker wijst erop dat er volgens de minister een rechtspraak bestaat die erkent dat het verlenen van sociale bijstand, behoudens in uitzonderlijke gevallen, recht geeft op een bedrag dat overeenstemt met het bestaansminimum. Het lid vreest evenwel dat het niet om een vaste rechtspraak gaat. Waarom wordt het bedrag waarop asielzoekers recht hebben dan niet uitdrukkelijk vastgesteld, om aldus te voorkomen dat uiteenlopende interpretaties ontstaan ?

Tot slot omvat het in voorbereiding zijnde koninklijk besluit inzake het spreidingsplan naar verluidt een aantal bepalingen inzake huisvesting. Is het niet wenselijk dat de OCMW-voorzitters duidelijke aanwijzingen wordt gegeven over het bedrag dat aan asielzoekers moet worden uitgekeerd voor het geval waarin hen een woning ter beschikking wordt gesteld en het hen uitgekeerde bedrag dienovereenkomstig moet worden aangepast ?

Spreker vreest immers dat er aanzienlijk meer geschillen dreigen te rijzen doordat de gemeente van inschrijving van een asielzoeker niet noodzakelijk dezelfde is als de gemeente waar hij verblijft. Hoe zal een OCMW met andere woorden de behoeften ramen van asielzoekers die in een andere gemeente verblijven ?

De minister is bereid de tekst van amendement n° 2 te wijzigen ten einde zowel de gemeenten als de OCMW's te kunnen betrekken bij het verschaffen van huisvesting en dan ook het bewijs van dit aanbod te leveren.

Daartoe zal een subamendement worden ingediend.

De minister verwijst overigens naar zijn antwoord op de tweede opmerking die de Raad van State over het eerste regeringsamendement heeft gemaakt. Aan de Commissie voor de Binnenlandse Zaken, de Algemene Zaken en het Openbaar Ambt moet worden voorgesteld het bepaalde in artikel 1, 1^o, van de wet van 19 juli 1991 met een nieuw lid aan te vullen (zie hierboven), om aldus de samenhang met de wet

2 avril 1965 relative à la prise en charge des secours accordés par les centres publics d'aide sociale.

En ce qui concerne le montant de l'aide sociale auquel ont droit les candidats réfugiés, le ministre souligne que la jurisprudence en cette matière est constante.

Rien n'empêche évidemment un CPAS d'aller au-delà de ce montant et d'octroyer une aide supérieure au minimex. Le remboursement par le pouvoir fédéral restera cependant plafonné au niveau du minimum de moyens d'existence.

Lorsqu'un logement est mis à la disposition du candidat réfugié, le CPAS opère une déduction équivalente dans le montant de l'aide sociale accordée au demandeur d'asile.

M. Grimberghs attire l'attention sur le fait que, si la jurisprudence va en effet dans le sens indiqué par le ministre, la dissociation possible dorénavant entre commune d'inscription et commune de résidence introduit un risque de fluctuation. L'aide fournie en nature — par exemple, la mise à disposition d'un logement — pouvant être déduite du montant de l'aide octroyée, certains CPAS ne risquent-ils pas d'être tentés de tarifier de manière arbitraire la part de cette aide fournie en nature lorsque les intéressés ne résident pas sur le territoire de la commune ?

Le membre estime dès lors qu'une clarification devrait être apportée en ce qui concerne le montant de l'aide sociale auquel ont droit les demandeurs d'asile : il conviendrait de préciser que ce montant doit être d'un niveau équivalent au minimex, indépendamment du lieu de résidence du candidat réfugié.

Le ministre répond que les règles de la législation sociale restent en tout état de cause les mêmes. Une mauvaise application de la réglementation est dès lors susceptible de faire l'objet d'un recours devant le tribunal du travail.

M. Grimberghs fait observer que, durant la période nécessaire pour traiter le recours, les demandeurs d'asile lésés peuvent se trouver dépourvus de ressources. Il y a risque que ce soient des organisations charitables qui se trouvent amenées à suppléer des carences inadmissibles.

M. Hancké se rallie aux remarques de *M. Grimberghs* et plaide une nouvelle fois pour obtenir une détermination précise de l'aide sociale à octroyer par les CPAS.

S'il comprend bien le projet, le gouvernement souhaite appliquer un plan de répartition par le biais du registre d'attente. Il rappelle à cet égard que le plan de Mme Smet préconisait l'inscription par les communes d'un candidat réfugié politique par tranche de 1000 habitants. Il ajoute que les CPAS ont pour mission d'accorder l'aide sociale mais que ceux-ci ne sont généralement pas au courant de l'existence d'un quart monde sur le territoire de la commune. Dans certaines villes, des propriétaires peu scrupuleux louent en effet des logements à des prix exorbitants.

van 2 april 1965 betreffende het ten laste nemen van de steun verleend door de openbare centra voor maatschappelijk welzijn te handhaven.

In verband met het bedrag van de maatschappelijke bijstand waarop asielzoekers recht hebben, beklemtoont de minister dat het hier om een vaste rechtspraak gaat.

Niets belet de OCMW's evenwel asielzoekers een hoger bedrag dan dat van het bestaansminimum uit te keren. De federale overheid betaalt evenwel maximaal het bedrag van het bestaansminimum terug.

Voor asielzoekers aan wie een woning ter beschikking wordt gesteld, houden de OCMW's van de aan de belanghebbenden verleende sociale bijstand een overeenkomstig bedrag af.

De heer Grimberghs wijst erop dat wanneer het, zoals de minister beweert, om een vaste rechtspraak gaat, het gevaar op fluctuaties ontstaat doordat de gemeente van inschrijving voortaan niet langer hoeft samen te vallen met de gemeente van verblijf. Zal de mogelijkheid om de in natura verleende bijstand (bijvoorbeeld in de vorm van een woning) af te houden van het bedrag van de verleende bijstand, er niet toe leiden dat de OCMW's het in natura verleende deel van de bijstand willekeurig vaststellen, wanneer het gaat om asielzoekers die niet in dezelfde gemeente verblijven ?

Het lid is derhalve van oordeel dat een verduidelijking moet worden aangebracht met betrekking tot het bedrag van de sociale bijstand waarop de asielzoekers recht hebben : er moet worden gepreciseerd dat het bedrag even hoog moet liggen als het bestaansminimum, onafhankelijk van de woonplaats van de kandidaat-vluchtelings.

De minister antwoordt dat de regels van de sociale wetgeving in elk geval dezelfde blijven. Een slechte toepassing van de regelgeving kan ertoe leiden dat voor de arbeidsrechtbank beroep wordt ingesteld.

De heer Grimberghs merkt op dat de asielzoekers tijdens de termijn nodig voor de behandeling van het beroep zonder bestaansmiddelen kunnen komen te zitten. Het gevaar bestaat dat liefdadigheidsinstellingen ontoelaatbare tekorten moeten aanvullen.

De heer Hancké is het eens met de opmerkingen van *de heer Grimberghs* en dringt er andermaal op aan dat de sociale bijstand die de OCMW's moeten verlenen, precies zou worden omschreven.

Als hij het ontwerp goed begrijpt, is het de wens van de Regering om via het wachtrechtregister een spreidingsplan toe te passen. Hij herinnert er in dat verband aan dat het plan van mevrouw Smet erop gericht was in de gemeenten 1 kandidaat-politieke vluchtelings per 1000 inwoners in te schrijven. Hij voegt eraan toe dat de OCMW's weliswaar tot taak hebben sociale bijstand te verlenen, maar dat ze er doorgaans niet van op de hoogte zijn dat er in de gemeente ook mensen van de vierde wereld verblijven. In sommige steden verhuren weinig scrupuleuze

La surpopulation et l'état de délabrement de ces habitations sont des facteurs propices au développement de l'insécurité et de la criminalité.

Pour éviter pareils effets indésirables, l'intervenant est d'avis que la solution idéale consiste à louer aux candidats réfugiés politiques une aide d'un niveau convenable durant toute la durée de l'examen des dossiers, procédure qui doit bien entendu être aussi brève que possible.

Le ministre souligne que M. Marsoul avait, lui aussi, déjà fait état du grand nombre de réfugiés éparpillés sur l'ensemble du territoire et vivant dans des conditions déplorables.

Il réitère que le plan de Mme Smet avait le mérite d'exister mais le défaut de ne pas avoir de caractère obligatoire. C'est la raison pour laquelle on légifère aujourd'hui afin de transformer ce plan indicatif en un plan contraignant.

Le ministre rappelle ensuite une nouvelle fois que la compétence de son département se limite au remboursement de l'aide sociale octroyée par les CPAS et précise qu'il n'a pas le pouvoir politique d'intervenir dans le sens proposé par l'orateur précédent. Il juge en effet utile de clarifier les responsabilités de chacun. Il ajoute cependant qu'il faut aussi pouvoir compter sur la responsabilité politique des autres niveaux de pouvoir. Il confirme par ailleurs son intention de coordonner les différentes démarches, à l'instar de ses prédécesseurs.

Le ministre concède enfin que le travail parlementaire doit suivre son cours normal, mais plaide pour faire preuve de célérité afin de pouvoir réaliser, dans les meilleurs délais, les objectifs visés par le présent projet.

M. Walry estime que la Commission doit se prononcer favorablement sur les dispositions qui lui sont soumises pour avis, mais qu'elle devrait insister sur un certain nombre d'éléments.

En conséquence, il propose le texte suivant :

« *Dans la logique du projet de loi, qui prévoit une répartition harmonieuse des demandeurs d'asile entre toutes les communes du Royaume, les dispositions introduites par les articles 11 et 11bis à 11quinquies doivent donner une force obligatoire aux mesures instaurées par ce projet en introduisant une sanction pour non-respect du principe de solidarité mis en place par le plan de répartition.*

Se référant aux explications fournies par le ministre dans son commentaire relatif à l'avis du Conseil d'Etat, la Commission :

— demande au gouvernement de modifier son amendement n° 2 de manière à permettre tant à la commune qu'au CPAS d'être impliqués dans la fourniture du logement et par conséquent d'être autorisés à faire la preuve de cette offre;

— demande à la Commission de l'Intérieur, vu les modifications apportées à l'article 1^{er} de la loi du 19 juillet 1991 relative aux registres de la population

ze eigenaars immers woningen tegen woekerprijzen. De overbevolking en de erbarmelijke toestand waarin die panden verkeren zijn factoren die onveiligheid en criminaliteit in de hand werken.

Volgens spreker bestaat de beste remedie tegen dergelijke ongewenste uitwassen erin voor de hele duur van de afwikkeling van de dossiers — een procedure die uiteraard zo kort mogelijk moet zijn — aan de kandidaat-politieke vluchtelingen een fatsoenlijke bedrag aan geldelijke steun uit te keren.

De minister wijst erop dat ook de heer Marsoul reeds gewag gemaakt had van het over het gehele grondgebied in beklagenswaardige omstandigheden verspreid levende grote aantal vluchtelingen.

Hij herhaalt dat, hoewel het plan van mevrouw Smet de verdienste had te bestaan, het toch verkeerd was er geen bindend karakter aan te geven. Daarom werkt men nu aan een wettelijke regeling om dat plan van een louter advies in een dwingende regel om te zetten.

Vervolgens herinnert de minister er andermaal aan dat de taak van zijn departement beperkt blijft tot de terugbetaling van de door de OCMW's verleende sociale bijstand, maar dat hij geen politieke bevoegdheid heeft om op te treden zoals de vorige spreker het wenst. Hij acht het immers raadzaam de respectieve bevoegdheden duidelijk af te bakenen, maar dan moet hij er ook op kunnen rekenen dat de overige beleidsniveaus hun politieke verantwoordelijkheid niet zullen ontlopen. Daarnaast geeft hij het voornemen te kennen om, net als zijn voorgangers, naar coördinatie van de diverse acties te streven.

Ten slotte geeft de minister toe dat, hoewel het parlementaire werk zijn normaal verloop moet kennen, niettemin met de nodige voortvarendheid te werk moet worden gegaan wil men de in het ontwerp gestelde oogmerken zo spoedig mogelijk bereiken.

De heer Walry is van mening dat de Commissie zich gunstig moet uitspreken over de bepalingen die haar voor advies worden voorgelegd, maar dat ze op een aantal elementen de nadruk moet leggen.

Bijgevolg stelt hij de volgende tekst voor :

« *In de geest van de wet die voorziet in een evenwichtige spreiding van asielzoekers over alle gemeenten van het Rijk, dienen de wijzigingen ingevoerd bij de artikelen 11 en 11bis tot en met 11quinquies bindende kracht te verlenen aan de door dit voorstel ingestelde maatregelen, door een sanctie op te leggen voor het niet respecteren van het principe van solidariteit dat door het spreidingsplan wordt ingevoerd.*

Refererend aan de verduidelijkingen die de minister heeft verstrekt in zijn commentaar op het advies van de Raad van State :

— vraagt de Commissie aan de regering amendement n° 2 zo te wijzigen dat de gemeenten en de OCMW's betrokken worden bij het verschaffen van huisvesting en bijgevolg de toestemming krijgen dit aanbod te bewijzen;

— vraagt ze de Commissie voor de Binnenlandse Zaken, gelet op de wijzigingen die bij artikel 1 van dit wetsontwerp zijn aangebracht aan artikel 1 van de

et aux cartes d'identité et modifiant la loi du 8 août 1983 organisant un registre national des personnes physiques par l'article 1^{er} du projet de loi, de veiller à ce qu'une application cohérente de la loi de 1965 relative à la prise en charge des secours accordés par les CPAS, soit sauvegardée. »

M. Grimberghs propose que ce texte soit complété de la recommandation suivante :

« [la Commission] demande au ministre, une fois le projet adopté, d'établir une circulaire clarifiant la procédure et le niveau de l'aide sociale qui doit être octroyé aux candidats réfugiés politiques en vertu de la loi ».

Le ministre se déclare en faveur de l'information la plus large possible, de manière à définir clairement les responsabilités des uns et des autres.

Mme Leysen s'interroge sur la nécessité de s'en référer au « principe de solidarité » (1^{er} alinéa) : n'y a-t-il pas redondance, puisque le plan de répartition implique précisément la mise en pratique du principe de solidarité ?

M. Walry fait observer que, si le plan de répartition inclut fatalement la notion de solidarité, ce dernier terme doit cependant être considéré comme un mot-clé du texte proposé.

VI. — CONCLUSION

En conclusion de ses travaux la Commission tient particulièrement à insister sur les éléments suivants :

« Dans la logique du projet de loi, qui prévoit une répartition harmonieuse des demandeurs d'asile entre toutes les communes du Royaume, les dispositions introduites par les articles 11 et 11bis à 11*quinquies* doivent donner une force obligatoire aux mesures instaurées par ce projet en introduisant une sanction pour non-respect du principe de solidarité mis en place par le plan de répartition.

Se référant aux explications fournies par le ministre dans son commentaire relatif à l'avis du Conseil d'Etat, la Commission :

— demande au Gouvernement de modifier son amendement n° 2 de manière à permettre tant à la commune qu'au CPAS d'être impliqués dans la fourniture du logement et par conséquent d'être autorisés à faire la preuve de cette offre;

— demande à la Commission de l'Intérieur, vu les modifications apportées à l'article 1^{er} de la loi du 19 juillet 1991 relative aux registres de la population et aux cartes d'identité et modifiant la loi du 8 août 1983 organisant un registre national des personnes physiques par l'article 1^{er} du projet de loi, de veiller à ce qu'une application cohérente de la loi de 1965

wet van 19 juli 1991 betreffende de bevolkingsregisters en de identiteitskaarten en tot wijziging van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen, er op toe te zien dat een coherente toepassing van de wet van 1965 betreffende het ten laste nemen van de steun verleend door de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, bewaard blijft. »

De heer Grimbergs stelt voor dat de tekst zou worden aangevuld met de volgende aanbeveling :

« [de Commissie] vraagt de minister na de aanname van het wetsontwerp een circulaire uit te werken waarin de procedure wordt toegelicht, alsmede het bedrag van de krachtens de wet aan de asielzoekers te verlenen maatschappelijke bijstand vast te stellen ».

De minister is voorstander van een zo uitgebreid mogelijke informatie, zodat de verantwoordelijkheid van alle partijen duidelijk wordt afgebakend.

Mevrouw Leysen vraagt zich af waarom (in het eerste lid) naar het « solidariteitsprincipe » moet worden verwezen. Is dat geen overlapping, gelet op het feit dat het spreidingsplan juist vorm geeft aan het solidariteitsbeginsel ?

De heer Walry stipt aan dat ofschoon het spreidingsplan zeker niet zonder het begrip solidariteit kan, het toch als een wezenlijk aspect van de voorgestelde tekst dient te worden beschouwd.

VI. — BESLUIT

Tot besluit van haar werkzaamheden wenst de commissie volgende punten te benadrukken :

« In de geest van de wet die voorziet in een evenwichtige spreiding van asielzoekers over alle gemeenten van het Rijk, dienen de wijzigingen ingevoerd door de artikelen 11 en 11bis tot en met 11*quinquies* een bindend karakter te geven aan de door dit voorstel ingestelde maatregelen, door een sanctie in te voeren voor het niet respecteren van het principe van solidariteit dat gerealiseerd wordt in het spreidingsplan.

Refererend aan de verduidelijkingen die de minister heeft gegeven in zijn commentaar betreffende het advies van de Raad van State :

— vraagt de Commissie aan de regering haar amendement n° 2 zo te wijzigen dat de gemeenten en de OCMW's betrokken worden bij het verschaffen van huisvestiging en bijgevolg de toestemming krijgen dit aanbod te bewijzen;

— vraagt ze aan de Commissie voor de Binnenlandse Zaken, gelet op de wijzigingen die artikel 1 van dit wetsontwerp heeft aangebracht aan artikel 1 van de wet van 19 juli 1991 betreffende de bevolkingsregisters en de identiteitskaarten en tot wijziging van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen, er op

relative à la prise en charge des secours accordés par les CPAS, soit sauvegardée;

— demande au ministre, une fois le projet adopté, d'établir une circulaire clarifiant sa procédure, et le niveau de l'aide sociale qui doit être octroyée aux candidats réfugiés politiques en vertu de la loi. »

La Commission de la Santé publique et de l'Environnement adopte le présent avis par 12 voix et 3 abstentions.

Le Rapporteur,

L. HANCKE

La Présidente,

T. MERCKX-VAN GOEY

toe te zien dat een coherente toepassing van de wet van 1965 betreffende het ten laste nemen van de steun verleend door de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, bewaard blijft;

— vraagt de minister om na de aanneming van het wetsontwerp een circulaire uit te werken waarin de procedure wordt toegelicht, alsmede het bedrag van de krachtens de wet aan de asielzoekers te verlenen maatschappelijke bijstand vast te stellen ».

De Commissie voor de Volksgezondheid en het Leefmilieu neemt dit advies aan met 12 stemmen en 3 onthoudingen.

De Rapporteur,

L. HANCKE

De Voorzitter,

T. MERCKX-VAN GOEY